



MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ
DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

08 BP 755 Cotonou
BÉNIN
Tél.: +229 21 30 04 98
mpd.info@gouv.bj
www.plan.gouv.bj

MEMOIRE ET PATRIMOINE DU MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

1957 - 2020




© SERGE BOYA


Décembre 2020




Joseph KLIKA
Ministre du Plan et de l'Action Rurale
28 mai 1957 - 18 février 1968



Jacques PLASSARD
Ministre des Affaires Economiques et du Plan
18 février 1958 - 02 juillet 1958




Emile - Derlin ZINSOU
Ministre de l'Economie Gènérale
Ministre de l'Economie Gènérale et du Plan
Ministre des Affaires Étrangères, du Plan et du Tourisme
juillet 1960 - 27 mai 1963 décembre 1966 - 19 mai 1967




Georges GAVARRY
Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan
Ministre de l'Economie et du Plan
27 mai 1959 - 02 novembre 1960




SOUROU - Migan Marcollin APITHY
Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan
Vice-Président de la République chargé du Développement et du Plan
Ministre des Finances, des Affaires Economiques du Plan
de l'Agriculture et de la Coopération
02 novembre 1960 - 14 décembre 1963




François APLOGAN - DJIBODE
Ministre du Plan
Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan
14 décembre 1963 - 27 septembre 1965



Justin AHOMADEGBE - TOMETIN
Président du conseil chargé du Plan, de la Coopération
Nationale, des Affaires Étrangères, de la Sécurité et de l'Intérieur
27 septembre 1965 - 01 décembre 1965




Tahirou CONGACOU
Président de la République chargé de la Défense,
des Affaires Internationales, de la Sécurité, des Affaires Étrangères,
de la Justice, du Plan et de l'Économie
1^{er} décembre 1965 - 24 décembre 1965



Christian VIEYRA
Haut Commissariat au Plan et au Tourisme
24 décembre 1965 - 30 décembre 1966




Babilba Bertin BORNA
Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan
16 mai 1967 - 18 décembre 1967



Pascal CHABI KAO
Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan
18 décembre 1967 - 18 décembre 1969




Paul - Emile de SOUZA
Président du Conseil chargé des Affaires Internationales,
de la Sécurité et de la Défense, Nationale, des Finances
et du Tourisme, de la Prospective et du Plan
18 décembre 1969 - 07 mai 1970




Joseph ADJIGNON KEKE
Ministre de l'Economie et du Plan
07 mai 1970 - 26 octobre 1972




Mathieu KEREKOU
Président de la République chargé de la Défense Nationale et du Plan
Président de la République chargé de la Défense Nationale, du Plan,
de la Coopération des Affaires Étrangères, du Tourisme et du Commerce
26 octobre 1972 - 21 octobre 1974




Augustin HONVOH
Ministre du Plan, de la Statistique et de la Coopération
des Pays Exotiques
21 octobre 1974 - 30 janvier 1976



François Nounagnon DOUSSOU
Ministre du Plan, de la Statistique et de la Coopération
des Pays Exotiques
30 janvier 1976 - 12 février 1980




Aboubakar BABA-MOUSSA
Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique
12 février 1980 - 09 avril 1982



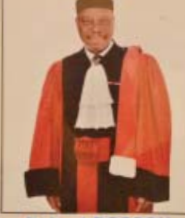
ZUL KIFL SALAMI
Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique
Ministre du Plan et de la Statistique
Ministre de la Planification et des Coopération
09 avril 1982 - 13 février 1987 - 04 février 2000 - 08 avril 2001




Mohamed Ibrahim SOURADJOU
Ministre du Plan et de la Statistique
13 février 1987 - 29 juillet 1988




Simon Iféldé OGOUMA
Ministre du Plan et de la Statistique
29 juillet 1988 - 05 août 1989




Robert DOUSSOU
Ministre du Plan et de la Statistique
05 août 1989 - 14 mars 1990




Paul DOUSSOU
Ministre du Plan et de la Statistique
Ministre des Finances
14 mars 1990 - 29 juillet 1991



Robert TAGNON
Ministre du Plan et de la Reconstruction Economique
29 juillet 1991 - 03 avril 1996



Albert TEVODJRE
Ministre du Plan, de la Reconstruction Economique
et de la Promotion de l'Énergie
03 avril 1996 - 22 juin 1999



Bruno AMOUSSOU
Ministre de la Coopération, de l'Action Gouvernementale, du Plan
et de la Coopération et de la Promotion de l'Énergie
Ministre de la Coopération, de l'Action Gouvernementale,
Ministre de la Prospective et du Développement
Ministre du Plan, de la Prospective et de la Coopération
22 juin 1999 - 04 février 2002




Pascal Irénee KOUPAKI
Ministre du Développement, de l'Economie et du Plan
Ministre de l'Economie, de la Prospective, du Développement
et de l'Intégration de l'Union Régionale
Ministre de la Prospective, du Développement et de l'Intégration de l'Union Régionale
Ministre de la Prospective, du Développement, de l'Action Gouvernementale,
Ministre et de la Coopération de l'Action Gouvernementale
Du 08 avril 2006 - 28 mai 2011



Marcel de-SOUZA
Ministre du Développement,
de l'Analyse Economique et de la Prospective.
Du 28 mai 2011 - 18 juin 2015



Lionel ZINSOU
Premier Ministre Chargé du Développement Economique
de l'Évaluation des Politiques et de la Promotion de la Citoyenneté
Du 18 juin 2015 - 06 avril 2016



ABDOULAYE BIO TCHANE
Ministre d'État Chargé du Plan et du Développement
06 avril 2016.....

Sommaire

PREFACE.....	5
INTRODUCTION.....	6
I. UN MINISTERE STRATEGIQUE ET STABLE.....	10
II. DES MISSIONS IMPORTANTES : DES FONCTIONS STABLES ET DES FONCTIONS DYNAMIQUES.....	12
III. DES MUTATIONS STRUCTURELLES, SIGNE D'UNE RECHERCHE PERMANENTE D'EFFICACITE.....	17
IV. ELABORATION DE DOCUMENTS DE STRATEGIE, D'ORIENTATION, ET DE PROSPECTIVE.....	22
V. LA CONDUITE DE REFORMES INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES.....	24
VI. HOMMAGE AUX AGENTS DU MINISTERE.....	24
VII. LE MINISTERE ET SES BÂTIMENTS.....	28
VIII. PRESENTATION DES MINISTRES.....	29
IX. EVOLUTION DES EFFECTIFS.....	161
X. EVOLUTION DU BUDGET.....	162
CONCLUSION.....	164
LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES DANS LE CADRE DE LA REDACTION DU DOCUMENT MEMOIRE.....	165
LISTE DES PERSONNES RESSOURCES AYANT PRIS PART AUX TRAVAUX D'ACTUALISATION DU DOCUMENT MEMOIRE.....	166
BIBLIOGRAPHIE.....	167

Préface



Accomplir le devoir de mémoire. Telle est notre mission face à l'histoire. Il y a des instants dans la vie des humains, des moments dans la vie des choses qu'il faut absolument capter, capitaliser, au risque de les faire tomber dans le piège de l'oubli. Au Ministère du Plan et du Développement, nous avons opéré un choix : retourner sur les traces des aînés pour interroger l'histoire et revisiter notre passé ; entreprendre un retour initiatique en sorte. Oui, nous voulons nous ressourcer, savoir d'où nous étions partis, les sentiers et les boulevards empruntés et comment nous avons pu être là où nous sommes aujourd'hui. Nous voulons, après tout, partir de notre histoire pour mieux bâtir notre présent et notre futur.

Pour ce faire, il nous a fallu entrer dans l'intimité des archives. Cette démarche nous a permis, à travers nos questions et nos questionnements, de découvrir non seulement la dimension plurielle de la recherche documentaire mais aussi les implications ou les aspects les plus insoupçonnés de notre passé. Toutes choses qui ont montré, si besoin en est, l'importance des archives qui constituent une mine d'informations et un patrimoine stratégique en ce sens qu'elles assurent la sauvegarde de la mémoire collective.

La vie de nos ministères, contrairement à l'imaginaire populaire, remonte à la période pré indépendance. La colonie du Dahomey, au lendemain de la loi-cadre Defferre de 1956, devient autonome comme la plupart des territoires de l'Afrique d'expression française. Monsieur Sourou Migan APITHY, désigné Vice-président du Conseil de Gouvernement (l'équivalent de Premier Ministre), forme, le 27 mai 1957, le 1er Gouvernement de notre pays. Au rang des ministères composant la structure gouvernementale, figure un département dénommé Ministère du Plan et de l'Action Rurale dont il confie les rênes à Monsieur Joseph KLIKA, instituteur de formation.

Ainsi débute la longue et belle aventure du département ministériel communément appelé Ministère du Plan, qui connaîtra, de cette date à aujourd'hui, 35 différentes dénominations. De 1957 à 2020, il lui sera associé bien d'autres départements ministériels au nombre desquels figurent le développement rural, les finances, les affaires étrangères, les affaires intérieures et la sécurité, la défense nationale, la justice, l'information, le tourisme, l'emploi, l'économie et les finances. Le Ministère en charge du Plan souvent tributaire de la coordination de l'action gouvernementale a été, dans l'histoire, érigé plusieurs fois en primature. Ces multiples changements de dénomination, liés aux vagues de régimes politiques, à l'époque, n'ont rien ôté à la mission traditionnelle de ce Ministère qui est d'impulser et de piloter le développement économique et social, d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des politiques publiques et, depuis peu, de veiller à la mise en

œuvre des actions et décisions du Gouvernement.

Cet apparent ballotement n'est rien que la confirmation du caractère incontournable et de la transversalité de ce ministère dans la coordination du développement à l'échelle nationale.

Le présent document, fruit d'une longue maturation, se veut un ouvrage de référence qui retrace les temps forts du Ministère, depuis sa création jusqu'en 2020. Il évoque les politiques, les stratégies et réformes initiées par les 31 ministres qui se sont succédé à la tête de ce département stratégique, leur vie administrative et politique, leurs collaborateurs ainsi que leurs principales réalisations.

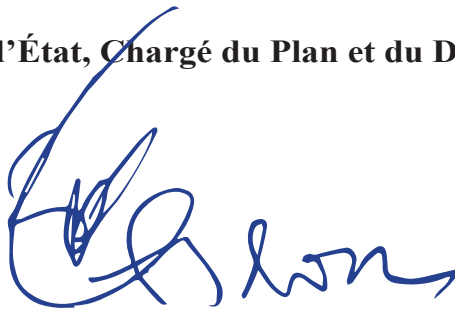
Cet ouvrage est également l'expression de notre déférence et de notre reconnaissance à nos illustres aînés, véritables pionniers, qui ont défriché le terrain du développement et semé la bonne graine dont nous héritons aujourd'hui les fruits. Ceux d'entre eux qui ne sont plus de ce monde, devant leur mémoire, nous nous inclinons respectueusement. La toile de fond qui est la quintessence du département que nous dirigeons aujourd'hui, ce sont eux qui l'ont tissée de leurs mains expertes.

Comment oublier tous ces cadres à divers niveaux, hommes et femmes, qui, sous le leadership éclairé des différents ministres qui se sont succédés de 1957 à 2020, ont écrit de belles pages de la riche et palpitante histoire du ministère en charge du développement ? Sous la pluie, le vent et le soleil, ils ont construit, pierre après pierre, la grande citadelle qui porte, depuis avril 2016, le nom de Ministère du Plan et du Développement, et forgé le destin de ce département qui force l'admiration et le respect, grâce à la qualité et à l'ardeur au travail de ses ressources humaines.

A toutes celles et à tous ceux, qui, dans une démarche proactive, ont permis la réalisation de cette œuvre, notamment les cadres de la Cellule Juridique et des autres cadres du Ministère, j'exprime mes vives félicitations pour cette initiative heureuse.

Je me réjouis déjà à l'idée que les agents du ministère, les usagers, les enseignants, les chercheurs, les étudiants, les élèves et tous les inconditionnels de l'information trouveront, dans ce précieux document, matière à analyse et à réflexion et y étancheront leur soif de savoir.

Le Ministre d'État, Chargé du Plan et du Développement



Abdoulaye BIO TCHANE

Introduction

Toute organisation a besoin de repères pour se situer par rapport à son histoire, par rapport au temps. Bien qu'il soit admis par tous le principe de continuité dans l'action administrative, il n'existe pas souvent d'ouvrage de référence qui favorise ou promeut la continuité dans la gestion des affaires de l'Etat. C'est ce qui justifie l'élaboration d'un document sur la «**Mémoire du Ministère du Plan et du Développement**», couramment connu sous la dénomination de **Ministère du Plan**.

Cette initiative a pour objectif d'une part, de disposer d'un document qui retrace la vie du ministère depuis sa création en 1957 jusqu'en 2020, à travers sa mission, ses principales fonctions, son cadre institutionnel et organisationnel et d'autre part, de rendre accessibles les informations utiles sur les différents Ministres ou responsables ayant dirigé le ministère et les principales actions qu'ils ont menées durant leur mandat.

La méthodologie adoptée a consisté en plusieurs actions :

- ✓ la recherche documentaire ;
- ✓ la conduite d'une enquête par questionnaire ;
- ✓ les entretiens avec d'anciens Ministres ;
- ✓ les entretiens avec des agents du ministère déjà admis à faire valoir leur droit à la retraite ;
- ✓ les entretiens avec des responsables de structure du ministère.

La recherche documentaire a conduit l'équipe chargée de réaliser l'étude dans plusieurs unités documentaires à la Présidence de la République, dans les Ministères et Institutions de la République, à l'Office National d'Imprimerie et de Presse, à l'Institut National pour la Formation Sociale et Economique et à la Direction des Archives Nationales pour collecter les informations.

A la suite de cette collecte d'informations, un questionnaire a été conçu à l'intention des 29 personnalités identifiées comme ayant dirigé le ministère depuis sa création. Il faut faire remarquer ici certains n'ont pu être contactés en personne parce que décédés ou ne vivant pas sur le territoire national.

L'objectif des entretiens est de rencontrer certaines personnalités ayant eu à charge le ministère et de partager avec elles les informations déjà collectées à leur sujet pour appréciation. En dépit des réticences, plusieurs personnalités et familles de ministres défunts ont reçu l'équipe chargée de la rédaction du mémoire. Etant entendu que les Ministres ont travaillé avec des collaborateurs, des cadres déjà admis à la retraite ou encore en service et des responsables actuels de structure ont été interviewés pour recouper des informations, les préciser ou en confirmer l'exactitude.

Créé il y a un peu plus de soixante-deux (62) ans, le Ministère en charge de la Planification au Bénin est l'une des structures ayant évolué au rythme des dernières marches vers l'indépendance, de la situation politique instable ayant caractérisé les lendemains de

l'accession du pays à la souveraineté nationale, de la période du régime révolutionnaire et de l'ère démocratique actuelle.

Le présent document a recensé toutes les personnes qui ont été nommées une fois Ministre en charge du Plan, nomination attestée par un acte officiel. Mais au cours des recherches, il s'est avéré que certaines d'entre elles n'ont jamais pris service en cette qualité.

C'est le cas du Président **Nicéphore SOGLO** qui a été nommé Ministre de l'Economie et du Plan par le décret n° 557 /PR du 30 décembre 1966 par le Général Christophe SOGLO. Des recherches ont révélé qu'il a refusé le poste et qu'un autre gouvernement a été formé le lendemain. En réponse au questionnaire, l'intéressé a déclaré qu'il n'a jamais occupé ce poste. C'est pourquoi, sa description biographique et les éléments caractérisant son mandat ne figurent pas dans les pages qui suivent.

Le second cas est celui de Monsieur **Jacques PLASSARD**, économiste français, ami d'école du Président **Sourou Migan APITHY**. Nommé Ministre des Affaires Économiques et du Plan en 1958, il n'a jamais mis pied au Dahomey. Toutefois, à ce titre, il a posé des actes au nom du Dahomey. C'est pourquoi, il apparaît comme le 2^{ème} Ministre décrit dans le document.

De plus, il convient d'attirer l'attention sur le cas de certains Présidents de la République qui, en plus de la haute charge au sommet de l'État, avaient le secteur du plan sous leur autorité. Il s'agit des Présidents **Justin AHOMADEGBE-TOMETIN** (27 septembre 1965 – 1^{er} décembre 1965), **Tahirou CONGACOU** (décembre 1965 - 24 décembre 1965), **Paul Emile de SOUZA** (18 décembre 1969 - 07 mai 1970) et **Mathieu KEREKOU** (26 octobre 1972 - 21 octobre 1974). Ces hautes personnalités ont été considérées comme ayant exercé la fonction ministérielle et leur fiche apparaît en tant que tel à l'intérieur du document.

En ce qui concerne les divergences de date, elles concernent la date de décès du Président **Sourou Migan APITHY**. Nous avons retenu la date du 03 décembre 1989, date communiquée par la fille de l'illustre disparu et avons rejeté les autres dates comme le 1er décembre 1989 selon *Ehuzu* du mercredi 13 décembre 1989 et le 07 décembre 1989 selon Pierre METINHOUE¹.

Les difficultés rencontrées concernent l'accès à l'information. Le ministère n'a pas un dépôt d'archives organisé ; ce qui a rendu la tâche difficile à l'équipe de rédaction du document. En plus, il a été question de la définition des informations confidentielles auxquelles l'équipe de recherche déployée à l'intérieur du ministère n'a pu avoir accès. La forte mobilité de certains responsables, appelés entre-temps à d'autres fonctions dans d'autres départements ministériels, n'a pas permis d'avoir auprès d'eux, une vue linéaire sur l'existence du ministère.

Ce sont ces difficultés qui justifient les vides notés sur la courbe de l'histoire retracée et le manque de précisions sur certaines dates, sur des évènements, activités ou actions.

C'est le lieu de remercier tous ceux qui ont reçu les membres de l'équipe de rédaction dans leur bureau ou à leur domicile et qui se sont prêtés à leurs questions, particulièrement les autorités du Secrétariat Général du Ministère, pour toutes les facilités accordées dans le cadre de la rédaction du présent document.

Pour mieux faire comprendre les pages de l'histoire de l'actuel Ministère du Plan et du Développement, les raisons de son importance et de sa stabilité sont déclinées avant la présentation des missions accomplies, de l'évolution des structures, des réformes importantes conduites, des documents de planification, de stratégie, d'orientation et de prospective élaborés. Des informations sont aussi données sur les bâtiments occupés par les structures du ministère.

Toute structure n'ayant de richesses que son personnel, un hommage est rendu à ce dernier et les différents Ministres ayant exercé, sont présentés.

Par ailleurs, à la fin du document, une présentation globale est faite sur l'évolution des effectifs et celle du budget du Ministère.

I. UN MINISTÈRE STRATEGIQUE ET DYNAMIQUE

S'il est l'un des premiers ministères créés au cours de la marche vers l'indépendance, le Ministère en charge du Plan est aussi l'un des départements ayant survécu à tous les régimes et à tous les remaniements. Cette stabilité réside dans le rôle important et transversal qu'il joue dans la coordination des actions des autres ministères, et partant, dans la coordination du développement. Pour le développement, il est opportun de définir des orientations, de coordonner l'élaboration des politiques et stratégies, d'apprécier les projets à réaliser pour leur mise en œuvre : ce sont les fonctions premières de ce ministère. Il joue également un rôle d'appui technique aux autres ministères.

C'est à cause de cette mission de coordination que ce ministère stratégique a souvent été considéré comme élément du portefeuille du Chef de l'Etat et Chef du Gouvernement, au même titre que la défense nationale. Il a été régulièrement rattaché à la Présidence de la République entre 1957 et 1991. Ainsi, il est arrivé que le Chef du Gouvernement soit chargé du Plan, bien qu'il y ait, dans le même temps, un Ministre délégué chargé du Plan. Plus récemment encore, ce ministère a été transformé en Primature tout en gardant les attributions de coordination du développement économique et social.

Par ailleurs, l'importance de ce département ministériel s'explique par la création en 1962, sur l'initiative de feu Sourou-Migan APITHY, alors Vice-Président de la République chargé du Développement et du Plan, d'un Commissariat Général au Plan Cet organe, installé le 03 septembre 1962, avait pour mission de contrôler et de coordonner l'exécution des opérations du plan, des programmes pluriannuels et annuels du Plan de Développement National. Par décret n°63-203/PR/CG/Plan du 03/05/1963, les différents services relevant du Commissariat furent regroupés en une direction unique : la Direction des Etudes et du Plan. Un an plus tôt, en mai 1962, feu Sourou Migan APITHY a procédé à l'installation d'un Comité National du Plan.

Il convient de souligner que le Ministère chargé du Plan fonctionne comme un ministère central dont les embranchements se retrouvent dans les autres départements ministériels. Les DEP ont été transformées, avec le temps, en des Cellules de Programmation et de Coordination créées par décret n° 91-267 du 02 décembre 1991 et installées dans tous les autres ministères. Ces cellules se mueront, en 1997, en des Directions de la Programmation et de la Prospective qui demeurent les répondants du Ministère en charge de la planification dans tous les ministères.

Malgré cette stabilité dans tous les gouvernements qui se sont succédés, le ministère a souvent connu une variation dans ses dénominations (36 dénominations à ce jour). Il s'agit de :

- Ministère du Plan et de l'Action Rurale ;
- Ministère des Affaires Économiques et du Plan ;
- Ministère de l'Économie Générale ;
- Ministère de l'Économie Générale et du Plan ;
- Ministère des Finances, de l'Économie et du Plan ;
- Ministère de l'Économie et du Plan ;

- Ministère des Finances, de l'Économie et du Plan ;
- Ministère chargé du Développement et du Plan ;
- Ministère des Finances, des Affaires Économiques, du Plan, de l'Agriculture et de la Coopération ;
- Ministère du Plan ;
- Ministère des Finances, des Affaires Économiques et du Plan ;
- Ministère chargé du Plan, de la Défense Nationale, des Affaires Intérieures, de la Sécurité et de l'Information ;
- Ministère chargé de la Défense, des Affaires Intérieures, de la Sécurité, des Affaires Étrangères, de la Justice, du Plan et de l'Information ;
- Haut Commissariat au Plan et du Tourisme ;
- Ministère des Affaires Étrangères, du Plan et du Tourisme ;
- Ministère des Finances, des Affaires Économiques et du Plan ;
- Ministère chargé des Affaires Intérieures, de la Sécurité et de la Défense Nationale, de l'Information et du Tourisme, de la Prospective et du Plan ;
- Ministère de l'Economie et du Plan ;
- Ministère chargé de la Défense Nationale et du Plan ;
- Ministère chargé de la Défense Nationale et du Plan, de la Coordination des Aides Extérieures, de l'Information et de l'Orientation Nationale ;
- Ministère du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures ;
Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique ;
- Ministère du Plan et de la Statistique ;
- Ministère du Plan, de l'Économie et des Finances ;
- Ministère du Plan et de la Restructuration Économique ;
- Ministère du Plan, de la Restructuration Économique et de la Promotion de l'Emploi ;
- Ministère de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi ;
- Ministère de la Coordination de l'Action Gouvernementale, de la Prospective et du Développement ;
- Ministère du Plan, de la Prospective et du Développement ;
- Ministère de la Planification et du Développement ;
- Ministère du Développement, de l'Economie et des Finances ;
- Ministère de l'Économie, de la Prospective, du Développement et de l'Évaluation de l'Action Publique ;

- Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Évaluation de l'Action Publique ;
- Ministère de la Prospective, du Développement, de l'Évaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale ;
- Ministère du Développement de l'Analyse Économique et de la Prospective ;
- Primature chargée du Développement Économique, de l'Évaluation des Politiques Publiques et de la Promotion de la bonne Gouvernance ;
- Ministère du Plan et Du Développement.

II. DES MISSIONS IMPORTANTES : DES FONCTIONS STABLES ET DES FONCTIONS DYNAMIQUES

Dans le cadre de la mise en œuvre des missions assignées à ce ministère stratégique, certaines sont restées stables et d'autres ont évolué au gré de la situation politique, économique ou sociale du pays.

- **La Planification**

C'est la fonction par excellence de ce département ministériel. Si elle a été sujette à débat, elle a néanmoins occupé une place importante dans les attributions du ministère, surtout au lendemain des indépendances et jusqu'à la fin de la période révolutionnaire².

La question de son maintien a même été posée au début de l'ère démocratique puisque, pendant la période marxiste-léniniste de 1972 à 1989, le plan avait un caractère impératif ou directif. Le plan de développement indicatif était plus adapté à cette nouvelle ère. C'est ce qui explique que la Direction du Plan d'Etat ait été supprimée sous feu Ministre Robert TAGNON. Mais ses attributions n'ont jamais disparu dans le fond en ce qui concerne le fonctionnement du ministère. Il convient aussi de préciser qu'entre 1992 et 2006, il y a eu deux (02) tentatives de conception de plan de développement qui ont suivi toutes les étapes de leur élaboration sans aboutir.

Il est vrai que la notion de plan implique un certain dirigisme, connotation qui s'accorde bien avec la période allant de 1972 à 1989, mais le secteur du plan reste important, de l'avis des experts. Le Plan étant un outil qui présente les actions à mettre en œuvre par le gouvernement et l'ensemble de tous les autres acteurs de la vie nationale, la mise en place d'un document «Plan de développement» sera la résultante d'une volonté politique affirmée.

Même si le vocable «Planification ou Plan» a le plus souvent disparu et réapparu dans les dénominations du ministère, cette fonction reste constamment assurée par ses structures. L'élaboration des orientations, des politiques et stratégies ainsi que des Programmes d'Investissements Publics (PIP) relevant de la planification de l'économie nationale.

- **La Statistique**

La fonction Statistique est restée très stable au fil du temps. Elle était assurée, à la veille des indépendances, par le Bureau Territorial de Statistique relevant du Service Fédéral de Dakar et le Service Territorial. En 1961, ce service est devenu la Direction de la Statistique, de la Mécanographie, des Etudes Economiques et Démographiques avant d'être transformé, un an plus tard, en une division au sein de la Direction des Etudes et du Plan. Il redeviendra un service en 1964 avant d'être érigé en Direction de la Statistique par décret n° 358/PR-HCPT du 14 septembre 1966.

Par ordonnance n° 73/72 du 16 octobre 1976, l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) a été créé, en remplacement de la Direction de la Statistique. Par décret n° 97-168 du 07 avril 1997, les statuts de l'Institut ont été approuvés, le dotant ainsi de la personnalité morale et de l'autonomie financière et administrative.

Cette mission d'assurance de la production des données statistiques pour une prise de décision efficace est intimement liée à celle de l'analyse de la situation économique.

- **La Coordination des Ressources Extérieures**

La Coordination des Aides Extérieures a été une fonction disputée entre les trois (03) ministères en charge respectivement de la planification, des finances et des affaires étrangères. C'est pourquoi, le Chef du Gouvernement a souvent été amené à réunir deux (02) ou toutes ses missions au sein d'un même ministère. C'est le cas des équipes gouvernementales formées entre 1957 et 1960, puis entre 1963 et 1970. Un peu plus tard, entre 1974 et 1976, cette mission figurait dans la dénomination du ministère.

Cette mission est importante en ce sens qu'elle attribue au ministère la recherche et la mobilisation des ressources extérieures pour contribuer à financer le développement qu'il coordonne. Il est à noter que la fonction d'Ordonnateur du Fonds Européen de Développement (FED) était assurée par le ministère et n'a été transférée au Ministère en charge des Finances qu'en 1996.

- **La Gestion des Finances Publiques**

Le ministère a eu parfois pour mission d'assurer la gestion des finances publiques. Seulement, le secteur relatif aux finances a toujours pris le pas sur les activités relatives à la planification chaque fois que les deux missions ont été fusionnées au sein d'un seul ministère. Cette situation a surtout été remarquée dans plusieurs gouvernements de 1960 à 1972, et particulièrement en 1990, au lendemain de la Conférence Nationale et en 2006 au début de l'ère du Changement, deux périodes charnières de l'histoire de notre pays où la priorité était à l'assainissement des finances publiques; c'était respectivement sous feu Ministre **Paul DOSSOU**, comme Ministre du Plan, de l'Economie et des Finances (MPEF) et sous le Ministre **Pascal I. KOUPAKI**, en tant que Ministre du Développement, de l'Economie et des Finances (MDEF).

- **La Restructuration Economique**

Cette fonction a été exercée au cours de la première décennie de l'ère du renouveau démocratique, et, par conséquent, du libéralisme économique, pour apporter les réponses appropriées à la faillite généralisée des sociétés d'Etat créées sous la révolution. C'est ce qui explique certainement la dénomination «Ministère du Plan et de la Restructuration Economique» au cours du mandat du Président Nicéphore SOGLO et «Ministère du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi» pendant les deux premières années du premier mandat du Président Mathieu KEREKOU à l'ère du renouveau démocratique.

La restructuration économique se justifie en ce sens que le pays a déjà souscrit au Programme d'Ajustement Structurel (PAS) avec les institutions de Bretton Woods. La question des dénationalisations étant aussi à l'ordre du jour, la loi n° 92-023 du 06 août 1992 déterminant les principes fondamentaux des dénationalisations et des transferts de propriété d'entreprise du secteur public au secteur privé a été adoptée à cet effet. Ainsi, de 1991 à 1994, sous le Ministre Robert TAGNON, titulaire du poste à l'époque, dix (10) décrets portant dissolution et/ ou liquidation de sociétés d'Etat ont été pris.

Il importe de préciser que cette fonction a été assumée sous la forme de réformes structurelles minutieusement pilotées par le Ministre d'Etat Pascal Irené KOUPAKI.

- **La Promotion de l'Emploi**

Le premier gouvernement du Président Mathieu KEREKOU, de 1996 à 2001, ajouta la promotion de l'emploi à la restructuration économique. La question de l'emploi était critique en ce moment-là et le demeure encore de nos jours. En effet, depuis 1986, il n'y avait plus de recrutement systématique de diplômés dans l'Administration publique. De plus, les entreprises et sociétés d'Etat, en faillite, ont déversé un nombre important de chômeurs sur le marché du travail. Un certain nombre de fermes d'Etat étaient rendus disponibles pour exploitation et un programme visant l'insertion des sans-emploi dans l'agriculture a été initié. La promotion de l'emploi se justifiait aussi du fait de la foi du titulaire du portefeuille en la capacité de création de plus de 20.000 emplois par an, avec le concept du Minimum Social Commun. Le feu Ministre Albert TEVOEDJRE avait insisté sur cette foi selon laquelle le Gouvernement, les communes et les collectivités peuvent dépasser ce chiffre en réalisant les programmes nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des populations. Au cours de l'entretien qu'il a accordé dans le cadre de l'élaboration du présent document, le Ministre Albert TEVOEDJRE avait mis l'accent sur l'importance du Plan dans un pays comme le Bénin. Pour lui, il est important d'avoir une vision, d'évaluer régulièrement ce qu'on fait et de savoir où on va.

C'est au cours de cette période que la Commission Nationale de Promotion de l'Emploi, les organes de suivi du programme d'insertion des sans-emploi dans l'agriculture et le Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi ont été créés, toutes choses qui constituent des acquis importants pour le Bénin.

- **La Coordination de l'Action Gouvernementale**

Une autre mission s'est ajoutée aux précédentes, c'est la coordination de l'action gouvernementale. Ce volet est intervenu à la suite de la signature du décret n° 99-513 du 02 novembre 1999 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi. Une Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale a été alors créée et rattachée au Cabinet du Ministre pour assister ce dernier dans l'exercice de cette nouvelle fonction.

La question de la coordination de l'action gouvernementale était présente depuis le retour au pouvoir du Président Mathieu KEREKOU en 1996 et incombait au Premier Ministre dès la formation du premier Gouvernement. Le Ministère du Plan a toujours eu pour mission la coordination de l'action gouvernementale, mais de l'avis du simple observateur de la vie institutionnelle nationale, on peut avancer que cette charge est apparue parce que le Président KEREKOU était à la recherche « d'un Premier Ministre ». Il a dû la reprendre quelques années plus tard.

La fonction de Coordination de l'Action Gouvernementale, même si elle n'apparaît pas dans la dénomination du ministère, semble évidente, puisque ce département a pour attributions principales, de coordonner les actions de développement de tous les autres ministères. Il ne peut impulser et piloter le développement sans collaborer avec les autres ministères.

Les ministères sectoriels acceptent difficilement le principe de la coordination par le Ministère en charge du Développement. Ils devaient s'approprier les réflexions menées par ce ministère qui, au regard de sa stabilité, s'est fait un leadership dans les discussions à mener, au plan national, sur les orientations à imprimer au développement du pays.

- **La Prospective**

L'autre élément, qui est aussi intervenu dans les missions du ministère, c'est la fonction Prospective. Ce concept, qui relève de la planification à long terme, favorise la prise en compte de l'avenir dans les décisions du présent. Il consiste à procéder à une collecte et à une analyse de données sur une situation précise, à en faire le diagnostic pour explorer les perspectives possibles afin de proposer des stratégies à mettre en œuvre pour son amélioration.

La fonction Prospective a émergé dans les actions du ministère à partir de 1996. Elle a été marquée par l'élaboration, en 1998, des Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme (NLTPS) Bénin Alafia 2025. Le 18 décembre 1998, la cérémonie de lancement de ce document a été couronnée par l'installation, par le Chef de l'Etat, de la Commission Nationale de Réflexion Prospective présidée par le feu Ministre Albert TEVOEDJRE.

- **Le Suivi et l'Evaluation des Politiques Publiques**

Le volet le plus récent dans les missions du ministère est l'évaluation de l'action publique et des politiques publiques. L'importance de cette mission du ministère s'explique par la création du Bureau d'Evaluation des Politiques Publiques (BEPP) chargé, entre autres, de (d) :

- veiller à la cohérence des objectifs, des stratégies et politiques publiques avec les moyens mis en place ;
- apprécier la mise en œuvre des politiques publiques et en appréhender les impacts finaux ;
- apprécier le fonctionnement de l'administration publique;
- proposer des réorientations, au besoin, et veiller à l'implication effective du citoyen dans les politiques publiques, leur mise en œuvre et leur suivi-évaluation ;
- rendre compte régulièrement des effets des stratégies et des politiques publiques mises en œuvre par l'Administration centrale, les services déconcentrés et les collectivités locales.

Le BEPP a fait place à la Commission Nationale de l'Evaluation qui a offert des opportunités dans la conduite du processus de développement du Bénin à travers une meilleure prise en compte des bénéficiaires et leur réelle implication dans la formulation des politiques qui leur sont destinées. Cette commission présidée par le Premier Ministre chargé du Développement Economique, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Promotion de la Bonne Gouvernance. L'exercice de la fonction d'Evaluation des Politiques Publiques est aujourd'hui transféré à la Présidence de la République.

- **La Promotion de la bonne gouvernance**

Importante attribution du Premier Ministre chargé du Développement Economique, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Promotion de la Bonne Gouvernance, elle consistait à apprécier l'état de la gouvernance au Bénin et d'en rendre compte au Président de la République, de définir et de vulgariser les principes et les bonnes pratiques en matière de gouvernance et d'assurer la veille stratégique sur toute question d'intérêt national. L'accomplissement de cette attribution a été matérialisé par la mise en place de la Commission Nationale de la bonne Gouvernance.

- **La Conduite du dialogue social**

Elle a été exercée par délégation à plusieurs Ministres en charge du Plan car cela relève également de la coordination de l'action gouvernementale. L'amélioration des relations avec les partenaires sociaux était cruciale pour la construction durable du développement économique et social. Ils président les travaux des commissions nationales de négociations et de dialogue social. Le Premier Ministre chargé du Développement Economique, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Promotion de la Bonne Gouvernance, Lionel ZINSOU, présidait la Commission Nationale du Dialogue Social (CNDS) logée à la Primature. En 2017, le Conseil National de Dialogue Social est créé et rendu autonome. Cependant, la présidence des sessions de négociation entre le Gouvernement et les centrales et confédérations syndicales est assurée par le Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement, Abdoulaye BIO TCHANE, quand bien même, cela ne ressort pas des attributions du ministère.

III. DES MUTATIONS STRUCTURELLES, SIGNE D'UNE RECHERCHE PERMANENTE D'EFFICACITE

Des structures centrales, techniques, départementales ou sous-tutelle ont subi de profondes mutations au sein du ministère depuis sa création. Il n'est abordé ici que l'évolution de quelques-unes d'entre elles.

- **Un contrôle des projets de développement**

En 1996, le ministère crée, pour la première fois, le poste d'Inspecteurs des Projets et MicroProjets (IPMP) pour contrôler la gestion de ses projets. En dépit de l'existence dudit poste, la Direction de l'Inspection et de la Vérification Interne (DIVI) a été créée en 1997 et son premier responsable est le supérieur hiérarchique des IPMP. Toutefois, cette structure est transformée en Direction de l'Inspection Générale des Projets et Programmes de Développement (DIGPD), en 1999, avant de devenir l'Inspection Générale des Projets et Programmes de Développement (IGPD) en 2001, DIVI en 2005 et Inspection Générale du Ministère (IGM) en 2006. Il sera transformé plus tard en Inspection Générale de la Primature en 2015 jusqu'à la dissolution de celle-ci.

- **Une direction technique importante dans le processus de planification**

La Direction du Plan d'Etat (DPE), créée par décret n° 286/PR/MFAEP du 30 août 1967 et chargée de la conception, de l'élaboration et du contrôle de l'exécution du Plan de Développement Economique et Social, de la coordination des activités des organismes techniques du système national de planification, est devenue la Direction du Plan (DP) en 1990. En 1992, ses attributions se sont étendues avec la préparation des tables rondes, la réalisation d'études prospectives, macro-économiques et sectorielles, la tenue du Secrétariat des organes consultatifs tels que le Conseil Supérieur de la Planification et du Développement, le Comité National de la Planification, la Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Planification. Elle devient la Direction du Plan et de la Prospective (DPP) et, plus tard, la Direction Nationale du Plan et de la Prospective (DNPP). Elle sera remplacée, en 2001, par la Direction Générale de la Programmation et de la Prospective (DGPP) qui comprend la Direction des Etudes, des Stratégies et de la Prospective (DESP) et la Direction Nationale des Projets et Programmes (DNPP).

A côté de la DGPP, il y a eu, en cette même année 2001, la création d'autres directions générales pour jouer le rôle de structures techniques. C'est le cas de :

- la Direction Générale du Développement Régional (DGDR) qui comprend la Direction de la Programmation Régionale et Locale (DPRL) et la Direction du Développement Communautaire (DDC) ;
- la Direction Générale des Ressources Humaines et de la Population (DGRHP) en remplacement de la Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population (CNRHP) et divisée en Direction des Politiques de Population pour le Développement (DPPD) et en Direction du Renforcement des Capacités (DRC) : elle est transformée, en 2004, en Direction Générale de la Prospective, de la Population et de l'Analyse Régionale (DGPAP).

En 2005, toutes ces directions générales techniques ont été transformées en directions techniques.

En 2006, avec la fusion des fonctions gouvernementales Planification et Finances, les structures de l'ex-Ministère des Finances ont été intégrées au nouveau cadre institutionnel créé. C'est le retour des directions techniques érigées en directions générales, à savoir :

- la Direction Générale des Politiques de Développement (DGPD) ;
- la Direction Générale du Suivi des Projets et Programmes (DGSP) devenue Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP) en 2015.

- **La planification spatiale : les bases d'un futur ministère en charge de l'environnement**

C'est le Ministère en charge du développement qui s'occupait de toutes les actions ayant rapport à l'environnement et aux questions d'aménagement du territoire.

La Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DATE) a été créée en 1990 pour remplir les missions du futur ministère en charge des questions environnementales. Elle sera supprimée en 1992 et il en sera de même pour la Commission Nationale de Lutte contre la Pollution de la Nature et l'Amélioration de l'Environnement (CNLPNAE) puisque ledit ministère a été effectivement créé en juillet 1991.

- **Une structure en charge des ressources extérieures**

La Direction de la Coordination des Aides Extérieures (DCAE), quant à elle, est devenue la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE) en 1990.

La Direction de la Politique de l'Intégration Régionale (DPIR) a été mise en place en 1999 pour élaborer et mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière d'intégration régionale.

En 2001, elle a été transformée en Direction Générale de la Contribution Extérieure au Développement (DGCED) qui comprend la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures (DCRE) et la Direction du Suivi de l'Intégration Régionale (DSIR) qui a remplacé la DPIR. En 2004, elle prend la dénomination de Direction Générale des Ressources pour le Développement (DGRD) pour devenir, en 2007, la Direction Générale des Investissements et du Financement du Développement (DGIFD) depuis l'avènement du Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique. En 2015, la Direction Générale des Investissements et du Financement du Développement (DGIFD) est devenue Direction Générale du Financement du Développement en concédant la Direction de la Programmation des Investissements Publics (DPIP) à la Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP).

- **De la gestion centralisée des projets à la facilitation des investissements**

Le Bureau Central des Projets (BCP), créé en 1976 par ordonnance n° 76/02 du 05 janvier

1976, était chargé de procéder, pour le compte du gouvernement, à l'identification et à l'élaboration des études de projets de développement et d'assister les promoteurs industriels dans la préparation et la réalisation de leurs projets. Il a été supprimé en 1992 pour être remplacé par la Direction de la Promotion des Investissements (DPI) dont la tâche principale est de faire l'évaluation des projets soumis à l'agrément du Code des Investissements. De même, la Direction du Contrôle et de l'Assistance aux Entreprises Publiques (DCAEP) a été créée en 1992 pour accompagner les actions relatives à la restructuration économique. Elle devient, en 1996, la Direction de l'Assistance aux Entreprises Publiques (DAEP) et fonctionnera jusqu'à son transfert au Ministère en charge des finances en 1999.

Cette direction technique est transformée, en 1999, en une structure sous-tutelle dénommée Centre de Promotion des Investissements (CPI) pour rendre plus dynamiques les activités menées dans le secteur. Le CPI a été fusionné avec d'autres structures du Ministère en charge du Commerce pour créer l'Agence de Promotion des Investissements et Exportations (APIEX) en 2013.

- **Des directions générales consacrées aux missions assignées à la Primature**

En 2015, la Primature chargée du Développement Economique, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Promotion de la Bonne Gouvernance est née de la fusion du Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective, et du Ministère de l'Evaluation des Politiques Publiques, de la Promotion de la Bonne Gouvernance et du Dialogue Social. A ce titre, elle a récupéré la quasi-totalité des structures des deux ministères dont notamment des directions générales consacrées à l'évaluation, la promotion de la bonne gouvernance et du dialogue social. Il s'agit de :

- la Direction Générale de l'Evaluation (DGE) ;
- la Direction Générale de la Promotion de la Bonne Gouvernance (DGPBG) ;
- la Direction Générale des Relations avec les Partenaires Sociaux (DGRPS).

Toutes ces directions techniques ont été supprimées en 2016 à la création du Ministère du Plan et du Développement.

- **Une direction technique consacrée à la maîtrise des technologies de l'information et de la documentation**

Le Centre National Automatisé de Documentation et d'information (CENADI), créé au début des années 80, a été supprimé en 1992. Mais les éléments de son fonctionnement ont servi de base à la création, en 1999, de la Direction de la Documentation et de l'Administration du Réseau Internet du Gouvernement (DDARIG). Cette direction est devenue, à partir de 2001, la Direction de la Documentation et de l'informatique (DDI). La même année, il a été institué le Centre Béninois pour l'Informatique (CBI) qui sera remplacé par la Commission Béninoise pour l'informatique en 2004. Cette dernière sera supprimée en 2005. En 2007, les fonctions de la DDI sont assurées par le Service Informatique (SI) et le Service de Pré-Archivage et de la Documentation (SPAD) au sein du Secrétariat Général du Ministère (SGM). Mais en 2015, la Direction de l'Informatique

et du Pré archivage (DIP) est rendue opérationnelle au rang des directions centrales et prend en charge des attributions relevant des technologies de l'information, de la communication et de la documentation.

- **Plusieurs structures pour la gestion du secteur de l'emploi**

En 1996, la Direction des Etudes et des Politiques de l'Emploi (DEPE), la Direction du Développement Professionnel (DDP), la Coordination des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux (CIPEN), le Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi (FSNE) et l'Agence de Promotion des Initiatives de Base (AGePIB) et l'Observatoire de l'Emploi (OE) en 1997, sont autant de structures créées pour appuyer la promotion de l'emploi prônée par le nouveau régime.

La DEPE sera dissoute en 1999 mais au cours de la même année, il est créé la Commission Nationale de la Promotion de l'Emploi (CNPE). Quant à la DDP, la CIPEN, le FSNE, l'OE, la CNPE, leur fonctionnement s'est arrêté en 2001.

En 1999, l'AGePIB devient l'Agence de Financement des Initiatives de Base (AGeFIB).

- **La supervision de la Représentation du Programme Alimentaire Mondial**

En 1999, la Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial est rattachée au ministère comme une structure sous-tutelle. En 2001, elle est supprimée de l'organigramme du ministère mais réapparaît, en 2005, sous l'appellation de Direction des Projets du Programme Alimentaire Mondial. Elle a été érigée en Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial en 2013.

- **La mise en place de commissions, cellules, agences et autres organismes spécifiques suivant les priorités du moment**

En plus des structures décrites ci-dessus, notons l'existence d'autres structures telles que :

- la Commission Nationale de Dénationalisation (CND) créée en 1996 et appuyée, à partir de 1999, par la Cellule des Opérations de Dénationalisation pour mieux coordonner les actions de privatisation de certaines entreprises publiques. En 2000, cette commission devenue Commission Technique de Dénationalisation et de Transfert de propriété d'Entreprise du secteur public au secteur privé. Depuis 2015, elle a été transférée finalement au Ministère de l'Economie et des Finances désormais en charge des programmes de dénationalisation ;
- la Commission Nationale de Restructuration Economique (CNRE) créée en 1996 puis supprimée en 1999 ;
- la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques (CAPE) créée en 1996 ;
- l'Agence de Gestion de la Dimension Sociale du Développement (AGDSD) créée en 1996 et supprimée en 2004 : cette structure est devenue, plus tard, l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP) ;
- le Centre Béninois pour le Développement Durable (CBDD), créé en 1996 : après

sa suppression en 2005, une partie de ses attributions a été confiée, à partir de 2006, à une nouvelle structure dénommée Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) ;

- la Commission Nationale d'Attribution des Bourses et Stages (CNABS), instituée en 1999;
- la Cellule de Coordination Nationale de la Gouvernance (CCNG), créée en 2001 et la Commission Nationale pour le Développement et la Lutte Contre la Pauvreté (CNDLCP). Cette dernière a servi de base à la création, en 2005, de l'Observatoire du Changement Social (OCS), pour coordonner et faire le suivi-évaluation des activités dans le domaine de la production et de l'analyse des statistiques sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages ;
- L'Agence Béninoise pour la Réconciliation et le Développement (ABRD), créée en 2004, puis supprimée en 2005 ;
- l'Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé (ADPG), créée en 2002 puis dissoute en 2020;
- le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre le VIH/SIDA (SP /CNLS), créé en 2005 et le Secrétariat Exécutif du Programme National de Développement Conduit par les Communautés (SE/PNDCC) transféré à la Présidence de la République en 2016 ;
- la Cellule de Suivi des Programmes de Réformes Economiques et Structurelles (CSPRES), créée en 2006 ;
- la Cellule de Coordination de l'Aide au Développement (CCAD), créée en 2007 ;
- le Bureau de l'Evaluation de l'Action Publique (BEAP), créé en 2007 qui deviendra, plus tard, le Bureau de l'Evaluation des Politiques Publiques (BEPP). Ce bureau a fait place en 2015, à la Commission Nationale de l'Evaluation dont les attributions sont transférées à la Présidence de la République en 2016.
- La Commission Nationale de la Promotion de la Bonne Gouvernance et la Commission Nationale du Dialogue Sociale créée en 2015 puis supprimée en 2016.

- **Les structures déconcentrées du ministère**

A la base des structures déconcentrées, il existait des représentations régionales de l'INSAE et jusqu'en 1983, les fonctions Statistique et Planification étaient séparées : d'un côté, il y avait le Bureau Provincial de la Statistique et, de l'autre, la Direction Provinciale du Plan qui ont coexisté au sein d'un même département. Ce n'est qu'un peu plus tard, qu'elles ont été fusionnées pour former ce qui constitue le démembrement départemental du ministère. Aux Directions Provinciales du Plan et de la Statistique (DPPS) ont succédé les Directions Départementales du Plan et de la Statistique (DDPS), en 1990, les Directions Départementales du Plan et de la Statistique et de la Promotion de l'Emploi (DDPSPE) en 1996, les Directions Départementales de la Prospective et du Développement (DDPD) en 2001, les Directions Régionales de la Planification et du Développement (DRPD) en 2005 et les Directions Départementales de la Prospective et

du Développement (DDPD) de 2007 jusqu'en avril 2016 où elles ont été transformées en Directions Départementales du Plan et du Développement.

- **La coordination et le suivi-évaluation des Objectifs de développement Durable à travers une direction générale spécifique**

A partir de 2016, le Ministère du Plan et du Développement prend de nouvelles attributions notamment celles qui étaient exercées par l'ex- Ministère en charge des OMD/ODD. Elles sont relatives à la veille sur la mise en œuvre et le suivi des politiques, actions et décisions du Gouvernement visant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Objectifs de Développement Durable (ODD) en relation avec les ministères concernés. Cette veille est assurée par la Direction Générale de Coordination et du Suivi des Objectifs de Développement Durable (DGCS-ODD).

- **Un Observatoire du Changement Social**

Structure sous tutelle du Ministère du Plan et du Développement, l'Observatoire du Changement Social a été érigé, en 2020, en Direction Générale. Cette Direction a pour mission de contribuer à la prise en compte de la dimension sociale dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques de développement.

Elle a pour but également d'assurer la veille et l'alerte des autorités publiques sur les questions sociales

IV. ELABORATION DE DOCUMENTS DE STRATEGIE, D'ORIENTATION, ET DE PROSPECTIVE

Au cours de la période 1960-1990, sept plans d'Etat ont été élaborés. Au début des années 90, il y a eu trois Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) avant l'élaboration, entre 1996 et 2001, des deux Programmes d'Actions du Gouvernement (PAG I et PAG II).

Ce n'est qu'en 1998 que les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme (NLTPS) Bénin Alafia 2025 ont été élaborées.

Le ministère a conduit les travaux d'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) 2003-2005, des Orientations Stratégiques de Développement (OSD) 2006-2011, de la stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) 2007-2009 et des plans d'Actions Prioritaires (PAP) du SCR. Il a également participé aux ateliers de réflexion sur les questions de développement et d'amélioration du processus de planification à court, moyen et long termes aux niveaux national, sectoriel, régional et local. A cet effet, il a conduit les travaux d'élaboration des documents de stratégie, d'orientation et de prospective pour la période sus-indiquée au profit du Ministère du Plan, des ministères sectoriels et au plan national.

Il s'agit, entre autres :

- au niveau du secteur de l'eau et des mines : de la Stratégie nationale de l'assainissement des eaux usées en milieux urbains 2008-2015 ; l'Orientation et plan d'actions stratégiques

de développement du secteur minier en République du Bénin ; plan d'actions stratégiques de relance des mines 2017-2019 ; la Stratégie Nationale de l'Approvisionnement en Eau Potable en milieu Urbain 2006-2015 ; Plan d'Action Nationale de Gestion des Ressources en Eau (PANGIRE 2011-2025, première phase) ; Politique Nationale de l'Eau ; Stratégie Nationale d'Approvisionnement en milieu Rural 2005-2015 ; Stratégie Nationale d'Assainissement des eaux usées en milieu urbain 2008-2015 ;

- Dans le secteur de l'énergie, nous avons quatre documents élaborés en collaboration avec le Ministère du Plan et du Développement à savoir : le document de politique et de stratégie du secteur de l'énergie électrique au Bénin ; la Stratégie pour la promotion des biocarburants au Bénin, la Politique Nationale de Maîtrise d'Energie (PONAME) ;
- au niveau du secteur de l'agriculture, on note huit documents tels que : la Stratégie nationale de mise en œuvre du conseil agricole au Bénin (SNCA) ; Stratégie nationale pour la formation agricole et rurale ; projet de document actualisé de politique semencière nationale du Bénin, ainsi que la Stratégie Nationale de Promotion de l'Agriculture Intelligente Face au Climat (SNP-AIC) 2017-2025 ;
- En ce qui concerne la décentralisation, on peut noter : la Déclaration de politique Foncière ; l'Etude marketing et élaboration d'une Stratégie Nationale pour la Promotion des Matériaux Locaux de Construction au Bénin, la Stratégie Nationale de la Gestion des déchets et la Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration ;
- Au niveau de la Fonction Publique, nous avons comme document : le Guide d'impulsion de la planification stratégique des ressources humaines dans la fonction publique ; le document de stratégie globales des réformes de la Fonction Publique ;
- Dans le domaine de l'éducation, on dénombre comme document : le Programme de fonds commun budgétaire- Partenaire mondial pour l'éducation, le document de la réforme du cursus de formation de l'enseignement technique et professionnel au Bénin, les différents programmes de construction et d'équipement de salles de classes dans les écoles ; la politique nationale de l'enseignement supérieur du Bénin et le Plan de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- En ce qui concerne les finances, on note : le Plan global de réforme de la gestion des finances publiques (PGRGFP) ainsi que la Stratégie d'assainissement du secteur de la finance décentralisée ;
- Les documents de stratégie élaborée par le ministère des Affaires Sociales en collaboration avec le ministère du Plan et du développement sont entre autres : la Politique Nationale de Protection et d'Intégration des Personnes Handicapées ; Plan holistique de protection sociale au Bénin et la Politique Nationale de Protection de l'Enfant ;
- Enfin, on dénombre comme documents de Stratégie élaboré par le Ministère du Plan et du Développement : le Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA) : Orientations Stratégiques 2025 et Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Notionnelle (PNIASAN) 2017-2021.

V. LA CONDUITE DE REFORMES INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

La réforme relative aux heures ouvrables dans l'Administration a été conduite, dans les années 80, par le ministère à travers l'organisation d'une enquête menée au plan national. Un séminaire a été ensuite organisé pour valider les résultats et pour passer d'une journée discontinue à une journée continue.

Le ministère a été le premier à introduire l'outil informatique dans l'Administration publique béninoise, dans la première moitié de la décennie 80, ce qui justifie la création du Centre National de Documentation et d'Informatique.

Le souci de coordination des actions a amené le ministère à faire accepter par le Gouvernement, au début des années 80, l'instauration d'une Direction des Etudes et de la Planification (DEP) dans tous les ministères. Le rôle de cette direction était de coordonner les réflexions, au niveau sectoriel, sur les activités, projets et programmes à mener sur la base des objectifs fixés au plan national.

Mais les DEP ont été supprimées en 1990 ; ce qui a aussitôt engendré d'énormes difficultés pour une synergie des actions au niveau de chaque département ministériel. Par conséquent, il a été créé une structure très légère en remplacement de la DEP : la Cellule de Programmation et de Coordination (CPC).

Toutefois, les espoirs n'ont pas été totalement comblés puisque les responsables de ces cellules ne participaient pas à la prise de décisions au plan sectoriel mais devaient soutenir les propositions de projets retenus, d'où l'idée de transformer ces cellules en directions. C'est ainsi qu'il a été créé en 1996 des Directions de la Programmation et de la Coordination (DPC), qui ont été muées, à partir de 1997, en Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP). C'est par le biais de ces structures que le ministère coordonne l'élaboration nationale des documents d'orientation, des programmes d'investissements publics et des budgets programmes.

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes budgétaires dans leur phase pilote au profit de cinq ministères, le Ministère en charge de la Planification, à travers des séminaires de formation, a appuyé le processus qui a été généralisé à tous les autres départements ministériels. Par ailleurs, il continue d'appuyer techniquement les différents maillons de la Chaîne Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi-Evaluation (PPBS), pour améliorer la qualité et le taux de réalisation des investissements publics.

VI. HOMMAGE AUX AGENTS DU MINISTERE

Ces pages de l'histoire du ministère n'auraient pu être écrites si des personnes déterminées et engagées dans la réflexion ne s'étaient pas données à la tâche. Tels des tresseurs de corde, ils se sont succédé dans les divisions, services, cellules, commissions, directions techniques, centrales, directions techniques départementales et autres structures sous-tutelle pour apporter leur contribution à l'œuvre gigantesque de planification du développement du Bénin.

A la veille et aux premières années de l'indépendance du pays, les réflexions à mener

dans le cadre de l'orientation à imprimer au développement national étaient confiées à des expatriés appelés «Assistants Techniques». Peu à peu, avec la formation des cadres, ce rôle qui relève de la souveraineté nationale est assumé par des Béninois.

Aussi, convient-il de rappeler ici, qu'au regard des compétences transversales des ingénieurs planificateurs, statisticiens et économistes, beaucoup de cadres de ce ministère sont souvent appelés par d'autres ministères ou institutions de la République et par les organisations régionales et internationales pour apporter leur contribution au progrès économique et social du Bénin en particulier et de l'Afrique en général. Ce document de mémoire rend un grand hommage à tous ces cadres qui ont su rehausser l'image du ministère.

Par ailleurs, à travers ce passage, nous rendons un hommage mérité à tous les agents qui se sont particulièrement illustrés par la qualité de leur travail et notamment à ceux qui ont reçu des distinctions honorifiques.

Pour la toute première fois dans l'histoire, des agents modèles du ministère ont été distingués au cours d'une cérémonie officielle organisée en collaboration avec le Ministère en charge de la Fonction Publique en 2009. Nous voudrions décerner un satisfécit à Mathieu HOUNZINME, Odette TOTIN et Alphonse Ahougnon DOSSOU qui étaient à l'honneur au cours de cette cérémonie. Dans le même ordre d'idées, de 2009 à 2014, la Direction Départementale du Zou-Collines a toujours gardé la vedette de direction modèle du ministère, sous la conduite des directeurs Damase MISSEGBETCHE, Basile BAKPE et Francis KPOHONSITO auxquels nous rendons hommages.

Hommage également à tous ces agents disparus, à la retraite, ou encore en fonction !

Un vibrant hommage à tous ceux qui ont été arrachés à la vie dans l'exercice même de leurs fonctions. Le personnel garde encore en mémoire le souvenir de ces agents dont les noms figurent dans le tableau ci-après :

Tableau n° 1 : Hommage aux agents décédés

No	NOMS ET PRENOMS	FONCTION-POSTE OCCUPE	DECES APRES RETRAITE	DECES EN ACTIVITE
1	MEHISSOU Zinsou Pierre	Préposé des services Administratifs	X	
2	ZITTI Rosine	Préposé des Services Administratifs Dactylographe	X	
3	ALAHONOU Michel	Gardien	X	
4	AGOSSOU Honoré	Administrateur	X	
5	DJIGLA Padonou	Conducteur de Véhicules Administratifs	X	
6	ZINSOU Cokou Guillaume	Adjoint Technique de la Statistique	X	
7	AMEGNANGLO Damienne Victoire	Secrétaire Adjoint des Services Administratifs- Aide Comptable	X	
8	AMOUSSOU M. Etienne	Gardien	X	
9	AGOUA Cosme Agossou	Assistant de la Statistique	X	

10	MIGAN Dossou Noel	Conducteur de Véhicules Administratifs	X	
11	BINAZON Coffi Bruno	Secrétaire Adjoint des Services Administratifs-Aide Comptable	X	
12	ALAO Radji Issa	Commis auxiliaire-Chef du Personnel	X	
13	HLUNGBO James	Préposé des Services Administratifs-Standardiste	X	
14	KA YOSSE Henriette Louise	Attaché des Services Administratifs	X	
15	MONDE Cosme Zinsou	Préposé des Services Administratifs	X	
16	MOUTAIROU Mohamed	Agent Technique de la Statistique	X	
17	TAGNON Robert	Administrateur Planificateur-Ministre	X	
18	LIGAN Sylvain	Ingénieur de la Statistique		X
19	BALLEY AGBE Koudiratou	Assistant de la Statistique		X
20	LOGOSSOU Patrice	Administrateur		X
21	DJABOUTOUBOUTOU Daouda	Administrateur		X
22	VODOUNHESSI Gabriel	Ingénieur de la Statistique		X
23	DOSSOU-YOVO Olga Anasthasie	Administrateur en Gestion des Entreprises		X
24	TOMAVO Charlotte B. Edwige	Secrétaire des Services Administratifs		X
25	CODO PRUDENCIO Lydia	Administrateur		X
26	BODE Codjo André	Adjoint Technique de la Statistique		X
27	ELEGBE Samuel	Ingénieur de la Statistique		X
28	KEHOUNDE Jérôme	Attaché des Services Administratifs		X
29	ADJAI Djabadjaba Lucie	Administrateur Démographe		X
30	AGNILO Raymond	Administrateur Comptable		X
31	ALOGODO Coffi Julien	Agent Technique de la Statistique		X
32	D'OLIEVEIRA Antoine	Ingénieur de la Planification		X
33	ZITTI Mahoutin Gabriel	Secrétaire Adjoint des Services Administratifs		X
34	NOUASSE Joseph	Assistant de la Statistique		X
35	BOULE Effalo Joseph	Administrateur Planificateur		X
36	DJOHOU Roger	Secrétaire des Services Administratifs		X
37	FALANA Yves Domingo	Agent Technique de la Statistique		X
38	FOUSSENI Mikaila	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
39	GBAGUIDI Jules	Assistant de la Statistique		X
40	MEHINTO Comlan Eugène	Préposé des Services administratifs-Dactylographe		X
41	SANGRONNIO Philomène B.A.	Assistant de la Statistique		X
42	SOKE Jacques	Adjoint Technique de la Statistique		X
43	TCHOROUÉ Ignace	Agent de Liaison		X
44	AFFODJOU Anéni B. Julien	Agent de Liaison		X
45	BOCO Innocent	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
46	FEIKE Dokotoro	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
47	BABALOLA Djima Pierre	Adjoint Technique de la Statistique		X

49	AARON Francois	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
50	ACCLOMBESSI M. Téléphore	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
51	BOKO Maurin Edgard	Agent Technique de la Statistique		X
52	AKPAKI Emmanuel	Ingénieur de la Planification		X
53	MARIANO Eléanore René	Administrateur du Travail et de la Main d'Œuvre		X
54	SAMA Boni	Assistant de la Statistique		X
55	SODE Atimbakou Dossou	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
56	SOSSA Azandégbé	Gardien		X
57	HOUNDONUGBO Etienne	Agent Technique de la Statistique		X
58	BIOBOU Banni Gansè	Administrateur-Directeur Agent de Cabinet		X
59	DANDJINOU Dossa Prosper	Gardien		X
60	DEGLA Gnanssounou Romain	Ingénieur de la Planification		X
61	DJOSSOU Comlan	Agent d'Entretien et de Service		X
62	AGBETOU Dossou Ibrahim	Ingénieur de la Statistique		X
63	AKOTEGNON Dossou Paulin	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
64	DJOSSA Noel	Préposé des Services Administratifs		X
65	SAKA Saley	Docteur Vétérinaire- Conseillé Technique		X
66	YESSOUFOU Mamoudou	Administrateur-Planificateur		X
67	ACLEHINTO Frédéric	Ingénieur de la Planificateur		X
68	AGBOTON Sévérine Maximilienne	Secrétaire Adjointe des Services Administratifs		X
69	FADEST Abraham Alexandre	Assistant de la Statistique		X
70	KPATINVOH Vidjanengni Rémi	Conducteur des Véhicules Administratifs		X
71	LEKOTAN Tossé	Secrétaire des Services Administratifs-Comptable		X
72	PARAISO Saliou Yoland Guy	Technicien Supérieur de la Statistique		X
73	LINDJETO Simon	Conducteur de Véhicules Administratifs		X
74	SOTOHOU Gabriel	Administrateur en Gestion des Entreprises		X
75	TIAMIYOU Mouftaou	Chercheur-Professeur d'Université		X
76	HOUETO Toussaint	Agent de liaison		X
77	KPEKPEDE Grégoire Codjo	Technicien Supérieur en Maintenance Informatique		X
78	MENSAH Godwin	Administrateur en Gestion des Entreprises		X
79	AYI Thomas	Agent Technique de la Statistique		X
80	AZON Arsène	Ingénieur Statisticien Economiste		X
81	ZANNOU Benoît	Attaché des Services Administratifs		X
82	ADJO Joie Charly	Technicien Supérieur de la planification		X
83	AMINOU Souléimane	Secrétaire des Services Administratifs		X
84	AMEGNAGLO Benoît	Conducteur de véhicules Administratifs		X
85	AGBOKIN Benjamin	Conducteur de véhicules Administratifs		X
86	GODONOU Jonas	Agent d'entretien et de service		X

87	VIKEY Pierre	Ingénieur analyste concepteur		X
88	ANAGONOU Pulchérie	Technicienne Supérieure de la planification		X
89	CHABI Jules	Conducteur de véhicules Administratifs		X
90	AKPOLY Magloire	Ingénieur de la Planification		X
91	EKOUE Crédo	Ingénieur de la Planification		X
92	HOUINATO Charles	Conducteur de véhicules Administratifs		X
93	DANSOU Herman	Analyste programmeur		X
94	KIKI Aristide	Interprète Traducteur	X	
95	ASSAVEDO Béatrice	Secrétaire des Services Administratifs	X	
96	ATTOLOU Virginie	Secrétaire des Services Administratifs	X	
97	HATCHEME Aristide	Administrateur	X	
98	OGOUMA Simon	Ingénieur Statisticien Economiste	X	
99	AHOSSI Catherine OKOU	Administrateur	X	
100	GANON Marcelin Hossou	Administrateur des Services Financiers		X
101	CHADARE José	Secrétaire Adjoint des Services Administratifs		X
102	OGOUMONLA Abossédé Marcelline	Assistante des services informatiques		X
103	BADEVOU Robert	Ingénieur de la Planification	X	
104	ATTOHOUN Antoine	Ingénieur de la Planification	X	
105	CHABI KALTOU Rabi	Secrétaire des Services Administratifs	X	
106	YOMBO Sokpota	Gardien	X	
107	TOSSAH Dossou Nicolas	Ingénieur de la Statistique	X	
108	AKUESON Pélagie	Secrétaire	X	
109	OROU Yérïma G. Paul	Agent de l'OGP-PAM	x	
110	AKIYO Issiakou	Agent de l'OGP-PAM	x	
111	AFFANOU Edmond	Agent de l'OGP-PAM	x	

Cette liste n'est pas exhaustive car, établie sur la base de souvenirs.

VII. LES DIFFERENTS SITES ABRITÉS PAR LE MINISTERE

Les premiers jours du Ministère en charge de la Planification du Développement se sont déroulés dans les bureaux occupés aujourd'hui par les structures centrales de l'actuel Ministère en charge de la Communication en face du siège de la SONACOP S.A. Le cabinet du Ministre et quelques directions y étaient installés alors que la Direction du Plan d'Etat et d'autres services annexes occupaient l'actuel siège du Secrétariat Administratif Permanent de la Commission Electorale Nationale Autonome (SAP /CENA) dans la zone commerciale de Ganhi. A cette même époque, la Direction des Affaires Economiques était installée sur le site du Collège l'Avenir, non loin du camp GUEZO.

Ce n'est qu'en mai 1979 que les structures du ministère, dont le Cabinet du Ministre **François N. DOSSOU** et la Direction du Plan d'Etat, ont emménagé dans le bâtiment central du ministère (bâtiment en arc de cercle). Les travaux de construction dudit bâtiment ont démarré, en 1975, sur un financement obtenu du Fonds Européen de Développement

(FED) pour abriter initialement le Bureau Central des Projets (BCP). Inauguré, en 1980, par le Ministre **Aboubakar BABAMOUSA**, ce bâtiment a bénéficié, par la suite, d'une extension dont les travaux ont été financés sur le Projet «Unité de Planification de la Population».

La construction du bâtiment de l'INSAE, seule structure demeurée à Ganhi, en 1979, a démarré en 1981, avec l'appui du Fonds Africain de Développement, avant d'être interrompue en 1985. Les négociations ont alors été menées en 1994 puis en 1997, pour que les travaux, repris en 1998, s'achèvent à la fin de l'année 1999. Depuis lors, ce bâtiment abrite non seulement cette structure sous tutelle, mais également le Cabinet du Ministre et d'autres directions et services.

Le troisième et dernier bâtiment situé à l'intérieur du ministère, en face de l'immeuble de l'INSAE, a été construit, en 2003, sur financement du Budget National pour abriter les archives, mais il a été détourné de cette fin et réaménagé en 2006 pour servir de bureaux au personnel.

Il est à noter que le Ministère fait régulièrement recours à des baux administratifs pour abriter certaines de ses structures techniques (CCMP, IGM, UGC/DGFD) ou sous tutelle (OGP-PAM, OCS).

Pour ce qui concerne les structures déconcentrées, la question de leur réhabilitation s'est posée à partir de 1997.

Aujourd'hui, toutes les Directions Départementales du Plan et du Développement existantes selon l'ancien découpage territorial sont dotées de bâtiments administratifs neufs avec résidence. Seule la Direction Départementale du Plan et du Développement de l'Alibori créée et rendue fonctionnelle en 2020 n'est pas encore dotée d'un bâtiment propre.

Entre 2009 et 2018, le Ministère du Plan et du Développement est demeuré sur son site principal situé sur l'Avenue Jean-Paul II. Des aménagements ont été faits sur les principaux bâtiments de ce site pour abriter de nouveaux services. C'est le cas par exemple de l'infirmierie du ministère. A l'entrée principale du ministère, il faut noter la construction d'un nouveau bâtiment abritant la guérite et le service des Relations avec les Usagers. Un nouveau bâtiment destiné à abriter la cantine du ministère et un gymnase est en cours de construction. Deux sites administratifs différents à Akpakpa abritent l'ex CAPOD et le CePED. Le bâtiment situé à la Haie vive a précédemment abrité la Cellule de Coordination de l'Aide au Développement. Il abrite aujourd'hui la Direction des Systèmes d'Information du Ministère.

VIII. PRESENTATION DES MINISTRES

Dans cette partie, qui est la plus importante du document, les informations sont organisées dans l'ordre de succession des différents Ministres. Pour chaque Ministre, il est donné des éléments, suivant la disponibilité des informations, sur la biographie, sur les collaborateurs immédiats, à savoir les membres du Cabinet, les responsables de structure centrale, technique et sous-tutelle, sur les lois, ordonnances, décrets, arrêtés et décisions signés par le Ministre, sur les réalisations et les événements importants pendant la durée de sa fonction.

Si la présentation des responsables, à divers niveaux, est faite suivant les postes occupés, celle des textes législatifs et réglementaires, des réalisations et événements importants est faite suivant l'ordre chronologique. En lieu et place des actes de nomination non retrouvés pour la présentation des responsables, les dates des séances de Conseil des Ministres sont proposées en guise de référence pour la recherche d'éléments complémentaires.

De 1957 à 2020, presque une trentaine de personnalités se sont succédées à la tête de cet important département ministériel. En faisant une classification par profil, on obtient le tableau suivant :

Tableau n° 02 : Profil des Ministres

Profil	Nombre	Taux en pourcentage
Administrateurs (des Affaires d'Outre-Mer, du Trésor, de Banques ou Administrateur Civil)	04	13,79
Economistes	08	27,59
Officiers Supérieurs de l'Armée	04	13,79
Avocats	03	10,34
Médecins	02	6,90
Instituteurs	02	6,90
Economistes-Planificateurs	02	6,90
Ingénieur Statisticien Economiste	01	3,45
Ingénieur Agronome	01	3,45
Expert-Comptable	01	3,45
Magistrat	01	3,45
Total	29	100

Tableau n° 03 : Cabinet et autres responsables

Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Membres du Cabinet du Ministre				
Chef de Cabinet	MERLIN André	Industriel, diplômé de l'Ecole Supérieure d'Electricité	Décision n° 62/MEG/S du 15/07/1958	
Chargé de Mission	AZANGO Augustin		Décision n°62/MEG/S du 15/07/1958	
Chargé de Mission	BONNEVEAU Jean-Jacques		Décision n° 62/MEG/S du 15/07/1958	
Responsables de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur du Plan	PASSARD Charles	Administrateur en Chef de la France D'Outre-Mer		

<p>Directeur Adjoint des Affaires Economiques</p>	<p>TRUONG Pierre</p>	<p>Attaché de la France d'Outre-Mer</p>	<p>Décision n°345/MEG/ CAB du 11/09/1958</p>	<p>Cumulativement avec ses fonctions d'adjoint, il est chargé de la section1 « Production et commerce » et de la section du Commerce Extérieur</p>
---	----------------------	---	--	--



01 - Joseph KLIKA

Instituteur, il est nommé ministre du Plan et de l'Action Rural par Arrêté n° 1739/APA du 28 mai 1957. L'organisation et la tenue de la troisième et dernière séance de travail du comité du plan et des investissements, qu'il a présidée lui-même le 18 janvier 1958 dans la salle du Conseil du Gouvernement à Porto-Novo est à son actif. Marié, il est né le 11 octobre 1914 à Porto-Novo et décédé le 20 juin 1975 à Porto-Novo.

02 - Jacques PLASSARD



Economiste, éditorialiste au Journal « La France indépendante », il est nommé Ministre des Affaires Economiques et du Plan par Arrêté n° 115/ AP du 18 février 1958. Camarade de classe et ami de M. Marcellin Sourou-Migan APITHY, il lui doit sa nomination et est resté en poste jusqu'au 02 juillet 1958. Alors même qu'il n'a jamais mis pied au Bénin, il a représenté le Dahomey à la Conférence Economique des pays et territoires de la zone franche de Méditerranée et d'Afrique qui a eu lieu à Marseille en France du 20 au 22 mars 1958. Né en 1924, il est marié et père de 05 enfants.



03 - Emile-Derlin ZINSOU

Médecin, il est nommé Ministre de l'Economie Générale, puis Ministre de l'Economie Générale et du Plan par Arrêté n° 352 SE/ AR du 02 juillet 1958 et est resté à ce poste jusqu'au 27 mai 1959. Suite au refus de Nicéphore SOGLO de prendre part au gouvernement, il est nommé par Décrets n° 558/PR du 31 décembre 1966 et n° 106/PR du 30 mars 1967 et revient au Gouvernement comme Ministre des Affaires Etrangères, du Plan et du Tourisme du 31 décembre 1966 au 16 mai 1967. Né le 23 mars 1918 à Ouidah, il est marié et père de 05 enfants. Il décède le

Les membres de son cabinet, et responsables de structures centrales, techniques et départementales ainsi que les actes pris sont reportés dans les tableaux suivants :

Tableau n° 04 : Actes

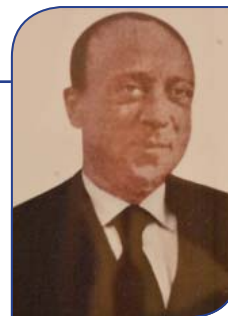
N°	Date de signature	Objet
Ordonnances		
05/MEG/PLAN	30/12/1958	Portant affectation des redevances de l'Institut d'Emission de l'Afrique Occidentale Française.
11/PCM/MEG	31/03/1959	Portant affectation des redevances sur la circulation fiduciaire dues par l'Institut d'Emission d'AOF-Togo.
12/PCM/MEG	15/04/1959	Tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement du pays
Arrêtés		
362/MEG/S	19/07/1958	Portant fermeture de la campagne 1957-1958 des arachides.
443/MEG/S	08/09/1958	Interdisant l'exportation hors territoire de certains produits vivriers.
485/MEG/S	07/10/1958	Portant ouverture de la campagne 1958-1959 de Karité.
486/MEG/S	10/10/1958	Fixant le prix de la viande à Kandi
489/MEG/S	10/10/1958	Approuvant les comptes, exercice 1957, de la Chambre de Commerce du Dahomey et autorisant des virements de crédits.
490/MEG/S	10/10/1958	Approuvant le projet de budget primitif de la chambre de commerce, pour l'exercice 1958.
491/MEG/S	10/10/1958	Réorganisant la Direction des Affaires Economiques
492/MEG/S	10/10/1958	Organisant la statistique du Dahomey
493/MEG/S	10/10/1958	Fixant la composition du Comité de Coordination des Enquêtes Statistiques.
02/MEG/S	17/12/1958	Portant ouverture des campagnes 1958-1959 du ricin et du kapok.
03/MEG/S	17/12/1958	Portant réglementation de la commercialisation du coton au Dahomey.

04/MEG/S	17/12/1958	Portant ouverture de la campagne 1958-1959 du coton et réglant les prix aux producteurs.
05/MEG/S	17/12/1958	Fixant le prix minimum d'achat du tabac pour la campagne 1958-1959.
06/MEG/S	28/12/1958	Fixant le maximum de location des chambres au Grand hôtel de la plage à Cotonou.
07/MEG/S	24/12/1958	Portant ouverture de la campagne 1958-1959 du Café.
3082/PLAN	26/12/1958	Portant ouverture de crédits à la section territoriale du FIDES, sur le 2 ^{ème} plan quadriennal, tranche 1958-1959.
09/MEG/S	05/01/1959	Portant blocage des prix et homologation des prix
10/MEG/S	06/01/1959	Modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 3023/MCI/MAEF du 16 Décembre 1957 pour la campagne d'achat des cafés
12/MEG/S	30/01/1959	Portant ouverture de la campagne 1958-1959, de commercialisation des arachides d'importation.
14/MEG/PLAN	17/02/1959	Fixant les comptes définitifs du programme 1953 FIDES tranches 1957-1958, section territoriale.
15/MEG/S	03/03/1959	Fixant le prix maximum de vente de la farine de minoteries dakaroises.
16/MEG/S	05/03/1959	Fixant le prix du pain dans les cercles de Cotonou, Porto-Novo, Ouidah, Athiémè et Pobè-Kétou.
17/MEG/PLAN	06/03/1959	Rendant exécutoire la résolution n°139 du 08 Décembre 1958 du comité directeur du FIDES portant octroi de crédit complémentaire à la section territoriale.
24/MEG/S	20/04/1959	Fixant la répartition entre les importateurs du contingent de boissons alcooliques pour 1959.
28/MEG/S	30/04/1959	Fixant la répartition du contingent de farine métropolitaine.
Décisions		
63/MEG	15/07/1958	Portant délégation au Chef de Cabinet pour la signature des pièces administratives, lettres et toutes correspondances ou documents à l'adresse des ministères, des services, des chefs de circonscription et des sociétés ou personnes privées à l'exception des décisions.
1862/PLAN	14/08/1958	Portant délégation au Directeur du plan pour les signatures des titres de dépenses et de recettes ainsi que les pièces administratives afférentes à la section territoriale du FIDES et au compte 113-01 "Dotation des plans de développement économique et social des TOM".

Tableau n° 05 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Première réunion du Comité du Plan	15 octobre 1959	Prenant la parole au cours de la réunion du comité, le Ministre a souligné que le problème du DAHOMEY "n'était pas, comme pour beaucoup d'autres pays de poursuivre une marche en avant, mais bel et bien, d'ouvrir une voie nouvelle". Il était donc nécessaire d'élaborer un plan national afin de partir sur des bases solides. De l'élaboration de ce plan décennal dépendait l'avenir du pays.
Participation du Ministre aux travaux du Comité des Affaires Economiques et des Finances de la Communauté	octobre 1959	Cette réunion de Paris a été considérée comme une première étape vers l'établissement d'une politique économique et financière commune entre la République Française et les autres Etats de la communauté. Ce comité a pour mission d'étudier sur le plan technique les principes d'une politique économique et financière de la communauté.
Signature d'une convention entre la République du Dahomey et la République Française	octobre 1959	C'est à Paris que cette convention entre la France et le Dahomey a été signée par le Ministre au sujet des relations de trésorerie entre les deux Etats et à l'organisation du service des Trésors au Dahomey.
2 ^{ème} réunion du Comité du Plan	23 décembre 1959	C'est le Ministre GAVARRY qui a présidé les travaux. Il a rappelé que les résultats des travaux des six sous-commissions du plan, infrastructure et aménagement, agriculture et développement rural, développement industriel, urbanisme et habitat, transport et télécommunication, équipement culturel et social devraient servir de base à l'établissement du futur plan de la République du Dahomey.

04 - Georges GAVARRY



Economiste, Administrateur en chef de la France d'Outre-Mer (E.R.), Administrateur de sociétés, il est nommé Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan puis Ministre de l'Economie et du Plan par Décrets n° 63/PCM du 27 mai 1959 et n° 1/PCM du 1er janvier 1960. Il restera en poste du 27 mai 1959 au 02 novembre 1960. Les événements dressés dans le tableau suivant sont à son actif :



05 - Sourou-Migan Marcellin APITHY

Expert-comptable breveté de l'Etat, il est nommé Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan ; Vice-Présidence de la République chargée du Développement et du Plan ; Ministère des Finances, des Affaires Economiques, du Plan, de l'Agriculture et de la Coopération par Décrets n° 304/PCM du 02 novembre 1960, n° 381/PCM du 29 décembre 1960, n° 62/PR du 13 février 1962 et n° 432/PR du 11 septembre 1963, Ordonnance n° 01/GPRD1 du 28 octobre 1963 et n° 17/GPRD du 04 décembre 1963. Député à l'Assemblée Nationale Constituante puis à l'Assemblée Législative du Dahomey entre 1958 et 1959, il a été Vice-Président du Conseil du Gouvernement en 1957 et 1958, Premier Ministre du Gouvernement Provisoire de la République du Dahomey entre 1958 et 1959, Président du Conseil Général du Sud-Est en 1960.

Il a été Ministre des finances et du budget du 28 mai 1957 au 18 février 1958, chargé des questions interterritoriales du 18 février au 02 juillet 1958, des questions interterritoriales et de l'Information du 02 juillet 1958 au 26 mai 1959, des finances, des affaires économiques, du plan, de l'agriculture et de la coopération du 28 octobre 1963 au 14 décembre 1963. Il a été Président de la République entre 1964 et 1965, avant de faire partie du Conseil Présidentiel institué par la déclaration du 30 avril 1970, conseil qui conduira les destinées du pays jusqu'au coup d'Etat du 26 octobre 1972.

Sous son impulsion, les textes normatifs suivants ont été adoptés et pris :

Loi n° 26-54 du 31/12/1961 relative à la mise en place d'un Comité National du Plan ;

Décret n° 62-174 du 13/04/1962 fixant les attributions et la composition du Comité National et des Comités Départementaux au Plan ;

Décret n° 63-203 du 03/05/1963 précisant l'organisation du Commissariat Général au Plan.

¹ GPRD : Gouvernement Provisoire de la République du Dahomey sous le régime SOGLO.

Tableau n° 05 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Travaux de la commission interministérielle d'examen du Plan de Développement Quadriennal	1962	C'est le ministre APITHY qui a présidé les travaux de commission interministérielle dont l'objectif est d'examiner tour à tour le plan de développement quadriennal de chaque ministère.
Installation du Comité National du Plan	Mai 1962	<p>C'est M. APITHY, Vice-Président de la République, chargé du Plan qui a procédé à l'installation de ce comité. Devant l'importante assistance réunie dans la salle de délibération de l'Assemblée Nationale, le Vice-Président a d'abord fait le point des efforts et travaux préparatoires, gigantesques fournis par son département depuis le 1er janvier 1961 à savoir, entre autres, l'élaboration et l'établissement du Plan, la recherche des sources de financement extérieur et l'action intérieure de propagande en vue de l'animation des masses rurales.</p> <p>Le Vice-Président a ensuite, dans son exposé extrêmement documenté et dense, énuméré et expliqué les exigences, le contenu et le sens du Plan en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la production agricole ; -la modernisation du milieu rural et du village lui-même ; -l'équilibre budgétaire par la limitation des dépenses publiques et l'accroissement du revenu national ; -la réforme des structures administratives et fiscales ; -le développement et l'adaptation des méthodes et moyens de formation et d'information ; -le financement du Plan par l'aide extérieure et l'apport en épargne-travail de la Nation. <p>Avant de laisser au comité le soin de former ses commissions et sous-commissions, le Vice-Président de la République a exprimé aux membres l'espoir du Gouvernement dans le travail fructueux, réaliste et concret qu'ils devront exécuter dans une ambiance de sérénité d'ouverture et de véritable esprit scientifique pour que réussisse le Plan.</p>
Création d'un Commissariat Général au Plan placé sous l'autorité du Chef de l'Etat	03 septembre 1962	C'est sur l'initiative du Président Sourou-Migan APITHY que cette structure a été créée pour faire le contrôle et la coordination de l'exécution des opérations du plan, des programmes pluriannuels et annuels du Plan de Développement National. Par décret n°63-203/PR/CG/Plan du 03/05/1963, les différents services relevant du commissariat furent regroupés en une direction unique : la Direction des Etudes et du Plan. En dehors de cette direction ont été mis en place des comités du plan, organismes essentiellement consultatifs. Ils sont de deux ordres : le Comité National du Plan et les Comités Départementaux.
Inauguration officielle de la Société Dahoméenne de Banque à Cotonou	31 mars 1963	La cérémonie d'inauguration de cette banque qui a réuni les plus hautes personnalités de la République et du monde des affaires a été présidée par M. Sourou-Migan Apithy, vice-président de la République, entouré de Me Borna Bertin, Ministre des Finances et du Travail, des autres membres du Gouvernement et du Colonel Soglo.



06 - François APLOGAN-DJIBODE

Administrateur des Affaires d'Outre-Mer, il est nommé Ministre du Plan puis Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan par Décrets n° 63-545 GPRD/SGG du 14 décembre 1963 et n° 33/PR du 25 janvier 1964.

Il a successivement été Secrétaire d'Etat aux Finances entre le 02 juin 1959 et le 1er janvier 1960, Ministre des Finances du 1er janvier au 02 novembre 1960, Chargé de mission à la Présidence à partir de 1961, Commissaire Général au Plan du 29 septembre 1962 au 28 octobre 1963. Après avoir été chargé du portefeuille relatif au Plan en tant que Ministre, il occupera son dernier poste ministériel en charge des finances et des affaires économiques du 27 septembre au 1er décembre 1965. Né le 04 octobre 1917 à Allada, il décède 08 avril 1983 à Paris.

Les tableaux suivants résument ses actions à la tête de ce département :

Tableau n° 06 : Responsables de structures centrales, techniques et départementales

Responsables de structures centrales, techniques et départementales				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur des Etudes et du Plan	VIEYRA Christian	Magistrat	Décret n° 19/PR/MFAEP du 14/05/1965	
Directeur de la Comptabilité	MABUDU Léonard			
Directeur de la Comptabilité	DOUROSSIMI Bakary Saliou		Décret n° 64-12/PR/MFAEP du 14/02/1964	

Tableau n° 07 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Décrets		
64-10/PR/MFAEP	04/02/1964	Portant création d'une commission technique chargé de déterminer les effectifs des personnels à utiliser dans les ministères, services et circonscriptions administratives.
64-12/PR/MFAEP	14/02/1964	Portant nomination de M. Bakary Saliou DOUROSSIMI en qualité de Directeur de la Comptabilité au Ministère des Finances.
61/PC/MFAEP/EDT	13/05/1964	Instituant une commission nationale chargée d'établir le prix de vente et les charges de mise en valeur au mètre carré des terrains du domaine privé de l'Etat.
82/PC/MFAEP	05/06/1964	Accordant une avance remboursable à la Société Nationale pour le Développement Rural du Dahomey.
86/PC/MFAEP	06/06/1964	Prescrivant l'exécution du recensement de l'agglomération de Cotonou.
92/PC/MFAEP	13/06/1964	Fixant la rémunération des personnels non fonctionnaires servant dans les cabinets ministériels.
117/PC/MFAEP/EDT	20/07/1964	Portant abandon par l'Etat de droit de propriété sur certaines parcelles au profit de l'Archevêché de Cotonou.

144/PC/MFAEP	15/04/1965	Portant application des articles 7 et 11 de la loi n° 65-2 du 4 mars 1965, instituant une procédure de règlement de l'impôt général sur le revenu et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux par voie d'acomptes provisionnels.
167/PG/MFAEP/EDT	11/09/1964	Déterminant les modalités d'application de la loi n° 60-20 du 13 juillet 1960, fixant le régime des permis d'habiter au Dahomey.
223/PC/MFAEP	15/10/1964	Organisant la commercialisation des amandes de palmistes produites au Dahomey.
276/PC/MFAEP/EDT	02/12/1964	Fixant le régime des permis d'habiter au Dahomey.
65-3/PC/MFAEP	07/01/1965	Portant régime d'occupation de logements administratifs.
65-35/PC/MFAEP	29/01/1965	Portant réglementation des parcs automobiles publics.
53/PC/MFAEP	13/02/1965	Confiant au Service Central de la Statistique, une enquête sur les budgets de famille et la consommation des ménages.
253/PC/MFAEP	22/07/1965	Instituant un Comité de Coordination des Etudes Statistiques.
300/PC/MFAEP	26/08/1965	Portant nouveau régime d'occupation des logements administratifs.
301/PC/MFAEP	26/08/1965	Portant abrogation des dispositions du décret n°35/PC/MFAEP du 29 janvier 1965, portant réglementation des parcs automobiles publics.
Arrêtés		
88/PC/MFAEP	16/10/1964	Portant création d'une commission chargée d'étudier les problèmes posés par la création d'une zone franche commerciale dans l'enceinte du Port de Cotonou.
129/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission sociale du Plan.
130/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission rural du Plan.
131/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Sous- Commission de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi.
132/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission de l'Infrastructure des échanges et de l'industrialisation du Plan.
133/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission de Synthèse des travaux de différentes Commissions du Plan.
134/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission des moyens du Plan.
135/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission du Plan du Département du Sud-Ouest.
136/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission du Plan du Département du Sud.
137/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission du Plan du Département du Nord-Ouest.
138/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission du Plan du Département du Nord-Est.
139/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission du Plan du Département du Sud-Est
140/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission du Plan du Département du Centre
141/PC/MFAEP	23/04/1965	Fixant la composition de la Commission de la Souveraineté

Tableau n° 08 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Ouverture du 2 ^{ème} centre de formation des enquêteurs statisticiens	06 avril 1965	Ce centre a été créé à Parakou pour accueillir 40 stagiaires ressortissants des départements du centre, du Nord-Est et du Nord-Ouest après l'ouverture du premier centre de formation des enquêteurs statisticiens de Porto-Novo.
Ouverture du 2 ^{ème} centre de formation des enquêteurs statisticiens	06 avril 1965	Ce centre a été créé à Parakou pour accueillir 40 stagiaires ressortissants des départements du centre, du Nord-Est et du Nord-Ouest après l'ouverture du premier centre de formation des enquêteurs statisticiens de Porto-Novo.

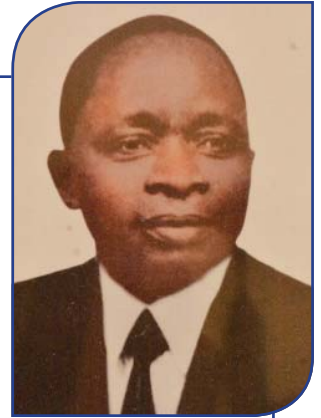


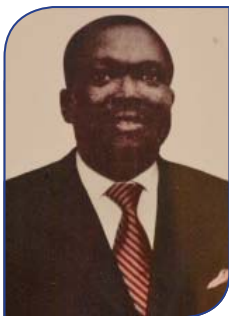
07 - Justin AHOMADEGBE TOMETIN

Médecin. Chef du Gouvernement du 25 janvier 1964 au 27 septembre 1965, il est chargé, entre autres, du Plan. Il a été Maire, Député, Ministre et Président de la République. Il est né en 1917 à Abomey et décède le 08 mars 2002 à Cotonou.

08 - Tahirou CONGACOU

Instituteur, il est chargé, entre autres, du Plan quand il assumait les fonctions de Présidence de la République (1er décembre 1965 – 24 décembre 1965) par Décret n° 103/PR/SGG du 1er décembre 1965. Il est né en 1911 à Djougou.





09 - Christian VIEYRA

Magistrat, il est nommé Haut Commissaire au Plan et au Tourisme avec rang de Ministre par Décret n° 144/PR du 24 décembre 1965. Il est né le 30 mars 1930 à Cotonou et décède le 05 juillet 2000 à Paris.

Tableau n° 09 : Cabinet et autres responsables

Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Membres du Cabinet du Ministre				
Chargé de mission	DARBOUX Louis	Ingénieur Statisticien Economiste		
Responsables de structures centrales, techniques et départementales				
Direction des Etudes et du Plan	SOSSOUVI-MENSAH Noël	Administrateur	Décret n° 129/PR/HCPT du 11/03/1966	
Directeur de la Statistique	DARBOUX Louis	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 329/PR/HCPT du 25/08/1966	Cumulativement avec ses fonctions de chargé de mission au cabinet du Haut Commissaire.

Tableau n° 10 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Ordonnance		
01/PR/HCPT	06/01/1966	Portant approbation du plan quinquennal 1966-1970 de développement économique et social de la République du Dahomey.
Décret		
358/PC/HCPT	14/09/1966	Portant organisation de la statistique.



10 - Bertin BORNA

Avocat, il est nommé Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan par Décret n° 147/PR du 16 mai 1967. Il est né le 20 novembre 1930 à Tanguiéta et décède le 16 juin 2007.

Tableau n° 11 : Responsables de structures centrales, techniques et départementales

Responsables de structures centrales, techniques et départementales				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur des Etudes et du Plan	TAGNON Robert	Administrateur civil	Décret n° 380/PR/MFAEP du 30/10/1967	Par intérim
Directeur Général du Plan	DENEUFBOURG Jacques	Ingénieur du génie rural	Décret n° 381/PR/MFAEP du 30/10/1967	Par intérim
Directeur des Impôts	OGAN-BADA Barnabé	Administrateur	Décret n° 215/PR/MFAEP du 06/06/1967	En remplacement de M. HOUNKPONOU Cosme appelé à d'autres fonctions.
Service de l'Enseignement, des Domaines et du Timbre	ZINSOU Faustin	Inspecteur des Impôts	Décret n° 215/PR/MFAEP du 06/06/1967	Directeur par intérim en remplacement de M. OGAN-BADA Barnabé, appelé à d'autres fonctions.

Tableau n° 12 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Décrets		
189/PR/MFAEP	09/06/1967	Portant création d'une Commission Nationale des Marchés.
216/PR/MFAEP	26/06/1967	Portant nomination de M. Christian JOHNSON, directeur de l'Office des Changes, comme conseiller de la délégation dahoméenne aux réunions du Fonds Monétaire International, en remplacement de M. Jean Charpentier.
212/PR/MFAEP	26/06/1967	Portant création et organisation de la Direction des Impôts.
220/PR/MFAEP	29/06/1967	Déterminant les conditions d'établissement de la balance des paiements extérieurs.
231/PR/MFAEP	06/07/1967	Modifiant le décret n° 423 PR/MFAE du 12 novembre 1966, portant organisation et fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement.
286/PR/MFAEP	30/08/1967	Portant création et organisation de la Direction Générale du Plan.
Décision		
684/MFAEP/STAT	19/09/1967	Portant organisation de la sous-Direction des Statistiques Démographiques et de la Production et de la Direction des Statistiques Economiques et Financières.

Tableau n° 13 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Exposé du Ministre sur les dossiers brûlants de son département	26 juin 1967	C'est la Chambre de Commerce de Cotonou qui a servi de cadre à cet exposé au cours duquel le Ministre a, pendant deux (2) heures, présenté au monde des affaires ses thèses sur l'évolution économique de la Nation : la gestion des finances, la bonne marche de l'économie et le rôle du Plan.



11 - Pascal CHABI KAO

Administrateur civil, il est nommé Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan par Décrets n° 438/GP¹ du 18 décembre 1967, n° 440/PR du 21 décembre 1967, n° 22/PR du 30 janvier 1968², n° 145/PR du 15 mai 1968³ et n° 208/PR du 17 juillet 1968⁴. Il est né le 10 mars 1936 à Parakou.

Tableau n° 14 : Cabinet

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	ALASSANE Aboudou			
Conseiller Technique chargé des Relations Bancaires	YEHOUESSI Florent Gilles			

Tableau n° 15 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Ordonnances		
36/PR/MFAEP/DB	11/06/1968	Portant création d'un Fonds Spécial d'Equiperment et d'Investissement.
39/PR/MFAEP	02/07/1968	Portant création du Centre National de Recouvrement.
41/PR/MFAEP/DD	13/07/1968	Portant modification des articles 283, 284 et 285 de l'ordonnance n° 54/PR/MFAEP/DD du 21 /11 /1966, portant code des douanes.
45/PR/MFAEP	20/07/1968	Portant réforme fiscale.
Décret		
186/PR/MFAEP	02/07/1968	Portant organisation et fonctionnement du Centre National de Recouvrement.
Arrêtés		
13/MFAEP/EDT	11/01/1968	Portant affectation à la Direction de la Coopération d'un immeuble sis dans la zone industrielle, objet du titre foncier n° 2.054 de Cotonou.
55/MFAEP/DC/4/B	05/02/1968	Portant frais de mission à l'étranger.

1 GP : Gouvernement Provisoire (sous le régime KOUANDETE)

2 1^{er} gouvernement d'Alphonse ALLEY.

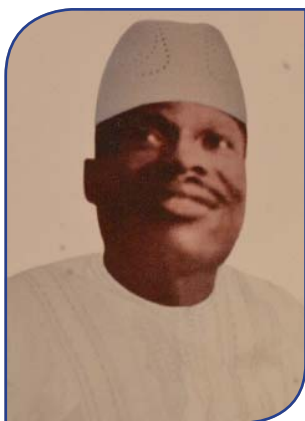
3 2^{ème} gouvernement d'Alphonse ALLEY.

4 1^{er} gouvernement du Président ZINSOU suite à son installation par les jeunes cadres de l'armée.

12 - Paul-Emile de SOUZA



Officier supérieur de l'armée, il assura la Présidence du Directoire, chargé des Affaires Intérieures, de la Sécurité et de la Défense Nationale, de l'Information et du Tourisme, de la Prospective et du Plan du 18 décembre 1969 au 07 mai 1970 sur la base du Décret n° 69-327 D/SGG du 18 décembre 1969 portant répartition des départements ministériels entre les membres du Directoire. Il est né le 30 juin 1931 à Athiémé et décède le 17 juin 1999.



13 - Joseph Adjignon KEKE

Avocat, il est nommé Ministre de l'Economie et du Plan par Décret n° 70-81 CP⁶ du 07 mai 1970. Il est né en 1921 à Avrankou.

Tableau n° 16 : Cabinet et Responsables de structures techniques

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Chef de Cabinet	LOKONON Edmond	Commis auxiliaire	Arrêté n° 09/MEP/ CAB 16/03/1971	
Attaché de Cabinet	SESSINOU Maurice	ex-agent de Bureau de 1 ^{ère} classe	Arrêté n° 08 MEP/ CAB du 10/03/1971	
Responsable de structures techniques				
Directeur Général des Affaires Economiques	POSSET Raphaël	Administrateur	Décret n° 72-110 du 27 avril 1972	En remplacement de BIDOUZO Barnabé

Tableau n° 17 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Arrêtés		
15/MEP/CAB	17/04/1971	Créant au niveau du Département de l'Economie et du Plan, un Bureau du Personnel.
09/MEP/CAB	08/02/1972	Fixant les attributions des membres du cabinet du Ministre de l'Economie et du Plan.
Décisions		
26/MEP/CAB	04/11/1970	Instituant un recensement général de tous les Etablissements à caractère commercial de la République du Dahomey.
25/MEP/HCP	29/05/1971	Créant un Comité de Programmation budgétaire.

⁶CP : Conseil Présidentiel.

Tableau n° 18 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Séminaire de formation de 40 fonctionnaires aux rouages de l'ONUDI	11 au 14 août 1970	Ce séminaire qui a réuni au CODIAM 40 fonctionnaires de rang élève des administrations et sociétés d'Etat était placé sous le parrainage du Ministre de l'Economie et du Plan et a été organisé en collaboration avec l'Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel, ONUDI. Premier séminaire du genre à être organisé au Dahomey, il a été animé par M. Servais TOGOUN ACOGNY, Administrateur des programmes d'assistance technique de l'ONUDI pour l'Afrique, qui a initié les participants à tous les aspects des activités opérationnelles de cette organisation spécialisée des Nations-Unies.
Elaboration du Plan national intérimaire	21 septembre 1970	C'est le Haut-commissaire au Plan, M. SOURADJOU Ibrahim qui a présidé cette importante séance de travail qui regroupait les différents représentants des départements ministériels et dont l'objet était l'étude de la procédure et de la méthodologie d'élaboration du Plan National intérimaire.
Séance de travail avec les représentants du secteur privé dans le cadre de l'élaboration du Plan	29 septembre 1970	« Le Plan doit être l'œuvre de tous » : c'est cette vision de M. SOURADJOU Ibrahim qui l'a conduit à tenir, en présence de son chef de Cabinet M. ABIOLA Emmanuel, cette séance avec les représentants du secteur privé conduits par Monsieur Pierre FOURN, Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Dahomey.
Installation de la commission spéciale de la chambre de commerce et de l'industrie du Dahomey	18 avril 1972	C'est le Ministre lui-même qui a procédé à l'installation de cette commission qui se substituera à l'Assemblée Consulaire.
Signature d'un prêt pour le financement de la vallée de l'Ouémé	16 octobre 1972	Cette signature a été faite par le Ministre avec les autorités de la Banque Africaine de Développement, BAD.

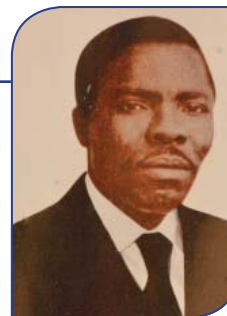


14 - Mathieu KEREKOU

Officier supérieur de l'armée, il assura la Présidence de la République, chargée de la Défense Nationale et du Plan puis la Présidence de la République, chargée de la Défense Nationale et du Plan, de la Coordination des Aides Extérieures, de l'Information et l'Orientation Nationale sur la base des Décrets n° 72-279 CP du 26 octobre 1972 et n° 74-277 du 21 octobre 1974⁷. Il est né en 1933 à Kouarfa (Toucountouna) et décède le

Il prendra l'Ordonnance n°73-72 du 16/10/1973 portant création de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

⁷ Sur ce décret portant 2ème gouvernement du régime révolutionnaire, on peut lire Mathieu KEREKOU, Président de la République, chargé de la Défense Nationale et du Plan et de la Coordination des Aides Extérieures, de l'Information et l'Orientation Nationale et plus loin Capitaine Augustin HONVOH, Ministre délégué auprès du Président de la République, chargé du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures.



15 - Augustin HONVOH

Officier supérieur de l'armée, il est nommé Ministre du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures par Décret n° 74-277 du 21 octobre 1974. Né en 1934 à Porto-Novo, il décède le 27 septembre 1995.

Tableau n° 19 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	GNONLONFOUN Joseph	Magistrat	Arrêté n° 05/MPSCAE/CAB du 11/02/1975	
Conseiller Technique	HOUNSOU Atchoukè Jean	Administrateur Civil	Décret n° 75-53 du 28/02/1975	
Conseiller Technique	LOGOSSOU Comlanvi Patrice	Administrateur Civil	Décret n° 75-53 du 28/02/1975	
Secrétaire Particulière	BOYA DASSI Agnès-Marie	Secrétaire Adjoint de Direction	Arrêté n° 07/MPSCAE/CAB du 11 février 1975	
Chef de Cabinet	SALE Dossou Elie	Secrétaire	Arrêté n° 06/MPSCAE/CAB du 11/02/1975	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur du Plan	SOURADJOU Ibrahim	Economiste Planificateur		
Directeur de la Statistique	OGOUMA Simon	Ingénieur Statisticien		

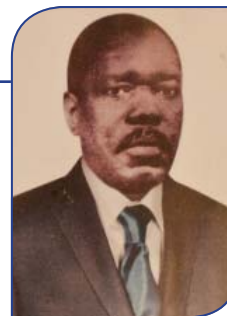
Tableau n° 20 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Ordonnances		
75-54	07/08/1975	Portant ratification de la convention ACP/CEE, signé à Lomé le 28/02/1975.
75-68	18/09/1975	Régissant le service civique Patriotique et Idéologique des élèves et étudiants.
76-02	05/01/1976	Portant création du Bureau Central des Projets, BCP.
Arrêtés		
07/MPSCAE/CAB	11/02/1975	Portant nomination de Mme BOYA Agnès-Marie née DASSI en qualité de Secrétaire Particulière du Ministre.
09/MPSCAE/CAB	20/03/1975	Portant nomination de M. RADJI Alao Issa, agent de Bureau, comme Chef du Secrétariat Administratif du Ministère.
28/MPSCAE/SP	26/09/1975	Portant création au MPSCAE d'un comité de direction.

Tableau n° 21 : Evénement important

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Visite par le Président de la République des divers services rattachés à la présidence	06 janvier 1976	A son arrivée dans la cour des services du Plan et de la Statistique, le Président a été accueilli par Messieurs Ibrahim SOURADJOU et Simon OGOUMA, respectivement Directeur du Plan et Directeur de la Statistique.

16 - François Nounagnon DOSSOU



Officier supérieur de l'armée, il est nommé Ministre du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures par Décret n° 76-26 du 30 janvier 1976. Né en 1934 à Cotonou, il décède le 13 avril 2001.

Tableau n° 22 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur Général du Ministère	GBOBOHOUNDADA Jonas	Inspecteur de l'Enseignement Secondaire	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mars 1977	
Directeur Général du Ministère	MITO-BABA Florentin	Ingénieur des Travaux Publics	Décret n° 78-340 du 11/12/1978	
Directeur Général Adjoint du Ministère	MITO-BABA Florentin	Ingénieur des Travaux Publics	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mars 1977	
Directeur Général Adjoint du Ministère	GNONLONFOUN Joseph	Magistrat	Décret n° 78-340 du 11/12/1978	Cumulativement avec ses fonctions
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur du Bureau Central des Projets	ADIKPETO Bernard	Ingénieur Agronome	Nommé en Conseil des ministres du mercredi 19 décembre 1979	Cumulativement avec ses autres fonctions
Directeur Adjoint du Bureau Central des Projets	HOUNTOHOTEGBE Théodore	Ingénieur Agronome	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mars 1977	
Directeur de la Coopération Technique	ADANDE Jacques	Diplomate	Nommé en Conseil des ministres du mercredi 19 décembre 1979	
Directeur du Plan d'Etat	GNIDEHOU Justin	Ingénieur Planificateur		
Directeur Adjoint de la Planification d'Etat	HOUETON Nestor	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des ministres du mercredi 19 décembre 1979	
Chef Service Provincial de l'INSAE Atacora	GBADAMASSI Mouriana	Statisticien	Nommé en Conseil des ministres du 02 novembre 1977	
Chef Service Provincial de l'INSAE Atlantique	GBOVI André	Ingénieur Statisticien	Nommé en Conseil des ministres du 02 novembre 1977	
Chef Service Provincial de l'INSAE Borgou	FIOTEPE Michel	Statisticien	Nommé en Conseil des ministres du 02 novembre 1977	
Chef Service Provincial de l'INSAE Zou	ZOUNON ASSE Damien	Statisticien	Nommé en Conseil des ministres du 02 novembre 1977	

Chef Service Provincial de l'INSAE Ouémé	DONADJE Florentin	Ingénieur Statisticien	Nommé en Conseil des ministres du 02 novembre 1977	
Chef Service Provincial de l'INSAE Mono	AKPAMOLI Etienne	Statisticien	Nommé en Conseil des ministres du 02 novembre 1977	
Responsable de structures sous tutelle				
Directeur Général par intérim de l'INSAE	AMOUSSOU Emmanuel	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des ministres du 19 octobre 1977	
Directeur Général de l'INSAE	AMOUSSOU Emmanuel	Ingénieur Statisticien Economiste	Conseil des ministres du 02 novembre 1977	

Tableau n° 23 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Ordonnances		
76-10	09/02/1976	Modifiant les dispositions de l'ordonnance n° 75-68 du 18/09/1975, régissant le service civique, patriotique des élèves et étudiants.
76-11	19/02/1976	Modifiant les dispositions de l'ordonnance n° 72-01 du 08/01/1972, portant code des Investissements en ce qui concerne la composition de la commission technique des Investissements.
76-20	03/05/1976	Portant ratification de la convention créant l'Institut Africain et Mauricien de Statistique et d'Economie Appliquée, IAMSEA, signé à Kigali (Rwanda) le 16/12/1975.
80-03	11/02/1980	Régissant le service civique, patriotique, idéologique et militaire.
Décrets		
77-253	14/10/1977	Portant création, organisation et attributions du Comité National CEDEAO.
78-180	14/07/1978	Portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du Comité National MAB-PHI-PICG (l'Homme et la Biosphère, le Programme Hydrologique International et le Programme International de corrélation Géologique).
78-357	30/12/1978	Mettant le Camarade Nicéphore SOGLO à la disposition du Ministère Délégué auprès du Président de la République, chargé du Plan, de la Statistique et de la Coopération Technique, pour être détaché à la Banque Mondiale en qualité d'Administrateur-Suppléant.
79-231	13/09/1979	Portant affectation de certains fonds au financement du Plan d'Etat.
80-31	11/02/1980	Portant modalités d'application de l'ordonnance n° 80-03 du 11 février 1980, régissant le service civique, patriotique, idéologique et militaire.
80-32	11/02/1980	Portant création d'une commission nationale chargée de l'organisation et de la surveillance du service civique, patriotique, idéologique et militaire.
Arrêté		
44/MPSCAE/DCAE	05/12/1975	Portant nomination de Monsieur Blaise Kuassi AMEGNAGLO, administrateur civil, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Officier de Liaison UNICEF en République Populaire du Bénin.

Tableau n° 24 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Signature d'un accord portant sur la lutte contre l'Onchocercose au Bénin	02 octobre 1978	
Séminaire national sur « la planification et la statistique au service du développement »	07 mai 1979	L'ouverture de ce séminaire a été faite par le Ministre François DOSSOU.
Formation des Directeurs des Etudes et de la Planification sur les méthodes socialistes de planification	09 au 16 septembre 1979	
Signature d'un protocole d'accord de financement entre l'UNICEF et la République Populaire du Bénin	20 janvier 1980	Cet accord de financement qui constitue le programme d'intervention de l'UNICEF, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, au Bénin de 1981 à 1983, permet à notre pays de bénéficier d'une aide financière totale de 538.229.000 de francs CFA auprès de cette institution des Nations Unies. Le document a été signé par Augustin HONVOH, Ministre des Enseignements Technique et Supérieur qui assurait l'intérim du Ministre du Plan et Ahmed MOSTEFAOU, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale.
Recensement Général de la Population et de l'Habitation	Du 20 au 30 mars 1979	Ce premier recensement au Bénin a eu lieu sur toute l'étendue du territoire national. La population s'élevait à 3.338.240 habitants.



17 - Aboubakar BABA-MOUSSA

Economiste, il est nommé Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique par Décret n° 80-39 du 12 février 1980. Il est né le 17 avril 1932 à Abomey et décède le 23 décembre 1999.

Tableau n° 25 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur Général du Ministère	MITO-BABA Tohossi Florentin	Ingénieur des Travaux Publics	Nommé en Conseil des Ministres du 19/03/1980	
Directeur Général Adjoint du Ministère	GNONLONFOUN Joseph	Magistrat	Décret n° 78-340 du 11/12/1978	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur des Etudes et de la Planification	TOGNIDE Damien	Ingénieur Agronome	Nommé en Conseil des Ministres du 19/03/1980	
Directeur des Affaires Financières et Administratives	HOUNSOU Atchouké Jean	Administrateur Civil	Nommé en Conseil des Ministres du 19/03/1980	
Directeur du Plan d'Etat	GNIDEHOU Justin	Ingénieur Planificateur		
Responsable de structure sous tutelle				
Directeur de l'INSAE	AMOUSSOU Emmanuel	Ingénieur Statisticien Economiste		

Tableau n° 26 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Lois		
81-02	23/03/1981	Instituant un Plan Comptable National.
81-03	23/03/1981	Portant création d'un Conseil National de Comptabilité.
Décrets		
80-329	13/11/1980	Portant création, attribution, composition et fonctionnement de la commission Permanente chargée d'étudier les offres de financement.
81-241	10/08/1981	Portant modalité de transport par voie maritime des effets personnels des étudiants et stagiaires Béninois en fin de formation à l'Etranger.
81-338	17/10/1981	Portant statuts particuliers des corps des personnels de la statistique et de la Planification.
81-399	19/11/1981	Portant application du Plan Comptable National.
81-449	30/12/1981	Portant ratification de la Convention entre le Royaume de Norvège et la République Populaire du Bénin en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune signée à Cotonou le 29 mai 1979.

81-451	30/12/1981	Portant ratification de l'Accord de Prêt signé entre la République Populaire du Bénin et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique.
82-22	18/01/1982	Portant approbation des statuts du Centre National Automatisé de Documentation et d'Information, CENADI.
82-40	1 ^{er} /02/1982	Portant création, attributions, composition et fonctionnement de la commission technique chargée d'établir un plan d'urgence pour le redressement de la production agricole et animale.
82-116	31/03/1982	Rendant payante la délivrance des licences d'importation.
Arrêtés		
156/ MPSAE/ CNABS	26/11/1980	Fixant les taux de bourses nationales et avantages matériels accordés aux étudiants et stagiaires béninois en formation à l'étranger.
98/ MPSAE/ CNBS/ SBS/DB	09/11/1981	Fixant les taux de bourses nationales et les avantages matériels accordés aux stagiaires militaires béninois en formation à l'étranger.

Tableau n° 27 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Cérémonie de remise du Projet de Plan Comptable National	05 avril 1980	Cette remise a été faite au Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique par Paul DOSSOU, Directeur-Général Adjoint de la Banque Béninoise pour le Développement et en sa qualité de Président de la Commission Nationale du Plan Comptable National.
Formation des planificateurs sur le système de programmation, exécution et contrôle	25 au 31 mai 1980	
Travaux de la 37 ^{ème} session du Comité du Fonds d'Entraide et de Garantie du Conseil de l'Entente	03 juin 1980	Ces travaux ont été organisés par le Ministère en charge du Plan. Les participants venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Haute-Volta (aujourd'hui Burkina-Faso), du Niger et du Togo ont analysé et approuvé les rapports d'activités et d'exécution du budget 1979.
Ouverture des travaux de la Phase II du Comité de Gestion du Centre de Télédétection de Ouagadougou	10 juin 1980	C'est Monsieur Joseph GNONLONFON, Directeur Général Adjoint du MPSAE qui a ouvert, à la coupole du Ministère des Affaires Etrangères, lesdits travaux dont l'objectif est de sensibiliser les différents pays de l'Afrique de l'Ouest sur l'importance à accorder aux problèmes environnementaux afin de prévenir les dangers éventuels qui peuvent naître des aléas climatiques et des calamités naturelles.
Travaux de la Mission de Programmation du Fonds Européen de Développement, FED, et de la Banque Européenne d'Investissement, BEI	03 au 05 juillet 1980	Les experts se sont concertés sur les projets susceptibles d'être financés par ces deux institutions. A la fin des travaux, le Ministre Aboubakar BABA-MOUSSA, Monsieur Jean DURIEUX, Directeur Général Adjoint du Développement représentant la Commission des Communautés Européennes et Monsieur Thomas OURSIN, représentant la BEI ont signé le programme indicatif d'aide communautaire.
Séminaire sur l'analyse des projets agricoles, agro-industriels et industriels	14 au 26 juillet 1980	Ce séminaire qui a eu lieu au Lycée Agricole Médji de Sékou a été conjointement organisé par le MPSAE et l'Institut Panafricain pour le Développement, IPD.
Séminaire national sur « Les statistiques et le développement »	28 juillet au 02 août 1980	Ce séminaire a réuni pendant six jours à l'INFOSEC de Cotonou, cinquante (50) participants venus des Directions des Etudes et de la Planification des Ministères, des Sociétés et Offices d'Etat ainsi que des six provinces.

Signature de l'accord du plan d'opération pour la période 1981-1983 de l'UNICEF	22 septembre 1980	C'est le Ministère en charge du Plan qui a abrité la cérémonie de signature par le Ministre BABA-MOUSSA Aboubakar et le frère Mukaley MWELAMBWE de l'UNICEF. Des domaines de la santé publique ont été pris en compte dans ce plan à savoir : équipement des formations sanitaires, fourniture des vaccins et des médicaments, formation du personnel paramédical.
Installation solennelle du Conseil National de la Statistique	28 avril 1981	Ce conseil a été créé par ordonnance depuis le 16 octobre 1973. C'est le Ministre BABA-MOUSSA Aboubakar du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique qui a présidé cette cérémonie qui marque le début des travaux du conseil pour l'année 1981.
Démarrage sur toute l'étendue du territoire national d'une enquête démographique nationale	23 novembre 1981	Cette opération a pour but de déterminer les mouvements de la population béninoise depuis le dernier recensement, le taux de fécondité et le taux d'accroissement.
Séminaire de sensibilisation des Directeurs Généraux des Sociétés d'Etat sur les grandes lignes du Plan Comptable National	15 au 18 février 1982	

Tableau n° 28 : Document de politiques, stratégies et reformes nationales et sectorielles élaborés

Titre	Date de lancement	Structures ayant élaboré le document
Programme National de Développement Economique et Social pour la Décennie 1980-1990		Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique, MPSAE

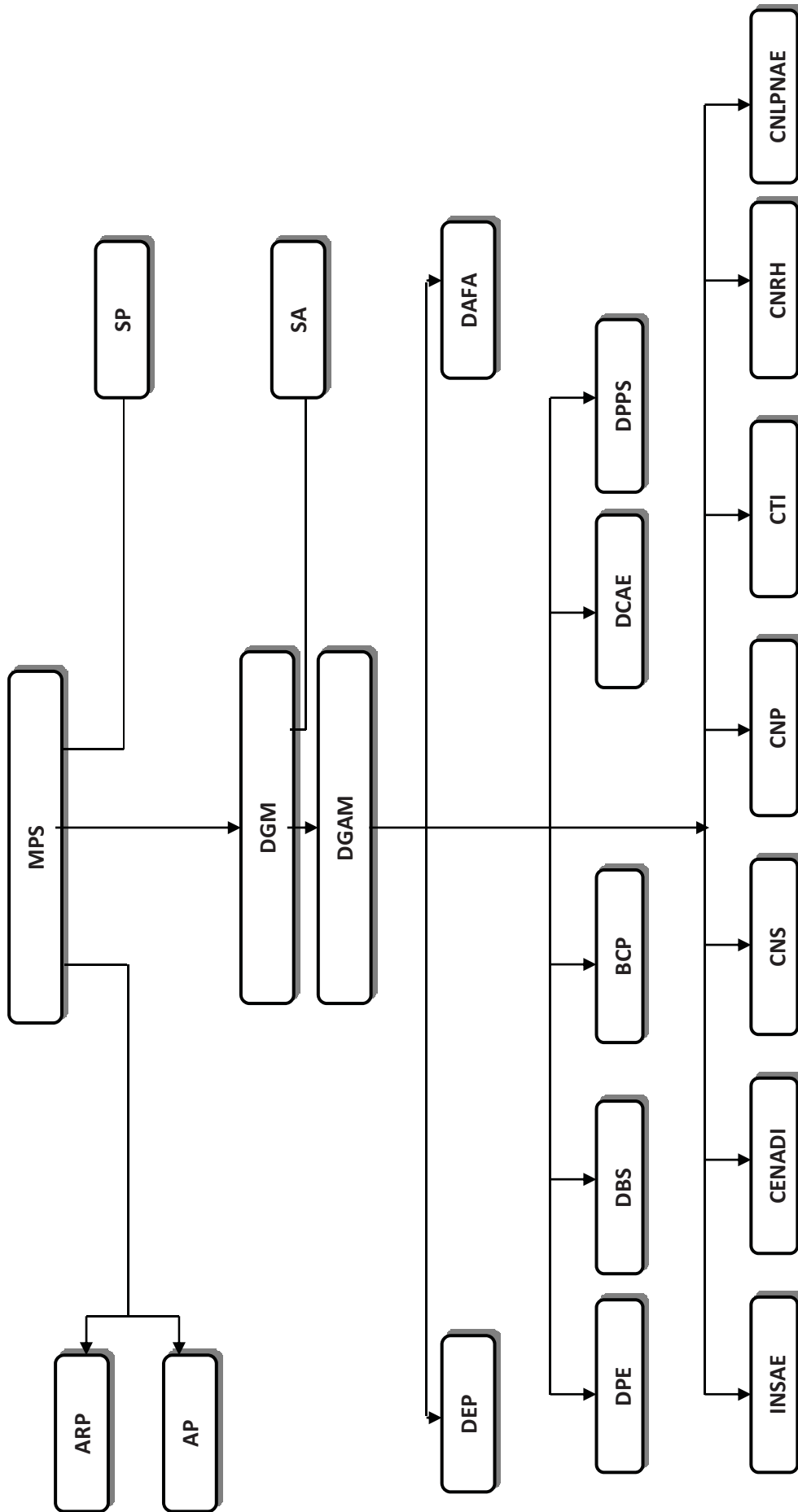
18 - Zul Kifi SALAMI



Ingénieur des mines, il est nommé Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique ; Ministère du Plan et de la Statistique par Décrets n° 82-124 du 09 avril 1982, n° 82-441 du 30 décembre 1982, n° 84-322 du 03 août 1984, n° 85-254 du 17 juin 1985 puis Ministre de la Planification et du Développement par Décret n° 2005-052 du 04 février 2005. Il est né le 25 février 1946 à Cotonou.

Selon lui, il est nécessaire pour un pays en développement comme le Bénin de faire de la planification stratégique son cheval de bataille. Aussi a-t-il insisté sur l'importance de la gestion des investissements avec rigueur et célérité pour rassurer les bailleurs sur l'utilisation des fonds alloués au pays. C'est ce qui justifie les séances de travail qu'il a initié et tenu avec les directeurs, coordonnateurs ou responsables des projets/programmes de tous les départements ministériels.

Organigramme du Ministère : Décret n° 84-457 du 06/12/1984



SIGLES

AP	: Attaché de Presse
ARP	: Attaché aux Relations Publiques
BCP	: Bureau Central des Projets
CENADI	: Centre National Automatisé de Documentation et d'Information
CNLPNAE	: Commission Nationale de Lutte contre la Pollution de la Nature et l'Amélioration de l'Environnement
CNP	: Comité National de la Planification
CNRH	: Commission Nationale des Ressources Humaines
CNS	: Conseil National de la Statistique
CTI	: Commission Technique des Investissements
DAFA	: Direction des Affaires Financières et Administratives
DBS	: Direction des Bourses et Stages
DCAE	: Direction de la Coordination des Aides Extérieures
DEP	: Direction des Etudes et de la Planification
DGAM	: Directeur Général Adjoint du Ministère
DGM	: Directeur Général du Ministère
DPE	: Direction du Plan d'Etat
DPPS	: Directions Provinciales du Plan et de la Statistique
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MPS	: Ministre du Plan et de la Statistique
SA	: Secrétariat Administratif
SP	: Secrétariat Particulier

Tableau n° 29 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur Général du Ministère	ALAPINI Léonce Roger	Administrateur des Hôpitaux		
Directeur Général du Ministère	HOUNGAVOU Patrice	Diplomate	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} novembre 1984	
Conseiller Principal en Démographie	de SOUZA Stanislas			
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur des Affaires Financières et Administratives	HONVOH Barthélémy	Planificateur	Décret n° 82-301 du 09/09/1982	
Directeur des Affaires Financières et Administratives	AGOSSOU Honoré	Instituteur	Nommé en Conseil des Ministres du 28 novembre 1984	
Directeur des Etudes et de la Planification	WADAGNI Nestor	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} novembre 1984	
Directeur du Plan d'Etat	GNIDEHOUE Justin	Ingénieur Planificateur		
Directeur des Bourses et Stages	HONVOH Barthélémy	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 19 décembre 1984	
Directeur du Bureau Central des Projets	ADIKPETO Bernard	Ingénieur Agronome	Décret n° 82-301 du 09/09/1982	
Directeur du Bureau Central des Projets	BELLO Tadjou	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 19 décembre 1984	
Directeur de la Coordination des Aides Extérieures	DJABOUTOUBOUTOU Daouda	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 19 décembre 1984	
Directeur de la Coordination des Aides Extérieures	FAVI Joachim	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 04 décembre 1985	
Directrice Adjointe de la Coordination des Aides Extérieures	COSSI CHUNG André Christine	Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 19 décembre 1984	
Directeur de la Coopération Technique	DJABOUTOUBOUTOU Daouda	Planificateur	Décret n° 83-42 du 10/02/1983	
Directeur de la Programmation et de l'Aménagement du Territoire	ZOUNON Kokou	Ingénieur Statisticien	Nommé en Conseil des Ministres du 04 avril 1984	
Directeur du Plan et de la Statistique de la Province de l'Ouémé	BAGUIDI Boco	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 05 novembre 1986	

Tableau n° 30 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Loi		
82-05	20/05/1982	Portant code des investissements.
Décrets		
82-290	02/09/1982	Portant création d'un comité permanent de coordination du plan et des projets et de contrôle de leur exécution.
82-363	04/11/1982	Portant fixation des modalités de la liquidation de la Société Béninoise de Palmier à Huile, SOBEPALH.
82-367	04/11/1982	Portant fixation des modalités de la liquidation de la Société Nationale pour la Production Agricole, SONAGRI.
82-369	04/11/1982	Portant fixation des modalités de la liquidation de la Société Nationale de Commercialisation et d'Exportation du Bénin, SONACEB.
82-371	04/11/1982	Portant fixation des modalités de liquidation de la Société Nationale pour le Développement Forestier, SNAFOR.
82-373	04/11/1982	Portant fixation des modalités de la liquidation de la Société Nationale d'Irrigation et d'Aménagement Hydro-agricole, SONIAH.
83-92	21/03/1983	Portant approbation des Statuts de l'Office Béninois d'Aménagement Rural, OBAR.
83-101	28/03/1983	Portant modalités de rapatriement des Etudiants et Stagiaires Béninois en fin de formation à l'Etranger.
83-108	31/03/1983	Portant fixation des modalités de liquidation de la Société Nationale d'Armement et de Pêche, SONAPECHE.
83-122	11/04/1983	Portant approbation des Statuts de la Société des Pesticides du Bénin.
83-198	25/05/1983	Instituant la Chambre de Commerce et d'Industrie de la République Populaire du Bénin.
83-240	06/07/1983	Portant création, attributions et composition de la Commission Nationale d'Attribution des Bourses de Stages.
83-254	13/07/1983	Fixant les modalités d'application de la loi n° 82-05 du 20 mai 1982 portant code des investissements.
84-453	06/12/1984	Portant création d'un comité ad'hoc chargé de l'étude du cadre institutionnel des opérations des entreprises d'Etat.
84-457	06/12/1984	Portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère délégué auprès du Président de la République, chargé du Plan et de la Statistique.
86-308	05/08/1986	Portant création, composition et fonctionnement de la Commission Nationale d'Attribution des Bourses d'Etudes et de Stages.
Arrêtés		
01/MPS/MFE/DGM	13/01/1987	Portant création d'une commission chargée d'étudier les possibilités de création et de promotion des bureaux d'études africains dans le souci d'une utilisation efficiente des capacités nationales.

Tableau n° 31 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Signature de deux accords de financement Bénin-CEE	avril 1983	Le premier accord d'un montant de 2.300.000.000. FCFA porte sur la construction et l'équipement d'un complexe polytechnique de niveau I à Parakou. Quant au second, d'un coût de 850.000.000 FCFA, il associe simultanément les collectivités rurales, l'Etat béninois et la CEE dans l'exécution de micro-réalisations.
1 ^{er} séminaire provincial d'information et de sensibilisation sur le programme pilote spécial de travaux publics à haute intensité de main d'œuvre	27 au 29 octobre 1983	Ce séminaire s'est tenu à Porto-Novo.
Réunion des ministres africains du Plan	21 au 24 novembre 1984	Cette réunion tenue à l'hôtel Sheraton de Cotonou était nécessaire pour l'évaluation des tables rondes des bailleurs de fonds et des partenaires au développement économique et social. Dix-huit (18) pays ainsi que plusieurs représentants d'organismes internationaux tels que le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD, représenté par son directeur régional pour l'Afrique M. Pierre Claver DAMIBA, la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, CNUCED, la Commission des Nations Unies pour l'Afrique, CEA. C'est le ministre délégué auprès du Président de la République chargé du Plan et de la Statistique qui a présidé la cérémonie inaugurale de ladite conférence.
1 ^{ère} réunion inaugurale dans le cadre de la mission de programmation du 6 ^{ème} Fonds Européen de Développement, FED	07 avril 1986	Cette réunion a eu lieu entre les ministres Zul Kif SALAMI du Plan, Soulé DANKORO du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, André ATCHADE de la Santé Publique et la mission de programmation conduite par le Docteur Pieter FRISCH, Directeur général pour le développement auprès de la Commission des Communautés Européennes, CCE, dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes d'exécution de la 3 ^{ème} Convention de Lomé.
3 ^{ème} séminaire national sur le management et le développement	05 au 16 mai 1986	Au nombre des participants à ce séminaire, on pouvait compter des représentants de l'Ambassade des Etats-Unis et de l'USAID, des professeurs de certaines universités américaines, de nombreux cadres du MPS, des délégués des entreprises publiques, semi-publiques et privées.
Séminaire national de formation sur la préparation, l'évaluation, le financement et la réalisation des projets industriels	23 juin au 17 juillet 1986	Ce séminaire s'est déroulé à Cotonou.
Cérémonie d'installation du Comité mixte CEE-Bénin de suivi	25 juillet 1986	C'est le Ministère en charge du Plan qui a abrité cette cérémonie qui s'inscrit dans le cadre du 6 ^{ème} FED et par conséquent des accords de la Convention de Lomé III intervenus le 10 avril 1986.
Installation de la Commission Nationale chargée de l'élaboration du 3 ^{ème} Plan Economique et Social	12 août 1986	Cette manifestation s'est déroulée au MPS en présence des représentants des organismes d'aide au développement et des cadres venus des différents ministères.

Inauguration du Centre National de Documentation et d'Informatique, CENADI	18 août 1986	Ce centre qui est une structure du MPS a été inauguré en présence des représentants résidents du PNUD, de la Banque Mondiale, d'organismes internationaux d'aide au développement et des directeurs des différents départements ministériels. Pour le financement de son programme d'activités pour les trois premières années, ledit centre bénéficiera de la subvention du Centre de Recherche pour le Développement International, CRDI, du Canada.
Séminaire national de dissémination des enquêtes démographiques	1 ^{er} au 04 septembre 1986	Ce séminaire initié par l'INSAE s'est tenu au Bénin Sheraton Hotel et a bénéficié de la contribution du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour les Activités de Population, FNUAP. Les participants sont venus des ministères et des représentations d'organismes internationaux. L'un des principaux objectifs de ce séminaire est de mettre à la disposition des utilisateurs les principaux résultats des enquêtes nationales démographiques réalisées au Bénin entre 1979 et 1983.
Séminaire national sur le développement et la protection de l'environnement	17 au 21 novembre 1986	Ce séminaire dont le thème principal est "Concilier le développement et la protection de l'environnement" a été organisé à l'INFOSEC en collaboration avec la Fondation Friedrich NAUMANN. On pouvait y compter une quarantaine de participants spécialistes ou responsables des questions environnementales venus des différents ministères.

Tableau n° 32 : Document de politiques, stratégies et réformes nationales et sectorielles élaborés

Titre	Date de lancement	Commentaires
Elaboration du 2 ^{ème} plan d'Etat de Développement Economique et Social 1983-1987	1982	Ce 2 ^{ème} plan précise les objectifs et stratégies du précédent et rend opérationnelles les orientations du discours-programme, du 30/11/1972, prononcé par le chef de l'Etat qui définit les bases d'une nouvelle politique d'indépendance nationale.
Rapport de l'enquête budget-consommation	1986	Cette enquête d'établir les indicateurs précis sur les dépenses et la consommation des crédits alloués aux entités et organismes publics.



19 - Mohamed Ibrahim SOURADJOU

Economiste-planificateur, il est nommé Ministre du Plan et de la Statistique par Décrets n° 87-38 du 13 février 1987 et n° 88-51 du 26 février 1988. Il a été un cadre émérite dudit ministère depuis les années 60. Il a été aussi Directeur du Plan avant d'assurer la fonction de Ministre du Plan et de la Statistique. Il est né le 23 août 1940 à Porto-Novo.

Tableau n° 33 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur Général du Ministère	MOUDACHIROU Toïdi	Economiste Financier	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	Directeur Général du Ministère
Directeur Général Adjoint du Ministère	SARE Sillas	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	Directeur Général Adjoint du Ministère
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur des Affaires Financières et Administratives	TAÏROU Machioudi		Décret n° 88-41 du 23/01/1988	
Directeur des Etudes et de la Planification	ATOHOUN Antoine	Ingénieur en Gestion des Projets	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	
Directeur du Plan d'Etat	RADJI Rachidi Babatoundé	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	
Directeur Adjoint du Plan d'Etat	AHODEKON Jules	Ingénieur Planificateur	Arrêté n°40/PR/MPS/DGM/DAFA du 03/07/1987	
Directeur adjoint du Bureau Central des Projets	HAGNILO Francisque	Administrateur	Arrêté n°40/PR/MPS/DGM/DAFA du 03/07/1987	
Directeur des Bourses et Stages	HONVOH Barthélémy	Planificateur		Relevé de ses fonctions par l'arrêté n°86/PR/MPS/DGM/DAFA du 30/10/1987)
Directeur des Bourses et Stages	KOUMAKPAÏ ONIFADE Taofiki	Professeur d'Anglais	Décret n°88-41 du 23/01/1988	

Directeur de la Coordination des Aides Extérieures	KUASSI A. Blaise Valère Gutenbert	Economiste Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	
Directrice Adjointe de la Coordination des Aides Extérieures	DJAOUGA Mamata	Diplomate	Arrêté n°40/PR/MPS/DGM/DAFA du 03/07/1987	
Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Ouémé	ADJANAN Maroufou	Ingénieur Planificateur	Décret n°88-73 du 22/02/1988	
Responsables de structures sous tutelle				
Directeur Général de l'INSAE	AMOUSSOU Emmanuel	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	
Directeur du CENADI	SENOU Jean-Luc Marcellin		Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} juillet 1987	
Directeur du CENADI	WADAGNI Nestor	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 88-41 du 23/01/1988	
Directrice du Projet PAM	AGBOTON Paulette	Ministre Plénipotentiaire des Affaires Etrangères	Arrêté n° 20/PR/MPS/DGM/DAFA du 29/02/1988	

Tableau n° 34 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Décrets		
87-70	27/03/1987	Portant ratification de l'accord de crédit de Développement n° 1748/BEN signé le 9 janvier 1987 entre la République Populaire du Bénin et l'Association Internationale de Développement, AID, dans le cadre du financement du projet de redressement du secteur des entreprises publiques et semi-publiques.
88-20	20/01/1988	Portant transmission au comité permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire, pour autorisation de ratification de l'accord de prêt n° F/BN/AGR (PA) /87/17 signé le 04 décembre 1987 entre la République du Bénin et le Fonds Africain de Développement en vue du financement de la totalité des coûts en devises et d'une partie des coûts en monnaie locale du projet « Développement de la Production Animale Phase II ».
88-97	03/03/1988	Portant ratification de l'accord de prêt n° F/BN/AGR(PA)/87/17 signé le 4 décembre 1987 entre la République Populaire du Bénin et le Fonds Africain de Développement en vue du financement de la totalité des coûts en devises et d'une partie des coûts en monnaie locale du projet « Développement de la Production Animale Phase II ».
88-128	04/04/1988	Portant protection des Industries Locales.

88-242	16/06/1988	Portant ratification de l'accord de prêt n° F/BN/TL/88/18, signé le 26 février 1988 entre la République Populaire du Bénin et le Fonds Africain de Développement à Abidjan relatif au financement du Projet de Plan National de maintenance du réseau des Télécommunications.
88-243	16/06/1988	Portant ratification de l'accord de prêt n° F/BN/TR(RT)/87/16, signé le 26 février 1988 entre la République Populaire du Bénin et le Fonds Africain de Développement relatif au financement du projet de réhabilitation de la route de Porto-Novo-Pobè.
88-266	30/06/1988	Prescrivant l'organisation des recensements démographiques et agricoles.
88-296	21/07/1988	Portant transmission au comité permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire, pour autorisation de ratification, de la convention d'Etablissement signé entre la Société Complexe Textile du Bénin et la République Populaire du Bénin.
88-297	21/07/1988	Portant transmission au comité permanent de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire, pour autorisation de ratification de l'accord de crédit de développement relatif au financement du 2 ^{ème} projet de Développement rural du Borgou.
Arrêtés		
33/PR/MPS/DGM/DAFA/SGP	23/06/1987	Portant rattachement de la Direction Nationale du Projet PAM au Cabinet MPS.
86/PR/MPS/DGM/DAFA	30/10/1987	Relevant le camarade Barthélémy HONVOH de ses fonctions du Directeur des Bourses et Stages.

Tableau n° 35 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Réunion des bailleurs de fonds	17 au 18 septembre 1987	Cette réunion a été tenue à Cotonou dans le cadre du financement du projet de développement intégré de la province du Borgou Phase II.
Réunion sectorielle des bailleurs de fonds	16 au 18 novembre 1987	C'est dans le cadre du financement des projets de télécommunications au Bénin que cette rencontre a eu lieu à Cotonou.
Séminaire national sur les petites et moyennes entreprises, les Petites et Moyennes Industries et l'Emploi	25 au 29 janvier 1988	
Réunion relative au programme de coopération 1989-1993	03 au 07 avril 1988	Il s'agit de la coopération entre la République Populaire du Bénin et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, UNICEF.

20 - Simon Ifèdé OGOUMA



Ingénieur Statisticien Economiste, il est nommé Ministère du Plan et de la Statistique par Décret n° 88-315 du 29 juillet 1988. Il est l'un des cadres ayant travaillé au démarrage des activités du département en charge du Plan. Dans les années 70, il a été Directeur de la Statistique. Il est né le 21 novembre 1935 à Dassa-Tangbé.

Tableau n° 36 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur Général du Ministère	RADJI Rachidi Babatoundé	Ingénieur statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Général Adjoint du Ministère	SARE Sillas	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur des Etudes et de la Planification	HOUETON Nestor	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Adjoint des Etudes et de la Planification	AKPAKI Emmanuel	Ingénieur Planificateur	Arrêté n° 69/C- PR/MPS/ DGM/SP du 03/02/1989	
Directeur des Affaires Financières et Administratives	BATCHO Assogba Théophile	Administrateur des Finances	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur du Plan d'Etat	BAGUIDI Boco	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Adjoint du Plan d'Etat	CAPO-CHICHI Théophile	Planificateur	Arrêté n° 69/C- PR/MPS/ DGM/SP du 03/02/1989	
Directeur de la Coordination des Aides Extérieures	AGBEDE Kaddi	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Adjoint de la Coordination des Aides Extérieures	TOKPLO Pierre Claver	Administrateur des Banques	Arrêté n° 69/C- PR/MPS/ DGM/SP du 03/02/1989	
Directeur du Bureau Central des Projets	FAVI Joachim	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Adjoint du Bureau Central des Projets	ONIDJE Germain	Planificateur	Arrêté n° 69/C- PR/MPS/ DGM/SP du 03/02/1989	
Directeur des Bourses et Stages	KOUMAKPAÏ Taofiki Onifadé	Professeur d'Anglais	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	

Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Atacora	ALLOUGBIN A. Moukadamou	Administrateur	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Atlantique	ATOHOUN Antoine	Ingénieur en Gestion des Projets	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Borgou	WADAGNI Nestor	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Ouémé	ADJIKOUIN Amoussou Justin	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Mono	BABALOLA Djima Pierre	Ingénieur des Travaux Statistiques	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Provincial du Plan et de la Statistique Zou	LAOUROU Martin Hubert	Ingénieur Statisticien Démographe	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Responsables de structures sous tutelle				
Directeur Général de l'INSAE	ATTIN Sourou Joseph	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directeur Général Adjoint de l'INSAE	SONOUKON André	Ingénieur Planificateur	Arrêté n° 036/PR/MPS/DGM/DAFA du 21/04/1989	
Directeur du CENADI	CODJA Sourou	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 1 ^{er} février 1989	
Directrice Nationale du Projet PAM	GANGBO AGBOTON Paulette	Ministre Plénipotentiaire des Affaires Etrangères	Arrêté n° 81-C/PR/MPS/DGM/SP du 10/02/1989	

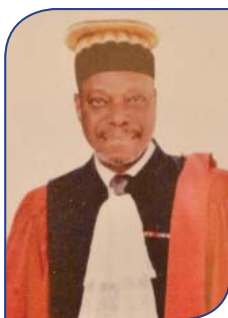
Tableau n° 37 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Arrêtés		
69/C- PR/MPS/DGM/SP	03/02/1989	Portant nomination de Directeurs Adjoins au MPS.
103/PR/MPS/DGM/DAFA	21/02/1989	Portant attributions organisation et fonctionnement du Secrétariat Administratif.
104/PR/MPS/DGM/DAFA	21/02/1989	Portant nomination du Chef du Secrétariat Administratif et du Chef du Secrétariat Administratif Adjoint du MPS.
24/PR/MPS/DGM/BCP	06/04/1989	Portant attributions, organisation et fonctionnement du Bureau Central des Projets.
25/PR/MPS/DGM/DAFA	06/04/1989	Portant nomination des chefs des services du Bureau Central des Projets.
26/PR/MPS/DGM/DAFA	06/04/1989	Portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction des Affaires Financières et Administratives.
27/PR/MPS/DGM/DAFA	06/04/1989	Portant nomination des chefs services de la Direction des Affaires Financières et Administratives.
28/PR/MPS/DGM	06/04/1989	Portant attributions et fonctionnement de la Direction des Etudes et de la Planification.

30/PR/MPS/DGM/DAFA	18/04/1989	Portant nomination des chefs des Services de la Direction du Plan d'Etat.
33/PR/MPS/DGM/DAFA	21/04/1989	Portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Coordination des Aides Extérieures.
34/PR/MPS/DGM/DAFA	21/04/1989	Portant nomination des Chefs des Services de la Direction de la Coordination des Aides Extérieures.
35/PR/MPS/DGM/DAFA	21/04/1989	Portant attributions et organisation de la Direction des Bourses et Stages.
36/PR/MPS/DGM/DAFA	21/04/1989	Portant nomination du Directeur Général Adjoint et des Directeurs Techniques à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.
37/PR/MPS/DGM/DAFA	21/04/1989	Portant nomination des chefs des services de la Direction des Etudes et de la Planification.
39/PR/MPS/DGM/DAFA	25/04/1989	Portant nomination des Chefs de service à la Direction du Centre National Automatisé de Documentation et d'Information.
49/PR/MPS/DGM/DEP	25/05/1989	Portant création d'un comité technique chargé du suivi du secteur des entreprises Publiques et semi-publiques au MPS.

Tableau n° 38 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
25 ^{ème} anniversaire du Programme Alimentaire Mondiale au Bénin	17 au 19 novembre 1988	
Réunion de concertation des bailleurs de fonds	22 au 23 mars 1989	Cette rencontre tenue à Cotonou s'inscrit dans le cadre du financement du projet de bitumage de la route Parakou-Djougou-Natitingou-Frontière Burkina faso et de la bretelle Djougou-Ouaké-Frontière TOGO.



21 - Robert S. M. DOSSOU

Avocat, il est nommé Ministre du Plan et de la Statistique par 05 août 1989 – 14 mars 1990. Président du comité préparatoire de la conférence nationale de février 1990 et Député à l'Assemblée Nationale de 1991 à 1993, il a été Ministre du Plan et de la Statistique du 05 août 1989 au 14 mars 1990. Il est né le 13 mai 1939 à Covè.

Tableau n° 39 : Acte

N°	Date de signature	Objet
Arrêtés		
2154/PR/MPS /DGM/DAFA	19/10/1989	Portant nomination de Mme CODJIA née GBAGUIDI Jeanne, Administrateur, en qualité de la Directrice par intérim du Centre National Automatisé de Documentation et d'Information, CENADI.

Tableau n° 40 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Préparation de la Conférence des Forces Vives de la Nation		Cette conférence marque un tournant important dans l'histoire politique du Bénin. Elle a eu lieu du 18 au 28 février 1990 à l'Hôtel Alédjo de Cotonou.

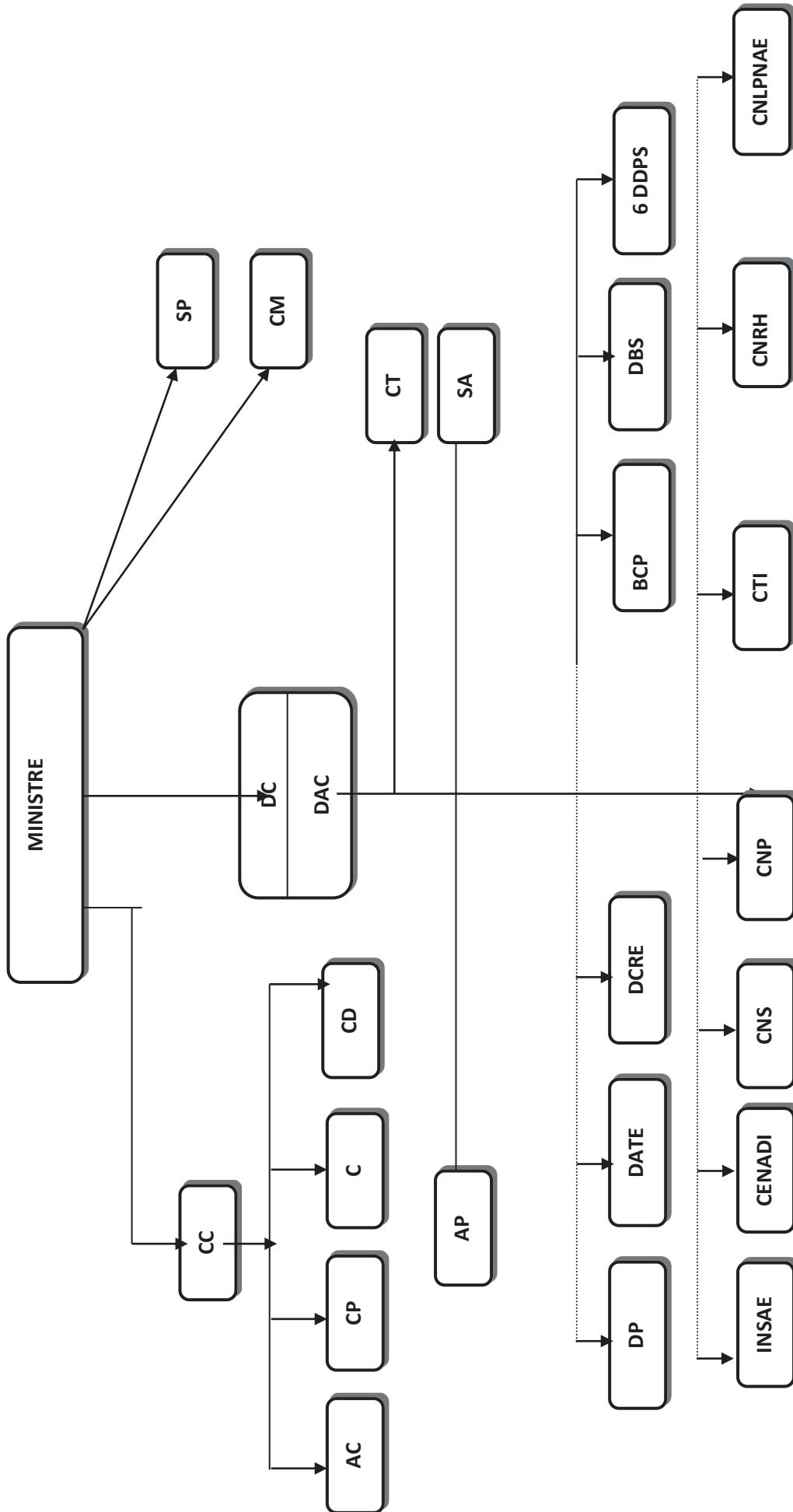
22 - Paul DOSSOU



In Administrateur du Trésor, il est nommé Ministre du Plan et de la Statistique puis Ministre du Plan, de l'Economie et des Finances par Décrets n° 90-53 du 14 mars 1990⁸ et n° 91-68 du 04 avril 1991. Il a occupé le poste de Directeur de la Recette et du Recouvrement à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (1973-1974), Directeur Général Adjoint de la Banque Béninoise pour le Développement (1974-1982), Directeur Général de la Banque Béninoise pour le Développement (1982-1984), Conseiller Technique à l'Economie auprès du Président de la République (1985-1988) avant de se voir confier le ministère en charge du plan de mars 1990 à juillet 1991. Son départ dudit ministère a coïncidé avec sa nomination le 29 juillet 1991 à la tête du Ministère des Finances qu'il dirigea jusqu'au 09 avril 1996. Il est né le 26 janvier 1943 à Djougou et décède le 05 mars 2003.

⁸ Ce décret porte composition du gouvernement de transition.

Organigramme du Ministère : Décret n° 90-177 du 31 juillet 1990



SIGLES

AC	:	Attaché de Cabinet
AP	:	Attaché de Presse
BCP	:	Bureau Central des Projets
C	:	Comptable
CC	:	Chef de Cabinet
CD	:	Contrôleur des Dépenses
CENADI	:	Centre National Automatisé de Documentation et d'Information
CM	:	Chargé de Mission
CNLPNAE	:	Commission Nationale de Lutte contre la Pollution de la Nature et l'Amélioration de l'Environnement
CNP	:	Comité National de la Planification
CNRH	:	Commission Nationale des Ressources Humaines
CNS	:	Conseil National de la Statistique
CP	:	Chef Personnel
CT	:	Conseiller Technique
CTI	:	Commission Technique des Investissements
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
DATE	:	Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
DBS	:	Direction des Bourses et Stages
DC	:	Directeur de Cabinet
DCRE	:	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDPS	:	Directions Départementales du Plan et de la Statistique
DP	:	Direction du Plan
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
SA	:	Secrétariat Administratif
SP	:	Secrétariat Particulier

Tableau n° 41 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	OROU-GUIDOU Yaya	Economiste Financier	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Directeur Adjoint de Cabinet	LEGBA Jean-Baptiste	Administrateur du Trésor	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Chef de Cabinet	KANGNI Ekoué	Administrateur des Finances	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Chargé de mission	POSSET Raphaël	Economiste Financier	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Chargé de mission	ADANLE Justin		Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Conseiller Technique à l'Economie	AHOANSOU-AMANON Nicolas	Economiste Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Conseiller Technique au Finances	CAKPO Antoine	Economiste Financier	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Conseiller Technique à la Statistique	AMOUSSOU Emmanuel	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Conseiller Technique à la Fiscalité	MONGBO Victor	Administrateur des impôts	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Conseiller Technique Juridique	AGUEMON LAWANI Sikiratou	Professeur de Droit	Nommé en Conseil des Ministres du 02 mai 1991	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur du Plan	WADAGNI Nestor	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Adjoint du Plan	HOUINSOU Tolidji Guy	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement	GOMEZ Henri	Géographe Aménagiste	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur de la Coordination des Ressources Extérieures	FAVI Joachim	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Adjoint de la Coordination des Ressources Extérieures	TOKPLO Claver Pierre	Administrateur des Banques	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Adjoint de la Coordination des Ressources Extérieures	AGBEDE Ernest	Planificateur	Décret n° 91-37 du 14 février 1991	
Directeur Adjoint au Bureau central de Recensement	HOUEDOKOHO Thomas	Ingénieur de la Statistique	Arrêté n° 04/MPS/DC/CC/CPM du 30/06/1991	
Directeur du Bureau Central des Projets	AMOUSSOU Christophe		Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Adjoint du Bureau Central des Projets	AGBEDE Kaddi	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur des Bourses et Stages	MOUFTAOU Tiamiou	Géographe Aménagiste	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	

Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Atacora	GBOVI Comlanvi André	Ingénieur Statisticien	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Atlantique	BAGUIDI Boco	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Borgou	ATCHADE BIAOU Pierre	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Mono	SONOUKON André	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Ouémé	ADJIKOUIN Justin	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Zou	ALLOUGBIN Moukadamou	Administrateur en Gestion des Projets	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Responsables de structures sous tutelle				
Directeur Général de l'INSAE	HOUSSOU Grégoire	Ingénieur Statisticien Démographe	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur Général Adjoint de l'INSAE	HOUETON Nestor	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	
Directeur du CENADI	IGUE HOUNKONNOU Marie Madeleine	Géographe Aménagiste	Nommé en Conseil des Ministres du 08 août 1990	

Tableau n° 42 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Lois		
90-02	09/05/1990	Portant code des investissements.
90-33	24/12/1990	Modifiant la loi n° 90-02 du 09 mai 1990 portant code des investissements.
Décrets		
90-177	31/07/1990	Portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Plan et de la Statistique.
91-02	04/01/1991	Fixant les modalités d'application de la loi n° 90-02 du 09 mai 1990, portant Code des Investissements modifiés par la loi n° 90-33 du 24 décembre 1990.
91-31	14/02/1991	Portant création, attributions, composition et fonctionnement du comité ad hoc interministériel chargé d'étudier la réaffectation des anciennes Fermes d'Etat au profit des sans-emplois, désireux de faire carrière dans l'Entreprise Agricole.

Tableau n° 43 : Evénements importants

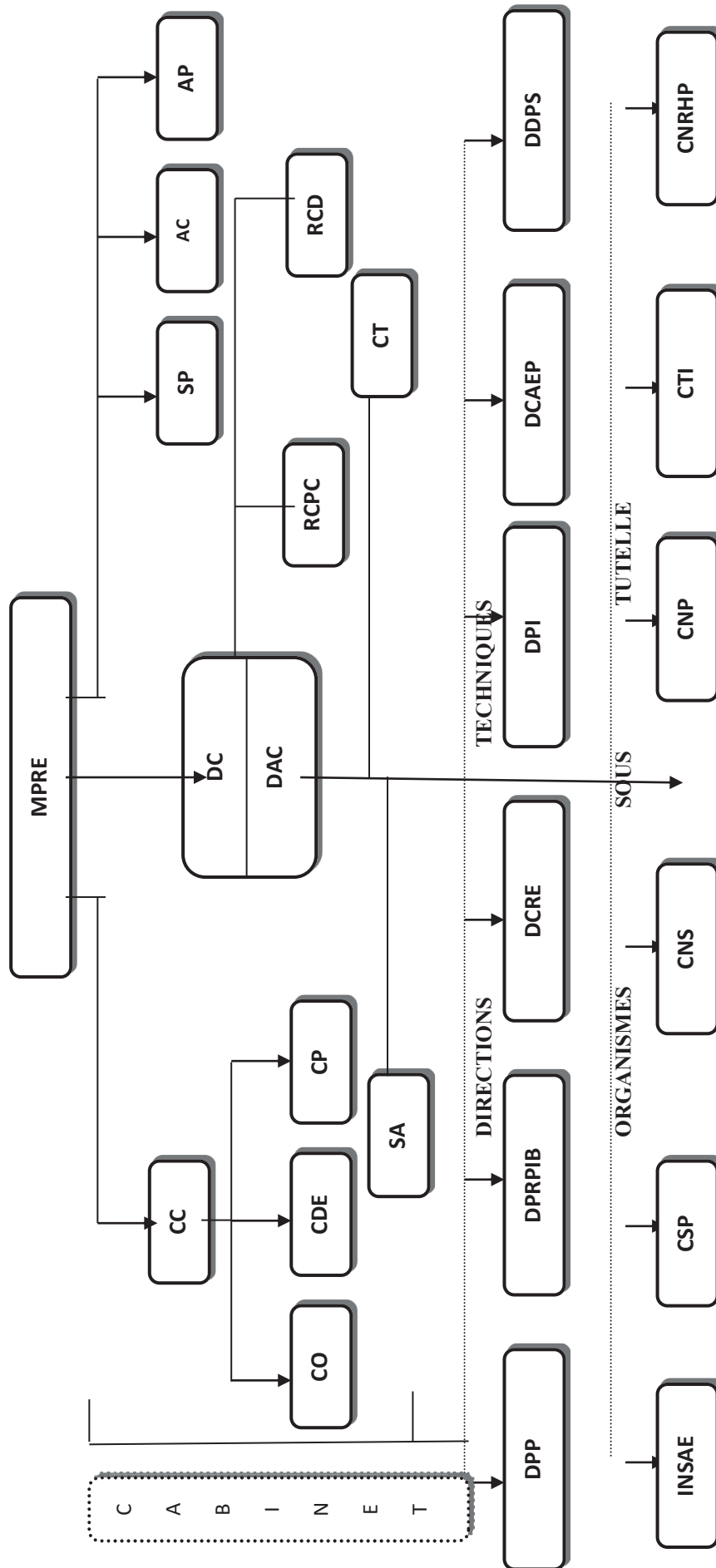
Nature de l'évènement	Date	Commentaires
1 ^{er} séminaire national sur l'intégration de la femme au processus global de développement	1 ^{er} au 05 octobre 1990	Ce séminaire s'est tenu à Cotonou.
Journées de dissémination des comptes nationaux	14 au 15 mai 1991	Ce séminaire qui s'est tenu à l'INFOSEC de Cotonou a été organisé de façon conjointe par le MPEF et le PNUD et a enregistré la participation d'une quarantaine de cadres et experts en économie.

23 - Robert TAGNON



Administrateur Civil, il est nommé Ministre du Plan et de la Restructuration Economique par Décrets n° 91-176 du 29 juillet 1991, n° 93-199 du 08 septembre 1993, n° 94-134 du 06 mai 1994, n° 95-183 du 23 juin 1995, n° 95-381 du 22 novembre 1995. La majeure partie de son parcours professionnel s'est déroulé au ministère en charge du Plan. Ainsi, il y a occupé de grandes responsabilités : entre, 1967 et 1975, Directeur des Etudes et du Plan, Secrétaire Général du Plan et Directeur Général du Plan puis Ministre du Plan et de la Restructuration Economique durant tout le mandat du Président SOGLO entre 1991 et 1996. Il est né en 1939 à Covè et décède le 17 mai 2009 à Paris.

Organigramme du Ministère : Décret n° 92-63 du 10 mars 1992



SIGLES

AC	:	Attaché de Cabinet
AP	:	Attaché de Presse
CC	:	Chef de Cabinet
CDE	:	Contrôleur des Dépenses Engagées
CNP	:	Comité National de Planification
CNRHP	:	Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	:	Conseil National de la Statistique
Co	:	Comptable
CP	:	Chef Personnel
CSP	:	Conseil Supérieur de la Planification
CT	:	Conseiller Technique
CTI	:	Commission Technique des Investissements
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
DC	:	Directeur de Cabinet
DCAEP	:	Direction du Contrôle et de l'Assistance aux Entreprises Publiques
DCRE	:	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDPS	:	Directions Départementales du Plan et de la Statistique
DPI	:	Direction de la Promotion des Investissements
DPP	:	Direction du Plan et de la Prospective
DPRPIB	:	Direction de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MPRE	:	Ministre du Plan et de la Restructuration Economique
RCD	:	Responsable du Centre de Documentation
RCPC	:	Responsable de la Cellule de Programmation et de Coordination
SA	:	Secrétariat Administratif
SP	:	Secrétariat Particulier

Tableau n° 44 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	MOUSTAPHA Aliou	Docteur Vétérinaire	Nommé en Conseil des Ministres du 13 novembre 1991	
Directeur Adjoint de Cabinet	MENSAH Richard	Economiste Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 13 novembre 1991	
Directeur Adjoint de Cabinet	AGONSANOU Marc	Géographe Spécialiste Aménagement du Territoire	Nommé en Conseil des Ministres du 16 mars 1994	
Conseiller Technique	AHANHANZO-GLELE Adrien	Ingénieur Agronome		
Conseiller Technique	KOTY Cyr			
Chef de Cabinet	MONTCHO Marcel	Economiste Financier	Nommé en Conseil des Ministres du 13 novembre 1991	
Chef de Cabinet	KOUDJO Marius	Administrateur des Finances	Nommé en Conseil des Ministres du 16 mars 1994	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur du Plan et de la Prospective	AHODEKON Jules	Ingénieur Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base	ATCHADE BIAOU Pierre	Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur de la Coordination des Ressources Extérieures	TOHON René	Administrateur du Trésor	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur de la Promotion des Investissements	AGBEDE Kaddi	Ingénieur Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur du Contrôle et de l'Assainissement aux Entreprises Publiques	MALIKI RAIMI Abdou Ramani		Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Atacora	d'OLIVEIRA Antoine	Ingénieur Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Atacora	OUENRADO D. Ganni	Technicien Supérieur de la Planification	Arrêté n° 19/MPRE/DC/CC du 20/12/1995	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Atlantique	AGBEDE Ernest	Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	

Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Atlantique	IGUE Marie-Madeleine HOUNKONNOU	Géographe Aménagiste	Nommé en Conseil des Ministres du 16 mars 1994	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Borgou	HOUINSOU Guy	Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique Mono	FALOLOU Désiré	Planificateur	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique de l'Ouémé	NEGUI Donatien	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique du Zou	GBOVI André	Ingénieur Statisticien	Décret n° 92-247 du 28/08/1992	
Directeur Départemental du Plan et de la Statistique du Zou	ACLEHINTO Frédéric	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 16 mars 1994	
Responsables de structures sous tutelle				
Directeur de l'INSAE	VODOUNHESSI Gabriel	Ingénieur Statisticien		
Directeur Général de l'INSAE	HOUETON Nestor	Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 16 mars 1994	
Directeur Général Adjoint de l'INSAE	BANKOLE Maurice	Ingénieur Statisticien Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 16 mars 1994	

Tableau n° 45 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Lois		
92-23	06/08/1992	Portant détermination des principes fondamentaux des dénationalisations et des transferts de propriété d'entreprise du secteur public au secteur privé.
93-15	28/09/1993	Portant autorisation de ratification de la convention de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements.
94-24	16/12/1994	Portant autorisation de ratification de l'accord de crédit de Développement n° 255 /BEN signé le 06 mai 1994 entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement du Projet d'Appui à la Gestion Economique, PAGE.
Ordonnance		
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.

96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
96-01	31/01/1996	Portant autorisation de ratification de l'Accord de crédit n° 2727 BEN relatif au troisième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 8 juin 1995.
Arrêtés		
02/MPRE/ DC/DP	12/02/1992	Portant nomination du Directeur du Projet de Pré-investissement ; et du Comptable du Projet de Pré-Investissement, PPI, et du Projet d'Appui à la Gestion Economique, PAGE.
03/MPRE/ MIPME /DC/ SP	26/02/1992	Portant nomination du liquidateur de la Société Nationale de Boissons « La Béninoise ».
09/MPRE/ DC/CC/DP	14/05/1992	Portant nomination des membres de la Cellule Technique de la Dimension Sociale du Développement.
09/MPRE/ DC/CP	16/06/1993	Portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité de Direction du Ministère.

12/MPRE/ DC/CC/CP	27/07/1993	Portant nomination de chefs services au niveau du Cabinet du MPRE.
42/MF/ MPRE/DC/ CAA /DPP/ SP	21/03/1994	Portant création, attributions composition et Fonctionnement du comité de coordination des activités de la Cellule d'Exécution du projet d'Appui Institutionnel au Ministère des Finances, du Plan et de la Restructuration Economique.
04/MPRE/ DC/CC/ CPDP	22/03/1994	Portant nomination des chefs de la Cellule Technique de la Dimension Sociale de Développement.
11/MPRE/ DC/CC/CP	07/07/1994	Portant nomination du Directeur National des Projets PAM.
12/MPRE/ DC/CC/CP	07/07/1994	Portant nomination du Directeur du Centre de Recherche et de Formation en Statistique de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.
13/MPRE/ DC/CC/CP	07/07/1994	Portant création d'une commission d'enquête chargée de vérifier la gestion des vivres P.A.M. dans le Département de l'Ouémé
19/MPRE/ DC/CC/CP	02/11/1994	Portant nomination du Comptable du Projet Banque Mondiale d'Assistance aux Entreprises Publiques, PAE.
20/MPRE/ DC/CC/CP	11/11/1994	Portant nomination du Responsable du Centre de Documentation du MPRE.
03/MPRE/ DC/DPRPIB/ SPR	07/03/1995	Portant nomination des membres du Conseil d'Administration du Centre Béninois pour le Développement Durable, CBDD.
05/MPRE/ DC	31/03/1995	Portant nomination du Chef du Service du Plan, de l'Aménagement du territoire et de la Promotion des Initiatives de Base à la Direction Départementale du Plan et de la Statistique de l'Atlantique.
08/MPRE/ DC/CC	14/04/1995	Portant nomination du Directeur National des Projets PAM.
12/MPRE/ MF/MIPME/ MDR /DC/PAE	25/10/1995	Portant création du comité de pilotage des programmes de transfert de la gestion des palmeraies aux coopératives d'aménagement rural et de la restructuration de la filière industrielle du Palmier à l'huile
13/MPRE/ DC/CC	31/10/1995	Portant nomination du Directeur du Projet de Pré-Investissement, PPI, coordonnateur du Projet d'Appui à la Gestion Economique, PAGE et de l'assistant du Directeur du Projet de Pré-Investissement, PPI, coordonnateur du Projet d'Appui à la Gestion Economique, PAGE.
20/MPRE/ DC/CC	26/01/1996	Portant nomination du Directeur du Projet « Amélioration des conditions de Vie des Populations de la Sous-Préfecture des Aguégusés ».

Tableau n° 46 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Travaux préparatoires du 2 ^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation, RGPH2	1991	
Signature d'un accord financier entre le Bénin et la CEE	17 décembre 1991	Il s'agit d'une aide d'un montant de 24 millions d'ECU soit environ 8,5 milliards de F CFA au titre du 2 ^{ème} Programme d'Ajustement Structurel. Le document a été signé par le Ministre Robert TAGNON et le Délégué Michel PERETTI de la Commission des Communautés Européennes.
Visite des réalisations sociales dans le Zou par le Ministre	mars 1993	Cette visite a été effectuée en compagnie des responsables du PAM, de la FAO et du PNUD.

Tournée conjointe du MPRE et du MTPT à Adjohoun et Bohicon	avril 1993	Cette visite s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de la principale voie reliant les départements de l'Ouémé et du Zou.
Séminaire national sur le thème « Dimension Sociale du Développement »	26 au 27 août 1993	Organisé conjointement par le MPRE et la coopération allemande GTZ à l'Institut National de Formation Sociale, Economique et Civique de Cotonou, INFOSEC, ce séminaire vise à amener les participants à réfléchir sur la lutte contre la pauvreté.
Lancement du « programme de réinstallation des déflatés des entreprises publiques »	28 octobre 1993	Ce programme a été initié sous l'égide du MPRE et financé par le Projet d'Assistance aux Entreprises, PAE.
Tenue à Cotonou de la 6 ^{ème} négociation intergouvernementale bénino-allemande	15 au 17 juin 1994	
Tenue à Cotonou de la 2 ^{ème} négociation annuelle bénino-danoise	29 octobre au 1 ^{er} novembre 1994	
Table ronde sur le secteur de la santé	12 et 13 janvier 1995	Cette réunion tenue à Cotonou a enregistré la participation des principaux bailleurs de fonds du secteur de la santé, des représentants de la société civile et des membres du gouvernement. Au terme des travaux les principales conclusions retenues sont relatives à la décentralisation, à la gestion des zones sanitaires, à la collaboration avec le secteur privé, à la gestion des ressources humaines et à la politique pharmaceutique.
Séminaire Départemental sur « la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté »	17 au 21 juillet 1995	C'est l'Ecole Normale Intégrée, ENI, de Parakou qui a abrité les travaux.



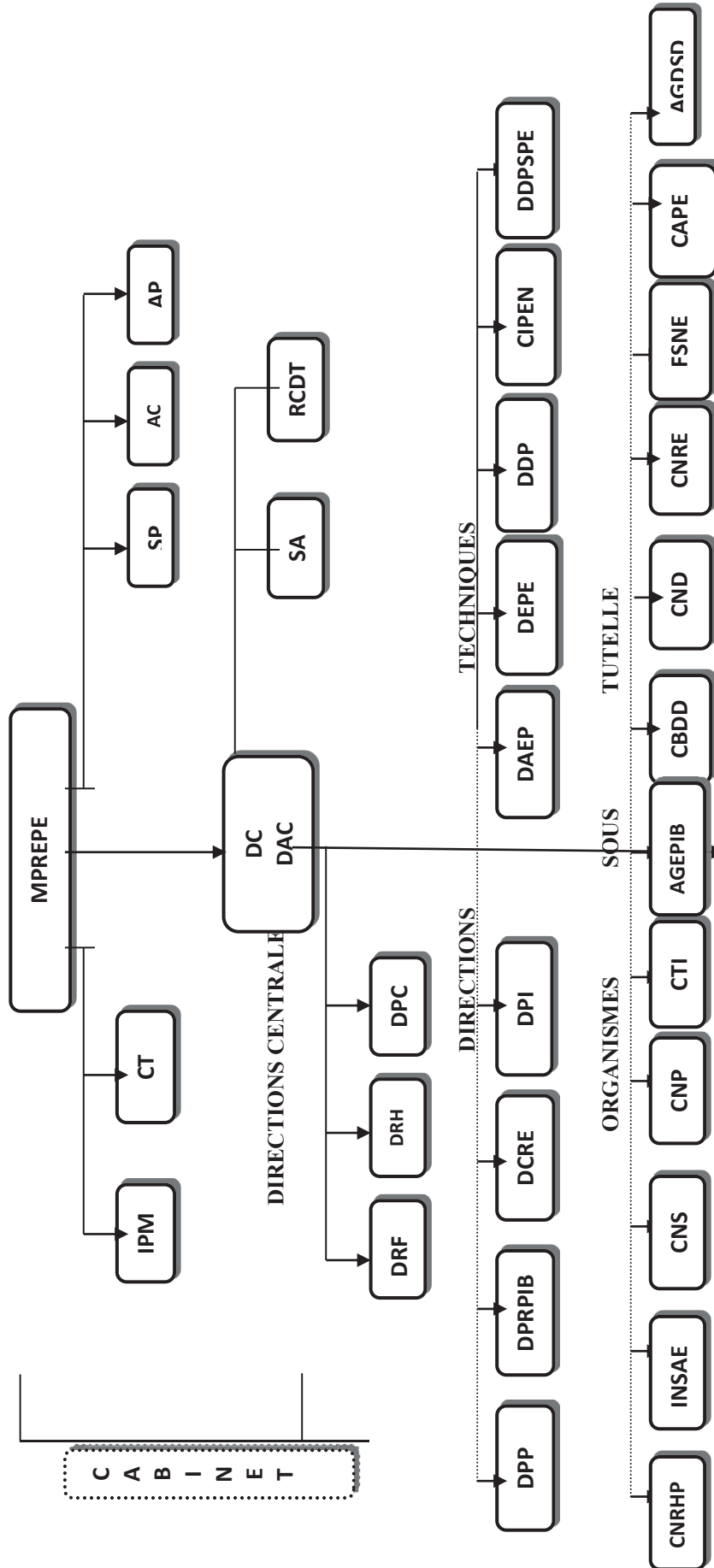
24 - Albert TEVOEDJRE

Professeur d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire français et Docteur ès sciences économiques, il est nommé Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi par Décrets n° 96-128 du 09 avril 1996, n° 98-220 du 15 mai 1998, n° 98-280 du 12 juillet 1998. En 1965, il entre comme expert en planification de la main-d'œuvre, au Bureau International du Travail, BIT, où il est nommé le 1er mars 1966, Coordonnateur Régional pour l'Afrique à Addis-Abeba avant d'être promu Sous-Directeur Général le 1er janvier 1969 puis Directeur Général Adjoint en 1974. Il a été professeur de sciences politiques à l'Université «Paris-Sorbonne» et au Northwestern University Evanston, Illinois, USA puis professeur en Mission à l'Université Nationale de Côte d'Ivoire à Abidjan. Monsieur Albert TEVOEDJRE a été l'initiateur de plusieurs programmes durant son mandat à la tête du Ministère. Il a inventé le concept de Minimum Social Commun qu'il définit comme l'ensemble des biens et services nécessaires à une communauté de personnes, en vue d'assumer son existence et participer pleinement au développement socio-économique. Le Minimum Social Commun comprend 5 composantes : la sécurité alimentaire, l'éducation vue comme un moyen de transmission et d'acquisition du savoir, l'accès aux services et soins de santé primaires, le développement de la capacité de générer des richesses, le désenclavement. En réalité, ce programme s'apparente fort aux programmes de lutte contre la pauvreté. On pouvait en effet lire sur le dépliant réalisé sur le MSC, «En créant des richesses, luttons contre la pauvreté».

M. TEVOEDJRE s'est également penché sur un autre problème, la question de l'emploi. Il a la ferme conviction qu'on peut générer 20.000 emplois par an. A ce titre, il a initié un programme d'enseignement de la langue française dans les pays voisins comme le Nigeria. Ce programme a démarré effectivement en 1996 et de jeunes diplômés sont allés en Mission d'enseignement au Nigeria pendant un certain nombre d'années. L'idée était de saisir l'opportunité de cette demande qui se faisait sentir dans ces pays qui ont un besoin du Français pour communiquer avec leurs voisins francophones.

Il est né le 10 novembre 1929 à Porto-Novo et y décède le 06 novembre 2019.

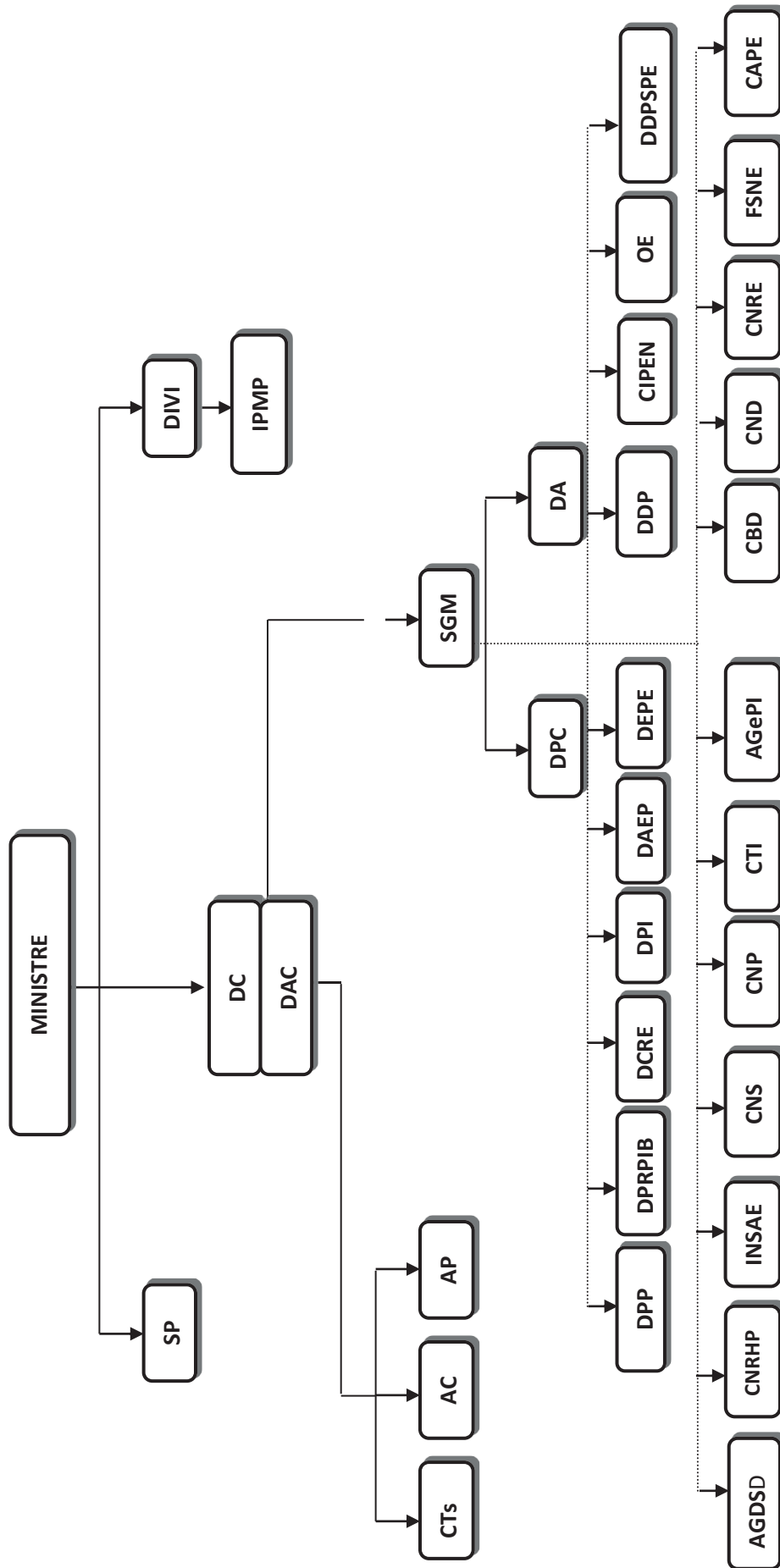
Organigrammes du Ministère : Décret n° 96-241 du 21 juin 1996



SIGLES

AC	:	Attaché de Cabinet
AGDSD	:	Agence de Gestion de la Dimension Sociale du Développement
AGePIB	:	Agence de Promotion des Initiatives de Base
AP	:	Attaché de Presse
CAPE	:	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques
CBDD	:	Centre Béninois pour le Développement Durable
CIPEN	:	Coordination des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux
CND	:	Commission Nationale de Dénationalisation
CNP	:	Conseil National de la Planification
CNRE	:	Commission Nationale de Restructuration Economique
CNRHP	:	Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	:	Conseil National de la Statistique
CT	:	Conseillers Techniques
CTI	:	Commission Technique des Investissements
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
DAEP	:	Direction de l'Assistance aux Entreprises Publiques
DC	:	Directeur de Cabinet
DCRE	:	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDP	:	Direction du Développement Professionnel
DDPSPE	:	Directions Départementales du Plan, de la Statistique et de la Promotion de l'Emploi
DEPE	:	Direction des Etudes et des Politiques de l'Emploi
DPC	:	Directeur de la Programmation et de la Coordination
DPI	:	Direction de la Promotion des Investissements
DPP	:	Direction du Plan et de la Prospective
DPRPIB	:	Direction de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base
DRF	:	Directeur des Ressources Financières
DRH	:	Directeur des Ressources Humaines
FSNE	:	Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
IPMP	:	Inspecteur des Projets et Micro-Projets
MPREPE	:	Ministre du Plan et de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi
RCDT	:	Responsable du Centre de Documentation Technique
SA	:	Secrétariat Administratif
SP	:	Secrétariat Particulier

Décret n° 97-106 du 07 avril 1997



SIGLES

AC	:	Attaché de Cabinet
AGDSD	:	Agence de Gestion de la Dimension Sociale du Développement
AGePIB	:	Agence de Promotion des Initiatives de Base
AP	:	Attaché de Presse
CAPE	:	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques
CBDD	:	Centre Béninois pour le Développement Durable
CIPEN	:	Coordination des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux
CND	:	Commission Nationale de Dénationalisation
CNP	:	Conseil National de la Planification
CNRE	:	Commission Nationale de Restructuration Economique
CNRHP	:	Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	:	Conseil National de la Statistique
CTI	:	Commission Technique des Investissements
CTs	:	Conseillers Techniques
DA	:	Directeur de l'Administration
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
DAEP	:	Direction de l'Assistance aux Entreprises Publiques
DC	:	Directeur de Cabinet
DCRE	:	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDP	:	Direction du Développement Professionnel
DDPSPE	:	Directions Départementales du Plan, de la Statistique et de la Promotion de l'Emploi
DEPE	:	Direction des Etudes et des Politiques de l'Emploi
DIVI	:	Direction de l'Inspection et de la Vérification Interne
DPC	:	Directeur de la Programmation et de la Coordination
DPI	:	Direction de la Promotion des Investissements
DPP	:	Direction du Plan et de la Prospective
DPRPIB	:	Direction de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base
FSNE	:	Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
IPMP	:	Inspecteur des Projets et Micro-Projets
OE	:	Observatoire de l'Emploi
SGM	:	Secrétaire Général du Ministère
SP	:	Secrétariat Particulier

Tableau n° 47 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directrice de Cabinet	ZANO WOUETOHOSSOU Célestine	Géographe	Nommé en Conseil des Ministres du 24 avril 1996	Jusqu'au Conseil des Ministres du 17 décembre 1997 qui l'a nommé Directrice de Cabinet du Président de la République.
Directrice de Cabinet	KANDISSOUNON SEIGNON Céline	Docteur en Médecine	Nommé en Conseil du 17 décembre 1997	
Directeur Adjoint de Cabinet	AGONSANOU Marc	Géographe spécialiste Aménagement du Territoire	Nommé en Conseil des Ministres du 24 avril 1996	
Directeur Adjoint de Cabinet	GAYE Julien Kossi Guingnido	Docteur en Démographie	Nommé en Conseil du 17 décembre 1997	
Directrice Adjointe de Cabinet	DJAUGA Mamata	Diplomate		
Conseiller Technique	EZIN Jean Pierre	Professeur de Mathématiques	Nommé en Conseil des Ministres du 24 avril 1996	
Directeur de l'Inspection et de la Vérification Interne	TIAMIOU Mouftaou	Chercheur	Nommé en Conseil des Ministres du 03 décembre 1998	
Chef Cabinet	AHONLONSOU Jésus-tin Alfred		Nommé en Conseil des Ministres du 24 avril 1996	
Secrétaire Particulière	AKUESON Ginette Ida		Arrêté n° 09/MPREPRE/DC/SG/SA du 12/05/1999	
Coordonnateur de la COD	DOSSOU-SOIGNON Victorin	Planificateur du Développement		
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Secrétaire Général du Ministère	AGONSANOU Marc	Géographe spécialiste Aménagement du Territoire		
Chef de la Cellule de Programmation et de Coordination	COVI ELISHA Martine	Planificateur Spécialiste des Ressources Humaines	Arrêté n°32/MPREPE/DC/SP du 27/06/1996	

Directeur de la Programmation et de la Coordination	ATOHOUN Antoine	Ingénieur en Gestion des Projets	Décision n° 36/MPREPE/DC/SG/SA du 18/11/1998	Par intérim précédemment Directeur de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base
Directeur de la Programmation et de la Coordination	ATOHOUN Antoine	Ingénieur en Gestion des Projets	Nommé en Conseil des Ministres du 03 décembre 1998	
Directeur Adjoint du Plan et de la Prospective	TOUNGOUH Zourkarneyi	Administrateur Civil	Arrêté n° 31/MPREPE/DC/SP 27/06/1996	
Directeur des Etudes et des Politiques	DOVONON Valentin K.		Décret n° 96-244 du 21/06/1996	
Directrice de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base	COVI ELISHA Martine	Planificateur Spécialiste des Ressources Humaines	Décision n° 36/MPREPE/DC/SG/SA du 18/11/1998	Par intérim Précédemment Directrice de la Programmation et de la Coordination
Directrice de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base	COVI ELISHA Martine	Planificateur Spécialiste des Ressources Humaines	Nommé en Conseil des Ministres du 03 décembre 1998	
Directeur Adjoint de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base	GBAGUIDI Ludolphe Achille	Géographe Aménagiste	Arrêté n° 31/MPREPE/DC/SP 27/06/1996	
Directeur Adjoint de la Coordination des Ressources Extérieures	LAOUROU Rigobert	Administrateur des Finances	Arrêté n° 31/MPREPE/DC/SP 27/06/1996	
Directeur Adjoint de la Promotion des Investissements	HEDIBLE ADOUCONOU Frédéric		Arrêté n° 31/MPREPE/DC/SP 27/06/1996	
Directeur Adjoint de l'Assistance aux Entreprises Publiques	ADOUHOUEKONOU Kouassi Mathieu		Arrêté n° 31/MPREPE/DC/SP 27/06/1996	
Directeur du Développement Professionnel	HAÏKOU Auguste Stéphane	Enseignant	Conseil des Ministres du 29 mai 1996	Cumulativement avec ses fonctions
Directeur Adjoint du Développement Professionnel	AGBLA Jonas	Ingénieur des Travaux Publics	Arrêté n° 23/MPREPE/DC/SA du 21/10/97	

Coordonatrice National des Initiatives et Projets d'Emploi Nouveaux	ADEKAMBI DOMINGO Edwige	Docteur en Médecine	Nommé en Conseil des Ministres du 29 mai 1996	
Coordonnateur National Adjoint des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux	DEGBEGNI Nounagnon Gabriel	Ingénieur des Services Techniques des Travaux Publics	Arrêté n° 16/MPREPE/DC/SG/SA du 11/05/1998	
Responsable de l'Observatoire de l'Emploi	MARIANO SOGLO Eléonore	Administrateur du Travail	Arrêté n° 05/MPREPE/DC/SA du 28/02/1997	
Responsables de structures sous tutelle				
Directeur Général de l'INSAE	BANKOLE Maurice Dossou	Ingénieur Statisticien Economiste	1996	
Directeur Général du CPI	DOVONOU Roger	Ingénieur Agronome	Décret n°99-51 du 12/02/1999	
Directeur Exécutif du CBDD	BIAOU Gauthier	Ingénieur Agro-économiste	Décret n° 97-164 du 07/04/1997	
Directeur du FSNE	AGBOGBE Angélo Rémi			Il a été suspendu par l'arrêté n° 32/MPREPE/DC/SG/DA/CP du 16/10/1998
Directeur du FSNE	ADJAMAÏ Alphonse- Luc	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 03 décembre 1998	
Directeur de la CAPE	AGBODJAN Prince Joseph	Enseignant		

Tableau n° 48 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Lois		
96-19	14/08/1996	portant programme d'investissements publics remanié pour l'année 1996.
96-20	14/08/1996	portant autorisation de ratification de la Résolution n° 425 du 27 avril 1988 du Conseil des Gouverneurs de la Banque Mondiale, Relative à l'augmentation générale du Capital de la Banque Mondiale, Relative à l'augmentation générale du Capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (AGC 1988).
Décrets		
96-241	21/06/1996	portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi.

96-346	23/08/1996	Portant ratification de la Résolution n° 425 du 27 avril 1988 du Conseil des Gouverneurs de la Banque Mondiale, relative à l'augmentation générale du Capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (AGC 1988).
96-348	23/08/1996	Portant ratification de l'Accord de crédit relatif au PAS III signé le 25 juin 1996 entre la République du Bénin et le Fonds de coopération Economique d'Outre-Mer du Japon.
96-502	06/11/1996	portant convocation de la Conférence Economique Nationale.
96-506	06/11/1996	portant création, attributions et composition des organes chargés de la mise en œuvre du programme de la Dimension Sociale du Développement.
97-166	07/04/1997	portant attributions, organisation et fonctionnement du MPREPE.
97-168	07/04/1997	portant approbation des statuts de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique, INSAE.
97-178	21/04/1997	portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de Promotion de l'Emploi.
97-192	24/04/1997	portant création, organisation et fonctionnement des organes de suivi du programme d'insertion des sans-emploi dans l'agriculture.
97-357	21/07/1997	portant ratification du traité portant création d'un observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne, AFRISTAT, signé le 21 septembre 1993 à Abidjan.
97-393	13/08/1997	portant nomination des membres du comité national du suivi de l'application des recommandations de la conférence économique nationale.
98-298	20/07/1998	portant création du Centre de Promotion des investissements
98-453	08/10/1998	fixant les modalités d'application de la loi n° 90-002 du 9 mai 1990, portant code des investissements modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990.
99-225	04/05/1999	portant création du comité national préparatoire de la 4 ^{ème} Conférence Internationale des démocraties émergentes.
99-238	11/05/1999	portant dissolution et liquidation de la Société Sucrière de Savè.
99-249	18/05/1999	portant reconnaissance d'utilité publique de l'Agence pour la promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises, PAPME.
99-250	18/05/1999	du 18 mai 1999, portant reconnaissance d'utilité publique de l'Association pour la Promotion de l'Appui au Développement des Micro Entreprises, PADME.
Arrêtés		
30/MPREPE/DC	05/06/1996	portant nomination du Directeur National des Projets du Programme Alimentaire Mondial au Bénin.
31/MPREPE/ MSPSCF/DC/SA	07/06/1996	portant complément de l'arrêté interministériel n° 22/MPRE/MS/DC/SA du 11 mars 1996, portant Création Attributions Organisation et Fonctionnement du Comité de Suivi des Conclusions de la Table Ronde du Secteur Santé.
33/MPREPE/DC/ SP	27/06/1996	portant création et nomination d'un Corps d'Inspecteurs de Projets.
34/MPREPE/DC/ SP	28/06/1996	portant nomination du Coordonnateur National du Projet d'Appui à la Gestion Economique, PAGE.
35/MPREPE/DC/ SP	28/06/1996	portant nomination du Chef du Centre de Documentation Technique du MPREPE.

36/MPREPE/ MIPME/MDR/ MF/DC/PAE	05/08/1996	portant création, attributions et fonctionnement de la Cellule d'Appui Technique, CAT, pour la réhabilitation des palmeraies.
38/MPREPE/DC	30/08/1996	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Nationale des Projets PAM, Programme Alimentaire Mondial.
39/MPREPE/DC	03/09/1996	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction du Plan et de la Prospective.
40/MPREPE/DC	03/09/1996	portant attributions, organisation et fonctionnement des Directions Départementales du Plan, de la Statistique et de la Promotion de l'Emploi.
41/MPREPE/DC	03/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Direction de la Promotion des Investissements.
42/MPREPE/DC	03/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Direction de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base.
43/MPREPE/DC	05/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Direction de l'Assistance aux Entreprises Publiques.
44/MPREPE/DC	05/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Coordination Nationale des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux.
45/MPREPE/DC	05/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Direction de la Programmation et de la Coordination du MPREPE.
46/MPREPE/DC	05/09/1996	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Coordination des Ressources Extérieures.
47/MPREPE/DC	05/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Direction du Développement Professionnel.
48/MPREPE/DC	05/09/1996	portant attributions organisation et fonctionnement de la Direction des Etudes et des Politiques de l'Emploi (DEPE).
50/MPREPE/DC/ CIPEN	17/09/1996	portant nomination des Coordonnateurs Départementaux des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux.
52/MPREPE/DC/ SP	29/10/1996	portant création au MPREPE d'une Cellule Technique d'Assistance auprès du Directeur de Cabinet et portant nomination du Chef de cette cellule.
57/MPREPE/DC /SP	14/11/1996	portant nomination des membres du Conseil d'Administration du Centre Béninois pour le Développement Durable.
58/MPREPE/DC/ SA	24/12/1996	portant création et composition de la Commission Nationale de Supervision et des Commissions Départementales d'organisation des opérations de recrutement des stagiaires enseignants.
06/MPREPE/DC/ SA	21/03/1997	portant nomination des Coordonnateurs de Programmes du Centre Béninois pour le Développement Durable.
15/MPREPE/DC/ SA	07/08/1997	portant création, organisation et fonctionnement du Jury National de gestion des Bourses de Spécialisation.
17/MPREPE/DC /SA	26/08/1997	portant nomination du Responsable du Centre de Documentation et de l'Informatique du MPREPE.
18/MPREPE/DC/ CC/CP	04/09/1997	portant nomination du Chef du Service d'Appui aux Promoteurs de Projets à la Direction de la Promotion des Investissements.
21/MPREPE/DC/ DNPP	10/10/1997	portant nomination des membres et modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration et du Comité Scientifique de la Cellule d'Analyse de Politique Economique.

22/MPREPE/DC/ CNPE	20/10/1997	portant nomination des membres de la Commission Nationale de Promotion de l'Emploi.
25/MPREPE/DC/ CIPEN	27/10/1997	portant création, fonctionnement et composition du Conseil en Communication Sociale pour la Promotion de l'Emploi.
09/MPREPE/DC/ SG/SA	09/04/1998	portant création d'une Cellule de Suivi et de Finalisation des Opérations de Dénationalisation et du Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques.
11/MPREPE/DC/ SG/CNPE	27/04/1998	portant nomination des membres du Comité de Crédit du Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi.
12 MPREPE /DC/ SG /SA	30/04/1998	portant nomination du Directeur du Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi, en qualité de Coordinateur National du Projet d'Analyse et de Programmation Nationales de la Coopération Technique, NaTCAP.
14/MPREPE/DC/ SG/SA	07/05/1998	portant nomination des membres de la Cellule d'Exécution du Projet « Promotion des Activités Economiques des Femmes dans le Développement de l'Ouémé».
17/MPREPE/DC/ SG/SA	26/05/1998	portant création du Comité de Suivi des Projets du MPREPE.
22/MPREPE/DC/ SG/SA	24/06/1998	portant nomination du Coordinateur National et du chargé des Opérations Techniques du Projet de Construction/Réhabilitation des DDPSPE.
26/MPREPE/DC/ SG/DA/CP	13/08/1998	portant nomination du Chef Service Plan et de la Promotion des Initiatives de Base à la DDPSPE-Atlantique.
28/MPREPE/DC/ SG/SA	26/08/1998	portant nomination du Représentant du Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme au sein du Conseil d'Administration du Centre Béninois pour le Développement Durable.
30/MPREPE/DC/ SG/SA	05/10/1998	portant nomination du Coordinateur du Projet de Pavage et Assainissement de la Cour Intérieur du MPREPE.
31/MPREPE/DC/ SG/SA	16/10/1998	portant création et nomination des membres du Comité National d'Organisation de la 23 ^{ème} Réunion du Conseil des Gouverneurs de la Banque Islamique de Développement.
34/PRE/MDR/DC/ SG/CSFOD	05/11/1998	portant création du Comité Interministériel chargé du suivi des études de valorisation et de la définition des modalités d'ouverture du capital de la Société Nationale pour la Promotion Agricole, SONAPRA, ci-après dénommé le Comité de Suivi.
35/MPREPE/ MDR/DC/SG/ CSFOD	05/11/1998	portant création du Comité de suivi du développement des Coopératives d'Aménagement Rural, CAR, après la réalisation des programmes de transfert de la gestion des palmeraies aux dites coopératives.
37/MPREPE/ DC/S/SA	20/11/1998	portant prorogation du mandat de la Cellule d'Exécution, de Suivi et de Finalisation des Opérations de Dénationalisation et du Système d'Information de Gestion des Entreprises Publiques.
01/MPREPE/DC/ SG /DA/CP	11/01/1999	portant nomination des chefs services à la DDPSPE/OUEME.
02 MPREPE /DC / SG /DNPP	01/02/1999	portant nomination des membres de la Commission Nationale de Réflexion Prospective et Modalités de fonctionnement de ladite Commission.
05/MPREPE /DC / SG /SA	21/04/1999	portant création du Comité de Suivi des Projets du MPREPE inscrits au Programme d'Investissement Publics, PIP.

06/MPREPE/DC/ SG/DA	28/04/1999	portant nomination des Inspecteurs de projets et micro-projets à la Direction de l'Inspection et de la Vérification Interne du MPREPE.
07/MPREPE/DC/ SG/SA	30/04/1999	portant nomination du Coordinateur du projet « Création du Système d'Archivage des Dossiers Techniques et Fonds Documentaires d'Etudes » du MPREPE.
08/MPREPE/DC/ SG/SA	30/04/1999	portant création de la Commission Nationale de Suivi des conclusions de la quatrième revue de performance des projets financés par la Banque Mondiale au Bénin.
10/MPREPE/DC/ SG/DCRE/SAM/ DNU	17/05/1999	portant attributions, organisation, composition et fonctionnement du Comité National d'orientation et de Pilotage du Programme, CNOPP, du Programme de Renforcement des Capacités Institutionnelles et de Gestion, PRCIG.
11/MPREPE/ MAEC/DC/SG/ DCRE /DOI	21/05/1999	portant nomination du Chef Cellule de Suivi des projets à Exécution Nationale.
15/MPREPE/DC/ SG/SA	07/06/1999	portant autorisation du Coordonnateur National Adjoint des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux à assumer les fonctions de Coordinateur des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux.
17/MPREPE/DC/ SG/CNPE	18/06/1999	portant nomination des membres du Comité de crédit du Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi.
Décisions		
13/MPREPE/DC/ SA	14/07/1997	portant mise sur pied d'un comité d'organisation du Colloque International sur le Minimum Social Commun.
01/MPREPE/DG- INSAE	29/08/1997	portant nomination de Directeurs, Directeur par intérim et Directeur Adjoint, dans les Directions Techniques de l'INSAE.

Tableau n° 49 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Séminaire sous-régional sur le marché de l'emploi	22 avril 1996	Le séminaire a été ouvert par le Ministre.
Conférence économique nationale	09 au 14 décembre 1996	Ce débat national était nécessaire pour faire le point de la situation économique et poser correctement les problèmes majeurs autour d'une thématique centrale : "Le développement économique et social et son corollaire, la réduction de la pauvreté et l'évolution de la pauvreté et l'évolution ascendante de la prospérité, au bénéfice de tous les Béninois." Sous la présidence du Ministre du Plan, un comité ministériel a été chargé de préparer les assises. Le présidium de la conférence était constitué de Feu Théophile BEHANZIN PAOLETTI, Président, de Rafiou TOUKOUROU, 2 ^{ème} Vice-Président et de Célestine ZANOU-WETOHOSSOU, Secrétaire Général.
Table ronde sur le secteur de l'éducation	12 et 13 mai 1997	Cette rencontre tenue à Cotonou a été organisée par le MPREPE. Les nouvelles contributions extérieures annoncées à l'issue des travaux au développement du secteur de l'éducation au Bénin pour les cinq (5) années suivantes s'élèvent à 56,5 milliards de francs CFA.
Colloque international sur le « Minimum Social Commun et le développement au quotidien »	04 au 06 août 1997	Ce colloque a été organisé par le gouvernement béninois pour mieux cerner les contours du concept « Minimum Social Commun » et mettre en place une stratégie. Les femmes étaient représentées et tous les six préfets ont participé effectivement aux travaux. Les partenaires à savoir le Système des Nations Unies, la BOAD et la BID se sont engagés à soutenir les projets MSC.

Cérémonie de délocalisation de la Commission Nationale pour l'Intégration de la Femme au Développement, CNIFD, du MPREPE pour le Ministère de la Santé, de la Protection Sociale et de la Condition Féminine	16 septembre 1997	Créée par le décret n°93-173 du 20 juillet 1993 en tant que cadre national de concertation sur la problématique « Femmes et développement », la CNIFD était devenue impérieuse au regard des dimensions nouvelles que prenaient la problématique de la condition féminine. Elle fut alors placée sous la tutelle de l'ex-Ministère du Plan et de la Restructuration Economique. La cérémonie a donc été initiée par le Ministère en charge du Plan pour éviter tout conflit d'attribution avec le Ministère en charge de la condition féminine.
Session du Conseil National de la Statistique, CNS	25 septembre 1997	Cette session consiste en une relance des activités du conseil. Elle a eu lieu dans la salle de conférence de l'Institut des Sciences Biomédicales appliquées à Cotonou. Les travaux ont été lancés par Mme Célestine ZANNOU HOUETOHOSSOU, Directrice de Cabinet du ministère. Le CNS a pour but de développer et centraliser l'activité statistique et l'information socio-économique.
Installation officielle de la commission nationale de promotion de l'emploi	27 octobre 1997	Cette commission de 19 membres a été installée dans la salle de conférence du ministère par le Ministre. Parmi les membres installés ce jour-là, on pouvait noter les personnalités telles que : Jean-Pierre EZIN, Jean Yao TOSSAVI, Hyppolyte da Silva et Julien Kossi Guingnido GAYE, secrétaire permanent de la commission. L'objectif poursuivi est d'adopter une démarche prospective sur l'emploi.
Cérémonie de remise du logo du Minimum Social Commun	22 décembre 1997	C'est le Ministre qui a présidé en personne cette cérémonie de remise de prix aux lauréats du concours de réalisation du logo du Minimum Social Commun, MSC. Le premier prix dudit concours a été gagné par M. Grégoire Marie NOUDEHOU de l'ORTB.
Présentation des résultats de l'enquête sur les initiatives entrepreneuriales	23 décembre 1997	C'est l'équipe de l'observatoire de l'emploi qui a présenté au Ministre du Plan à l'INFOSEC les résultats de cette enquête sur les initiatives entrepreneuriales réussies ou success-stories, réalisées dans diverses localités du Bénin.
Revue du processus des tables rondes au Bénin	04 septembre 1998	Cette rencontre d'une demi-journée a été organisée par le MPREPE en collaboration avec le PNUD a rassemblée au Bénin Shératon Hôtel, les représentants d'institutions internationales, les représentants d'ambassades et les membres du gouvernement. L'objectif est de faire le bilan des différentes tables rondes organisées dans le pays.
Sensibilisation des Directeurs de Cabinet et des Secrétaires Généraux des ministères	09 septembre 1998	Cette sensibilisation a porté sur la « Problématique de la Population et du développement » et sur les « Objectifs et stratégies de la Déclaration de Politique de Population, DEPOLIPO » et s'est déroulé au Village Club Ahémé de Possotomé.
Formation des directeurs et cadres du ministère à l'outil internet	23 au 24 septembre 1998	C'est sur l'initiative du PNUD à travers son projet « Réseau de Communication pour le Développement Humain Durable, RCHD/ SNDP » que ce séminaire a été organisé par le MPREPE au profit de ses directeurs et cadres au Centre International de Conférences de Cotonou. Les objectifs poursuivis sont de les informer sur le projet SNDP, de les sensibiliser aux enjeux des NTIC, de les former à leur utilisation, de recenser les systèmes d'information existant au niveau des structures du ministère, de définir les mécanismes de collaboration et de gestion desdits systèmes et d'élaborer un plan d'action pour la mise en place du groupe homogène. En d'autres termes, il s'agissait de mettre l'internet au service du renforcement des capacités de gestion du développement. Il importe de souligner que le MPREPE est la première structure béninoise à avoir introduit l'internet dans la gestion quotidienne de ses activités.

Journée de réflexion sur le programme de pré-insertion professionnelle	15 octobre 1998	C'est le Centre d'Affaires Gbèka d'Akpakpa qui a servi de cadre à cette journée de réflexion organisée par le Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi, FSNE, structure chargée au plan national de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de lutte contre le chômage. Il a été créé en 1992 et rendu opérationnel en 1994.
Séminaire sur le développement économique durable	15 au 16 octobre 1998	Le thème de cet atelier est : "Elaboration du programme de développement économique durable du Centre Béninois pour le Développement Durable, CBDD". Le CBDD est l'organe de gestion de l'accord bénino-néerlandais sur le développement durable. Ce séminaire a eu lieu à l'Hôtel du Lac à Cotonou.
Célébration de la 8 ^{ème} Journée Africaine de la Statistique et de l'Information, JASI	23 novembre 1998	Pour commémorer cette journée, l'INSAE a organisé à son siège et ceci du 23 au 27 novembre 1998 une exposition sur les publications statistiques du Conseil National de la Statistique, CNS, et des séances publiques de navigation sur internet. L'objectif poursuivi est de montrer au grand public, la panoplie de données fiables et officielles disponibles pour la prise de décisions
Lancement officiel des activités de la Cellule d'Analyse de Politique Economique, CAPE	04 décembre 1998	Cette structure a été créée par décret le 21 novembre 1995 et est l'aboutissement d'un long processus de travail national et international. Son rôle primordial est de produire un document susceptible de guider les décideurs politiques sur leur politique macroéconomique. A la veille de ce lancement, une séance de travail a eu lieu avec une dizaine de journalistes au siège de la Cellule près celui de l'UNICEF pour la décrire et présenter sa mission et ses attributions.
Lancement officiel des études prospectives au Bénin	18 décembre 1998	L'objectif des études nationales de perspectives à long terme, NLTPS, dénommées « Bénin 2025 » est de faire accélérer le développement du Bénin en facilitant la création d'un consensus national entre le gouvernement et la société civile sur les orientations futures de développement du pays. A la veille de cet événement, les membres de la commission nationale de réflexion prospective se sont réunis au CIC. A l'ouverture des travaux présidée par le Ministre Albert TEVOEDJRE, les participants ont discuté du processus et de la méthodologie NLTPS, des résultats de l'étape expérimentale de Bénin 2025 dénommée le BAOBAB. Les échanges ont également porté sur le programme d'activités de la Cellule Technique de Pilotage des NLTPS. Le cadre institutionnel des NLTPS a été créé par décret le 06 mars 1998. Il comprend 04 niveaux à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - une commission nationale de réflexion prospective ; - une cellule technique de pilotage ; - un groupe de travail pluridisciplinaire dont la composition dépend des études à réaliser ; - un conseil scientifique. Cette cérémonie de lancement appuyée par le PNUD a été aussi l'occasion pour le Chef de l'Etat d'installer la commission nationale de réflexion prospective présidée par le Ministre Albert TEVOEDJRE.
Lancement officiel du programme d'appui immédiat aux Unités Communautaires du Développement, UCD, pilotes.	18 janvier 1999	Ce programme a été initié par le gouvernement béninois pour contribuer à l'éradication de la pauvreté en aidant les populations déshéritées à se prendre en charge.
Négociations de l'accord de prêt relatif au financement partiel des travaux d'aménagement et de bitumage de route Savalou-Djougou	15 au 17 février 1999	Ces négociations ont eu lieu à Lomé au TOGO et la délégation béninoise était conduite par le Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi.

Visite de deux (2) chantiers de construction de ponts métalliques dans l'Ouémé.	1 ^{er} mars 1999	Cette visite s'inscrit dans le cadre du contrôle régulier initié par le ministre pour s'enquérir de la bonne exécution des travaux conformément au planning du département ministériel.
Journée de réflexion sur la promotion des investissements au Bénin	19 avril 1999	Initiée pour répondre à la question "Comment améliorer le climat des investissements au Bénin", cette journée était nécessaire pour répondre aux besoins du secteur privé, les investisseurs béninois et en général tous les opérateurs économiques.
Table ronde sur le développement communautaire et la promotion de l'emploi	03 juin 1999	La cérémonie de clôture des travaux a été présidée par le MPREPE, représentant le gouvernement, qui a présenté la politique et les programmes de développement du gouvernement visant à mobiliser des fonds pour leur concrétisation. Il a aussi démontré le lien entre développement communautaire et promotion de l'emploi.
Signature d'accord de cession de la Brasserie d'Abomey	04 juin 1999	Cet accord a été signé entre le Ministre en charge du Plan Albert TEVOEDJRE et l'ingénieur M. Jiri Mäns Tassor, Président-Directeur Général du Groupe Tassor Pilsner-Bénin.
Séminaire sous-régional sur le marché de l'emploi	22 avril 1996	Le séminaire a été ouvert par le Ministre.

Tableau n° 50 : Document de politiques, stratégies et réformes nationales et sectoriels élaborés

Titre	Date de lancement	Structures ayant élaboré le document
Etudes Nationales de Perspectives à Long terme (Etape expérimentale)/BENIN 2025 : stratégies de développement du Bénin à l'horizon 2025		MPREPE -PNUD
Programme d'Actions du Gouvernement, PAG I		MPREPE

SIGLES

AC	:	Attaché de Cabinet
ADC	:	Aide de Camp
AGDSD	:	Agence de Gestion de la Dimension Sociale du Développement
AGeFIB	:	Agence de Financement des Initiatives de Base
AP	:	Attaché de Presse
CAPE	:	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques
CBDD	:	Centre Béninois pour le Développement Durable
CIPEN	:	Coordination des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux
CM	:	Chargé de Mission
CNABS	:	Commission Nationale d'Attribution des Bourses et Stages
CND	:	Commission Nationale de Dénationalisation
CNP	:	Comité National de la Planification
CNPE	:	Commission Nationale de Promotion de l'Emploi
CNRHP	:	Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	:	Conseil National de la Statistique
CNSCAG	:	Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale
COD	:	Cellule des Opérations de Dénationalisation
CP	:	Chargé de Protocole
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
CT	:	Conseiller Technique
CTI	:	Commission Technique des Investissements
DA	:	Direction de l'Administration
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
DC	:	Directeur de Cabinet
DCRE	:	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDARIG	:	Direction de la Documentation et de l'Administration du Réseau Internet du Gouvernement
DDP	:	Direction du Développement Professionnel
DDPSPE	:	Directions Départementales du Plan, de la Statistique et de la Promotion de l'Emploi
DIGPD	:	Direction de l'Inspection Générale des Projets et Programmes de Développement
DN/PAM	:	Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial
DNPP	:	Direction Nationale du Plan et de la Prospective
DPIR	:	Direction de la Politique de l'Intégration Régionale
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPRPIB	:	Direction de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base
FSNE	:	Fonds de Solidarité Nationale pour l'Emploi
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
OE	:	Observatoire de l'Emploi
SP	:	Secrétariat Particulier



25 - Bruno AMOUSSOU

Ingénieur agronome, Ingénieur du génie rural et agro-économiste, il est nommé successivement Ministre de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi puis Ministre de la Coordination de l'Action Gouvernementale, de la Prospective et du Développement et enfin Ministre du Plan, de la Prospective et du Développement par Décrets n° 99-309 du 22 juin 1999, n° 2001-170 du 07 mai 2001 et n° 2003-209 du 12 juin 2003. Il a été successivement Directeur du Projet d'aménagement de la vallée de l'Ouémé (1966), Directeur du service du génie rural (1967), Directeur Général de la Société Nationale pour le Développement Rural-SONADER (1966-1974), Directeur Général de l'Enseignement Agricole et de la Recherche Agronomique (1975) et Directeur Général de la Banque Commerciale du Bénin (1974-1984). L'ouverture du capital de la SONACOP au secteur privé, transaction qui a eu lieu le 30 juin 1999 est à mettre à son actif. Cette ouverture du capital de la SONACOP a accordé la majorité des actions à la Continentale des Pétroles et d'Investissements. Il est né le 02 juillet 1939 à Djakotomey.

SIGLES

AC	:	Attaché de Cabinet
ADC	:	Aide de Camp
AGDSD	:	Agence de Gestion de la Dimension Sociale du Développement
AGeFIB	:	Agence de Financement des Initiatives de Base
AP	:	Attaché de Presse
CAPE	:	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques
CBDD	:	Centre Béninois pour le Développement Durable
CBI	:	Centre Béninois pour l'Informatique
CCNG	:	Cellule de Coordination Nationale de la Gouvernance
CM	:	Chargé de Mission
CNABS	:	Commission Nationale d'Attribution des Bourses et Stages
CNDLCP	:	Commission Nationale pour le Développement et la Lutte Contre la Pauvreté
CNRHP	:	Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	:	Conseil National de la Statistique
COD	:	Cellule des Opérations de Dénationalisation
CP	:	Chargé de Protocole
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
CT	:	Conseiller Technique
CTD	:	Commission Technique de Dénationalisation
CTI	:	Commission Technique des Investissements
DA	:	Direction de l'Administration
DCRE	:	Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDC	:	Direction du Développement Communautaire
DDI	:	Direction de la Documentation et de l'Informatique
DDPD	:	Directions Départementales de la Prospective et du Développement
DESP	:	Direction des Etudes, des Stratégies et de la Prospective
DGCED	:	Direction Générale de la Contribution Extérieure au Développement
DGDR	:	Direction Générale du Développement Régional
DGPP	:	Direction Générale des Programmes et de la Prospective
DGRHP	:	Direction Générale des Ressources Humaines et de la Population
DNPP	:	Direction Nationale des Projets et Programmes
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPPD	:	Direction des Politiques de Population pour le Développement
DPRL	:	Direction de la Programmation Régionale et Locale
DRC	:	Direction du Renforcement des Capacités
DSIR	:	Direction du Suivi de l'Intégration Régionale
IGPD	:	Inspection Générale des Projets et Programmes de Développement
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
SP	:	Secrétariat Particulier

SIGLES

ABRD	:	Agence Béninoise pour la Réconciliation et le Développement
AC	:	Attaché de Cabinet
ADC	:	Aide de Camp
ADPG	:	Agence de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
AGeFIB	:	Agence de Financement des Initiatives de Base
CAPE	:	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques
CBDD	:	Centre Béninois pour le Développement Durable
CBI	:	Commission Béninoise pour l'Informatique
CC	:	Cellule de Communication
CM	:	Chargé de Mission
CNABS	:	Commission Nationale d'Attribution des Bourses de Stage
CNDLP	:	Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté
CNRHP	:	Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	:	Conseil National de la Statistique
COD	:	Cellule des Opérations de Dénationalisation
CP	:	Chargé de Protocole
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
CT	:	Conseiller Technique
CTD	:	Commission Technique de Dénationalisation
CTI	:	Commission Technique des Investissements
DA	:	Direction de l'Administration
DAR	:	Direction de l'Analyse Régionale
DDI	:	Direction de la Documentation et de l'Informatique
DDPD	:	Directions Départementales de la Prospective et du Développement
DDR	:	Direction du Suivi des Programmes de Développement Régional
DDS	:	Direction du Suivi des Programmes de Développement Social
DFD	:	Direction du Financement du Développement
DGPAR	:	Direction Générale de la Prospective, de la Population et de l'Analyse Régionale
DGRD	:	Direction Générale des Ressources pour le Développement
DGSP	:	Direction Générale du Suivi des Programmes
DNPP	:	Direction Nationale des Politiques de Population
DPE	:	Direction du Suivi des Programmes de Production et d'Equipeement
DPG	:	Direction du Suivi des Programmes de Gouvernance
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPS	:	Direction de la Prospective et des Stratégies
DRC	:	Direction du Renforcement des Capacités
IGPD	:	Inspection Générale des Projets et Programmes de Développement
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MECPPD	:	Ministre d'Etat Chargé du Plan, de la Prospective et du Développement
SP	:	Secrétariat Particulier

Tableau n° 51 : Cabinet et Responsables de structures

Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination
Directeur de Cabinet	WADAGNI Nestor	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Directeur de Cabinet	WADAGNI Nestor	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 2004-305 du 25/05/2004
Directeur Adjoint de Cabinet	BANI GANSE Biobou	Administrateur des Finances	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Directrice Adjointe de Cabinet	ABOH HOUSSOU Inès	Administrateur Civil	
Chargé de missions	KANDISSOUNON SEIGNON Céline	Docteur en Médecine	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Chargé de missions	METINHOUE Goudjinou Pierre	Historien Chercheur	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Conseiller Technique aux Relations Internationales	AGBANGLA Eusèbe	Diplomate	Décret n° 2002-521 du 28/11/2002
Conseiller Technique chargé des Relations Internationales	AGBANGLA Eusèbe	Diplomate	Décret n° 2004-308 du 25/05/2004
Conseiller Technique chargé de l'Aménagement, du Territoire et de la Gestion des Solidarités	N'TCHA KOUAGOU Jean	Administrateur	Décret n° 2004-308 du 25/05/2004
Conseiller Technique chargé de la Production et des Infrastructures	Dr SALEY Saka	Vétérinaire	Décret n° 2004-308 du 25/05/2004
Conseiller Technique chargé du Suivi des Programmes et Projets	DEGBEY Jocelyn	Administrateur en Gestion des Entreprises	Décret n° 2004-308 du 25/05/2004
Conseiller Technique chargé de la Mobilisation Sociale	BIAOU Judicaël		Décret n° 2004-308 du 25/05/2004
Conseiller Technique Juridique	MAHUSSI C. Appolinaire	Juriste	
Inspecteur Général des Projets et Programmes de Développement	AGONSANOU Aïna Marc	Géographe Spécialiste en Aménagement du Territoire	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Attaché de Presse	TALON René	Journaliste	Arrêté n° 04/ MCCAG- PD/DC /SG /DA /CP du 29/01/2002
Attaché de Cabinet	SOGBEDJI Etienne	Enseignant	Arrêté n° 58/MECCAG- PDPE/DC/SG/CTJ/SA du 01/12/2000
Chef de la Cellule de Communication	TCHIBOZO B. M. Hugues	Journaliste	Arrêté n° 2004-23 MCPPD/ DC/SG/SA du 09/09/2004
Chef du Protocole	MENSAH T. Kenam	Professeur d'Enseignement Secondaire	Arrêté n° 24/MECCAG- PDPE/DC/SG du 06/12/1999
Secrétaire Particulière	YAHOUDEDOU FOLY Marguerite Marie Edwige	Secrétaire des Services Administratifs	Arrêté n° 25/MECCAG- PDPE/DC/SG/DA du 07/12/1999
Coordonnateur de la COD	DOSSOU-SOIGNON Victorin	Planificateur du Développement	
Coordonnateur de la Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale	MONTCHO Théophile	Administrateur Civil	Arrêté n° 29/MECCAG- PDPE/DC/SG du 28/12/1999

Secrétaire Général	GAYE Julien Kossi Guingnido	Docteur en Démographie	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Secrétaire Général	AHODEKON Jules	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2002-521 du 28/11/2002
Secrétaire Général Adjoint	HOUSSOU Comlan Florent	Ingénieur Planificateur	
Directeur de l'Administration	COECHI TSOHOU Rigobert	Administrateur Civil option Gestion des Banques	Décret n° 99-614 du 20/12/1999
Directrice de la Programmation et de la Prospective	CHOUBADE Aminatou	Administrateur	
Directeur de la Politique d'Intégration Régionale	LOKOSSOU Sodjèdo Noël		Décret n° 99-627 du 27/12/1999
Directeur Général du Suivi des Programmes (Par intérim)	OKE S. Antoine	Ingénieur Planificateur	
Directeur du Suivi des Programmes de Gouvernance	OKE S. Antoine	Ingénieur Planificateur	
Directeur du Suivi des Programmes de Production et d'Équipement	DEGBEGNI Gabriel	Economiste Planificateur	
Directrice du Suivi des Programmes de Développement Social	GBAGUIDI TODOFON V. Céline	Economiste Planificateur	
Directeur du Suivi des Programmes de Développement Régional	ADJAMAÏ Alphonse-Luc	Ingénieur Planificateur	
Directeur Général de la Prospective, de la Population et de l'Analyse Régionale	SOUMANOU Latifou	Ingénieur Planificateur	
Directeur de la Prospective et des Stratégies	POFAGI Mathias	Ingénieur Planificateur	
Directrice Nationale des Politiques de Population	ALODJOGBE Mahoussi Françoise	Démographe	
Directrice de l'Analyse Régionale	AGO MEDEGAN Joséphine	Ingénieur Planificateur	
Directeur de la Documentation et de l'Informatique	CODJIA Ignace	Ingénieur Informaticien	Décret n° 2002-521 du 28/11/2002
Directeur National du Plan et de la Prospective	DEGLA Romain	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2000-241 du 28/04/2000
Directeur Nationale Adjoint du Plan et de la Prospective	SOUMANOU Latifou	Ingénieur Planificateur	Arrêté n° 20/MECCAG-PDPE/DC/CAB du 25/04/2000
Directeur Général des Ressources Humaines et de la Population	ATINDEHOU Christian		
Directeur des Politiques de Population pour le Développement	HOUEDOKOHO Thomas	Ingénieur Statisticien	
Directrice du Renforcement des Capacités	ZINSOU Jocelyne		

Directeur Général des Programmes et de la Prospective	DEGLA Romain	Ingénieur Planificateur	
Directeur Général des Programmes et de la Prospective (Par intérim)	OKE S. Antoine	Ingénieur Planificateur	
Directeur National des Projets et Programmes	OKE S. Antoine	Ingénieur Planificateur	
Directeur des Etudes, des Stratégies et de la Prospective	SOUMANOU Latifou	Ingénieur Planificateur	
Directeur Général de la Contribution Extérieure au Développement	MONTCHO Théophile	Administrateur Civil	
Directeur de la Coordination des Ressources Extérieures	MABOUDOU Yessoufou	Ingénieur Planificateur	
Directeur du Suivi de l'Intégration Régionale	LOKOSSOU Sodjèdo Noël		
Directeur de la Coordination des Ressources Extérieures	MONTCHO Théophile	Administrateur Civil	Décret n° 2000-241 du 28/04/2000
Directeur de la Documentation et de l'Administration du Réseau Internet du Gouvernement	BEWA Barthélémy	Informaticien	Décret n° 2000-267 du 22/05/2000
Directeur Général du Développement Régional	AZANDEGBE Denis		
Directeur du Développement Communautaire	DEGBEGNI Gabriel	Economiste Planificateur	
Directeur de la Programmation Régionale et Locale	ADJAMAÏ Alphonse-Luc	Ingénieur Planificateur	
Directeur Général des Ressources pour le Développement	MONTCHO Théophile	Administrateur Civil	
Directeur du Financement du Développement	MABOUDOU Yessoufou	Ingénieur Planificateur	
Directeur Départemental Atacora/Donga	ALI Amadou Barassounon	Ingénieur Agronome	Décret n° 2004-306 du 25/05/2004
Directeur Départemental Atlantique/Littoral	COFFI FAVI Edith	Administrateur	Décret n° 2004-306 du 25/05/2004
Directeur Départemental Borgou/Alibori	CHABI HAMIDOU Kpyo	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2004-306 du 25/05/2004
Directeur Départemental Mono/Couffo	VETIFOU Apollinaire Monguédé	Administrateur	Décret n° 2004-306 du 25/05/2004
Directeur Départemental Ouémé/Plateau	TOHOUEGNON Thomas Jean	Ingénieur Statisticien Démographe	Décret n° 2004-306 du 25/05/2004
Directeur Départemental Zou/Collines	ZANGBA Coovi Antoine	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2004-306 du 25/05/2004
Directeur Général de l'INSAE	VODOUNOU Cosme	Statisticien-économètre	Nommé en Conseil des Ministres au cours du mois d'avril 2004

Directrice de l'Observatoire de l'Emploi	MARIANO SOGLO Eléonore	Administrateur du Travail	Décret n° 2000-270 du 22/05/2000
Directeur Général de l'ABRD	ADOVELANDE Simon		Décret n° 2002-521 du 28/11/2002
Directeur National du PAM au Bénin	AFOUDA Philippe D. Pierre	Administrateur du Tourisme et de l'Hôtellerie	Arrêté n° 22/MECCAG-PDPE/DC/CAB 03/05/2000
Directeur du FSNE	ALASSANE Mahamadou	Administrateur	Décret n° 2000-242 du 28/04/2000
Directeur Général de l'ADPG	OKOU Christophe	Professeur de Géographie, spécialiste de l'Aménagement du Territoire	
Directeur Général de l'AGeFIB	AFANOU Sossou Lucien	Administrateur	
Coordonnatrice de l'Observatoire du Changement Social	ODJOUBE BOTON Adékounlé Justine	Ingénieur Statisticien Démographe	Décret n° 2004-307 du 25/05/2004
Directeur Exécutif du CBDD	BIAOU Gauthier	Ingénieur Agroéconomiste	Décret n° 97-164 du 07/04/1997
Directeur de la CAPE	DAHOUN B. Dieudonné	Ingénieur Statisticien Economiste	
Directeur Général du CPI	ZONNAHOUE Hugues	Economiste financier	
Directeur Départemental de la Prospective et du Développement	MONGUEDE Appolinaire		2002-2005

Tableau n° 52 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Loi		
99-014	12/04/2000	Portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Statistique, CNS.
Décrets		
99-459	22/09/1999	portant organisation du troisième recensement de la population et de l'habitation et composition du comité national du recensement.
99-476	08/10/1999	portant création, attributions et fonctionnement du comité National de mise en œuvre du projet « Réconciliation et Développement ».
99-513	02/11/1999	portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Ministère d'Etat chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi, MECCAG-PDPE.
2000-290	13/06/2000	portant création, attributions composition, organisation et fonctionnement de la commission nationale chargée de l'organisation des manifestations devant marquer la signature de l'Accord de Partenariat ACP-UE.
2000-295	23/06/2000	portant création, attributions composition et fonctionnement de la Commission Nationale pour le Développement et la lutte contre la pauvreté.
2001-443	05/11/2001	portant attribution, organisation et fonctionnement du Ministère chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, de la Prospective et du Développement, MECCAG-PD.

2001-459	05/11/2001	portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Béninoise pour la Réconciliation et le Développement et approbation de ses statuts.
2002-309	11/07/2002	portant nomination au titre de Conseils puis au titre d'avocat au sein du comité technique d'appui créé dans le cadre de la gestion du différend frontalier Bénino-nigérien.
2002-568	31/12/2002	portant approbation des Statuts de l'Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé.
2003-478	01/12/2003	portant organisation du premier Recensement National de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et des Forêts et création composition du Comité National de Recensement de l'Agriculture.
2003-480	01/12/2003	portant création composition et fonctionnement de la Commission Nationale AGOA.
2004-82	21/02/2004	portant attributions, composition et fonctionnement de la Commission Nationale pour le Développement et la lutte contre la Pauvreté.
2004-137	18/03/2004	portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère chargé du Plan, de la Prospective et du Développement.
2004-345	14/06/2004	portant application des dispositions de la loi n° 99-014 du 12 avril 2000 portant création organisation et fonctionnement du Conseil National de la Statistique, CNS.
2004-476	27/08/2004	portant création, attribution, composition et fonctionnement du Comité National de Développement Conduits par les Communautés, CNDCC.
Arrêtés		
19/MECCAG-PDPE/ DC/SG/DA	07/09/1999	portant nomination du Garde de Corps du Ministre d'Etat, chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi.
20/MECCAG-PDPE/ DC/SG	21/09/1999	portant nomination de la Directrice de la Planification Régionale et de la Promotion des Initiatives de Base, en qualité de Coordonnateur National du Programme BEN/99/001 « Appui au Programme National de Développement Communautaire » (Phase intérimaire).
22/MECCAG-PDPE/ DC /SG	19/11/1999	portant nomination du Secrétaire Général de l'Organisation Nationale des Paysans du Bénin en qualité de membre du Conseil d'Administration du Centre Béninois pour le Développement Durable.
23/MECCAG-PDPE/ DC/SG	06/12/1999	portant attributions organisation et fonctionnement de la Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale.
26 MECCG-PDPE / DC /SG /SA	07/12/1999	portant nomination du Chef du Département d'Observation de l'Activité Nationale au sein de la Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale.
27/MECCAG-PDPE/ DC/SG/SA	09/12/1999	portant nomination du Coordonnateur Adjoint chargé du Département d'Observation de l'Activité Nationale au sein de la Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale.
28/MECCAG-PDPE/ DC/SG	14/12/1999	portant nomination du Coordonnateur Adjoint chargé du Département de Coordination des IEC sectoriels au sein de la Cellule Nationale de Suivi et de Coordination de l'Action Gouvernementale cumulativement avec ses fonctions actuelles.
07/MECCAG-PDPE/ DC/SG/PAEFO	05/04/2000	portant création d'un comité d'orientation et de suivi des activités du projet de Promotion des Activités Economiques des Femmes dans le Département de l'Ouémé, PAEFO.
08/MECCAG-PDPE/ DC/SG/SA	20/04/2000	portant création d'un Jury National chargé de la Sélection des Candidats aux bourses de spécialisation.
25/MECCAG-PDPE/ DC/SG/SA	20/04/2000	portant création d'un comité d'organisation du Colloque International sur le thème : « Le Président Sourou Migan Apithy l'homme son temps et son œuvre ».

23/MECCAG-PDPE/ DC/CAB	05/05/2000	portant missions assignées aux inspecteurs des projets et Programmes de Développement pour l'exercice 2000.
41/MECCAG-PDPE/ DC/SG/SA	31/08/2000	portant nomination du Chef de la Division Planification de la Population à la Direction Nationale du Plan et de la Prospective.
52/MECCAG-PDPE/ DC/SG	06/10/2000	portant désignation représentant du Ministre au sein du Conseil d'Administration de l'INSAE.
53/MECCAG-PDPE/ DC/SP-C	06/10/2000	portant nomination du Secrétaire Permanent de la Commission technique de dénationalisation et de transferts de propriété d'Entreprise du secteur public au secteur privé.
56/MECCAG-PDPE/ DC/SG/DA	03/11/2000	portant nomination du de Chef Service Coopération Technique à la Direction Départementale du Plan, de la Statistique et de la Promotion de l'Emploi du Zou.
59/MECCAG-PDPE/ DC/SP	15/12/2000	portant nomination du Comité Technique de la Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté.
62/MECCAG-PDPE/ DC/SP	26/12/2000	portant nomination de coordonnateur correspondant de la CIPEN, Coordonnateur des Initiatives et Projets d'Emplois Nouveaux, dans les localités.
63/MECCAG-PDPE/ DC/SP	26/12/2000	portant nomination du Coordonnateur Départemental du Borgou de la Coordination des Initiatives et Projet d'Emplois Nouveaux, CIPEN.
03/MECCAG-PDPE/ DC/DIGPD /SA	31/01/2001	portant nomination du Coordonnateur du Projet « Mise en place d'un système d'Inspection des Projets et Programmes de Développement » inscrit au Programme d'Investissement Publics Gestion 2001.
04/MECCAG-PDPE/ DC/SP	16/02/2001	portant nomination des Coordonnateurs Correspondants de la CIPEN dans les localités.
06/MECCAG-PDPE/ DC/SG/SA	07/03/2001	portant nomination des Coordonnateurs des quatre projets du MECCAG-PDPE.
07/MECCAG-PDPE/ DC/SG/CPI	09/04/2001	portant création, composition et attributions du comité interministériel chargé de l'ouverture, de l'analyse et de jugement des offres relatives à la consultation restreinte pour la réalisation d'Etudes sur l'économie béninoise.
08/MCCAG-PD/DC/ SG/SA	15/04/2001	portant attributions organisation et fonctionnement de la Cellule de Coordination Nationale de la Gouvernance.
08/MECCAG/PDPE/ DC/SG	03/05/2001	portant prorogation jusqu'au 31 décembre 2001, en attendant la prise d'un décret de régularisation, le mandat du Directeur Exécutif à la tête du Centre Béninoise pour le Développement Durable.
09/MECCAG-PDPE/ DC/SG	03/05/2001	portant prorogation jusqu'au 31 décembre 2001 des mandants des coordonnateurs du Centre Béninois pour le Développement Durable, nommés par arrêté n°006/MPREPE/DC/SA du 21 mars 1997.
25/MECCAG-PD/ MFE/METFP/DC/ DPP/SP	10/12/2001	portant répartition de la contribution de l'Etat aux budgets des associations des parents d'élèves des lycées et collèges d'enseignement technique publics pour l'année scolaire 2001-2002.
05/MCCAG-PD/ DC/SA	25/02/2002	portant nomination des membres de la Commission Nationale de Dénationalisation et de Transfert de Propriété d'Entreprise du Secteur Public au Secteur Privé.
06/MCCAG-PD/DC/ SG/SA	11/03/2002	portant nomination du Coordonnateur du projet d'étude sur la coordination des actions des gouvernants du Dahomey-Bénin de 1957 à 2000.
08/MCCAG-PD/DC/ SG/SA	15/04/2002	portant attributions organisation et fonctionnement de la Cellule de Coordination Nationale de la Gouvernance.
09/MCCAG-PD/DC/ SG/SA	15/04/2002	portant création du Comité de Suivi des Projets du MCCAG-PD inscrits au Programme d'Actions du Gouvernement et au Programme d'Investissements Publics.

10/MCCAG-PD/DC/SG/SA	15/04/2002	portant nomination des coordonnateurs de projets.
36/MECCAG-PD/MFE/MEPS/DC/DPP/SP	18/04/2002	portant répartition de la subvention de l'Etat pour la prise en charge des frais d'écologie dans les écoles primaires publiques et répartition de la contribution de l'Etat au budgets des associations des parents d'élèves des collèges d'enseignement général publics pour l'année scolaire 2001-2002.
11/MCCAG-PD/DC/SGM	28/05/2002	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Documentation et de l'Informatique.
12/MCCAG-PD/DC/SGM	28/05/2002	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Programmation et de la Prospective.
14/MCCAG-PD/DC/SGM	28/05/2002	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale du Développement Régional.
15/MCCAG-PD/DC/SGM	28/05/2002	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Ressources Humaines et de la Population.
16/MCCAG-PD/DC/SGM	28/05/2002	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale de la Contribution Extérieure au Développement.
18/MCCAG-PD/DC/SGM/DGDR/SA	03/06/2002	portant nomination du Coordonnateur sectoriel du volet « Développement Communautaire » du Programme de Développement des Ressources Humaines.
19/MCCAG-PD/DC/SGM/SA	14/06/2002	portant nomination des Chefs de service dans les diverses directions de la Direction Générale du Développement Régional.
20/MCCAG-PD/DC/SG/SA	14/06/2002	portant nomination des Chefs de service dans les diverses directions de la Direction Générale de la Programmation et de la Prospective.
21/MCCAG-PD/DC/SG/SA	14/06/2002	portant nomination des Chefs de service dans les diverses directions de la Direction Générale de la Contribution Extérieure au Développement.
22/MCCAG-PD/DC/SG/SA	14/06/2002	portant nomination des Chefs de service dans les diverses directions de la Direction Générale des Ressources Humaines et de la population.
27/MCCAG-PD/MTPT/MFE/DC/SP	09/08/2002	portant création d'un Comité Interministériel chargé de la gestion du projet de construction d'un second port sur la côte béninoise.
29/MCCAG-PD/DC/SG	16/08/2002	portant nomination du Secrétaire Permanent du Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA/IST, SP/CNLS.
30/MCCAG-PD/DC/SG/SA	28/08/2002	portant abrogation de l'arrêté n°024/MECCAG-PDPE/DC/SG/SA du 19 mai 2000.
N°35 MCCAG-PD / DC/SGM/SA	14/11/2002	portant nomination du représentant du Ministre chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, de la Prospective et du Développement au sein du Conseil d'Administration de l'Office des Postes et Télécommunication, OPT.
36/MCCAG-PD/MAEP/MFE/DC/SG/DA	21/11/2002	portant création au niveau du MCCAG-PD d'un comité interministériel chargé de l'étude du dossier de réhabilitation des anciens administrateurs de la Société Nationale pour la Promotion Agricole, SONAPRA, objet de l'arrêt n° 13/CA du 05 avril 2001.
06/MCCAG-PD/DC/SA	23/01/2003	portant nomination des membres de la commission nationale de dénationalisation et de transports de propriété d'entreprise du secteur public au secteur privé.
07/MCCAG-PD/SP	27/01/2003	portant création d'un Comité Interne de Réforme Institutionnelle au sein du Ministère.
18/MCCAG-PD/MFE/MEPS/DC/DPP/SP	14/05/2003	portant répartition de la contribution de l'Etat aux budgets des associations des parents d'élèves des collèges d'enseignement général publics pour l'année scolaire 2002-2003.

158/MFPTRA/MFE/ MCCAG-PD/DC/ SG/DGEC/DTEC/ SA	30/06/2003	portant fixation des modalités et programmes du test de sélection pour la formation technique de la Statistique.
23/MCPPD/MFE/ MEPS/METFP/DC/ SG/DGCED/DCRE/ SBIF	06/08/2003	portant création composition, attributions et fonctionnement du Comité de Suivre et de coordination du projet EDUCATION IV.
28/MCPPD/DC/ SGM/DGDR/SA	12/09/2003	portant création attributions, organisation et fonctionnement de la Cellule Environnementale du MCPPD.
30/MCPPD/DC/ /SG/DGCED/SP	19/09/2003	portant création, attributions et fonctionnement de la Cellule de suivi des projets à exécution nationale, NEX.
38/MCPP/MFE/ MFPTRA/DC/SGM	28/11/2003	portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité du suivi des revendications des enseignants.
32/MCPPD/MFE/ DC/SG	18/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement de l'Observatoire du Changement Social.
33/MCPPD/DC/SG/ SA	25/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du MCPPD.
34/MCPPD/DC/SG/ SA	25/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Ressources pour le Développement, DGRD.
35/MCPPD/DC/SG/ SA	25/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement de la Direction Générale du Suivi des Programmes, DGSP.
36/MCPPD/DC/SG/ SA	25/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement de la Direction Générale de la Prospective, de la Population et de l'Analyse Régionale, DGPAP.
37/MCPPD/DC/SG/ SA	25/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement de la Direction de la Documentation et de l'Information, DDI.
38/MCPPD/DC/SG/ SA	25/10/2004	portant attribution, organisation et fonctionnement de la Direction Départementale du Plan, de la Prospective et du Développement, DDPD.
44/MCPPD/DC/SG/ SA	30/11/2004	portant création attributions, organisation et fonctionnement de la Cellule de Passation des Marchés Publics.
47/MCPPD/DC/SG/ SA	31/12/2004	portant création du Secrétariat Exécutif du Projet National d'Appui au Développement Conduit par les Communautés.
Décisions		
13/MPREPE/DC/SA	14/07/1997	portant mise sur pied d'un comité d'organisation du Colloque International sur le Minimum Social Commun.
01/MPREPE/DG- INSAE	29/08/1997	portant nomination de Directeurs, Directeur par intérim et Directeur Adjoint, dans les Directions Techniques de l'INSAE.

Tableau n° 53 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Remise des actions de la SONACOP à la Continentale des Pétroles et d'Investissements	30 juin 1999	La cérémonie de cette remise des actions a été placée sous la direction de Messieurs Bruno AMOUSSOU et Abdoulaye Bio TCHANE respectivement Ministre d'Etat Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi et Ministre des Finances et de l'Economie.
Installation officielle du Comité National de la 4 ^{ème} Conférence Internationale des Démocraties Emergentes	27 juillet 1999	Ce comité créé par le décret n° 99-225 du 04/05/1999 a été officiellement installé au Centre International de Conférence de Cotonou par le Ministre d'Etat Bruno AMOUSSOU.
Lancement de la campagne de vulgarisation des manuels de procédures des activités du ministère	30 août 1999	Pour plus de transparence dans la gestion des affaires du ministère, c'est le Ministre Bruno AMOUSSOU lui-même qui a procédé au lancement de cette campagne à l'INFOSEC de Cotonou en présence de plusieurs personnalités.
Installation du comité national de mise en œuvre du projet « Réconciliation et Développement »	26 octobre 1999	La cérémonie officielle d'installation qui a eu lieu au Centre International de Conférence de Cotonou a été présidée par le Ministre Bruno AMOUSSOU.
Réunion de concertation MSP/MECCAG-PDPE	11 novembre 1999	Les cadres des deux ministères se sont réunis autour au ministère du plan autour des ministres Bruno AMOUSSOU et Marina d'ALMEIDA MASSOUGBODJI qui co-présidaient la séance pour étudier des questions relatives aux indigents au Bénin et à la résolution du problème d'insuffisance du personnel dans le domaine de la santé.
Lancement à Parakou du Programme de Gestion Urbaine Décentralisée, PGUD	06 mars 2000	La cérémonie de lancement a été présidée par le Ministre d'Etat M. Bruno AMOUSSOU à l'école primaire publique du Camp Adagbé au quartier « Allaga ».
Tournée du Ministre d'Etat dans les départements de l'Atacora-Donga, du Borgou-Alibori et du Mono-Couffo	mars 2000	L'objectif de cette tournée est d'examiner comment est mis en œuvre le programme d'action du gouvernement, surtout de faire le point des actions du gouvernement dans ces départements et de s'enquérir des préoccupations prioritaires des populations.
Consultations bénino-sud africaines	07 décembre 2000	C'était sous les auspices du Ministre d'Etat M. Bruno AMOUSSOU et de son homologue des Affaires Etrangères que cette séance a eu lieu dans la salle de réunion du ministère du Plan.
Signature de l'Accord de Partenariat ACP-UE	2000	Le Ministère a joué un grand rôle dans l'organisation de cet évènement.
Réalisation du 3 ^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation	février-mars 2002	
Installation du Comité Départemental de Suivi, CDS, de la mise en œuvre du développement et de la stratégie de lutte contre la pauvreté	13 janvier 2004	C'est le Ministre d'Etat Bruno AMOUSSOU qui a procédé à cette installation à la Préfecture de Cotonou en présence du Préfet.
Atelier méthodologique sur les enquêtes auprès des ménages	10 au 12 mars 2004	Cet atelier tenu à Abomey a été organisé dans le cadre de l'appui à l'INSAE par l'Observatoire du Changement Social. A l'issue des travaux, il a été décidé qu'il sera réalisé tous les 5 ans à partir de 2005 une enquête modulaire intégrée de base sur les conditions de vie des ménages d'une part et tous les ans à partir de 2006 une enquête modulaire légère d'autre part.
Installation de la commission nationale AGOA	18 mars 2004	C'est le Ministre d'Etat Bruno AMOUSSOU qui a procédé au Centre International de Conférences à Cotonou, à l'installation de cette commission en présence du Ministre de l'Industrie du Commerce et de la Promotion de l'Emploi et du Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme.

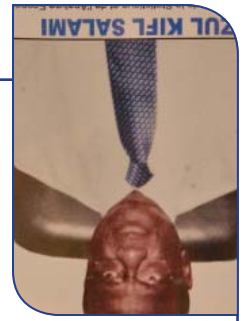
Tournée du Ministre du Plan dans les départements du Zou et des Collines	1 ^{er} au 02 avril 2004	Cette tournée a été effectuée par le Ministre Bruno AMOUSSOU en sa qualité de Vice-président du Comité National de Lutte contre le SIDA, CNLS, dans le cadre de l'urgence d'un sursaut national contre le fléau.
Signature du document relatif au projet d'appui à la concrétisation du plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA et les MST	24 mai 2004	C'est le PNUD qui a décidé de mettre en œuvre un tel projet pour accompagner les efforts du gouvernement béninois. La signature dudit document a eu lieu dans la salle de conférence du Ministère en charge du Plan.
Tournée du ministre dans le département de l'Alibori	23 au 28 septembre 2004	L'objectif de cette tournée est d'apprécier chaque fois le bilan de la lutte menée jusqu'à ce jour contre la pauvreté et le VIH-SIDA.
Séance de travail du Ministre avec une délégation d'opérateurs économiques sud-africains	25 janvier 2005	Cette séance avec le groupe sud-africain VODACOM a eu lieu au ministère dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Bénin et la République Sud-africaine. Ce groupe, VODACOM, a dépêché au Bénin, une mission de prospective en vue de rencontrer les responsables des structures officielles du secteur de la communication car lors de son séjour en avril 2004 en Afrique du Sud, le ministre d'Etat, Bruno AMOUSSOU a présenté aux opérateurs économiques Sud-Africains les potentialités économiques et les opportunités d'Affaires qu'offre le Bénin.

Tableau n° 54 : Document de politiques, stratégies et réformes nationales et sectoriels élaborés

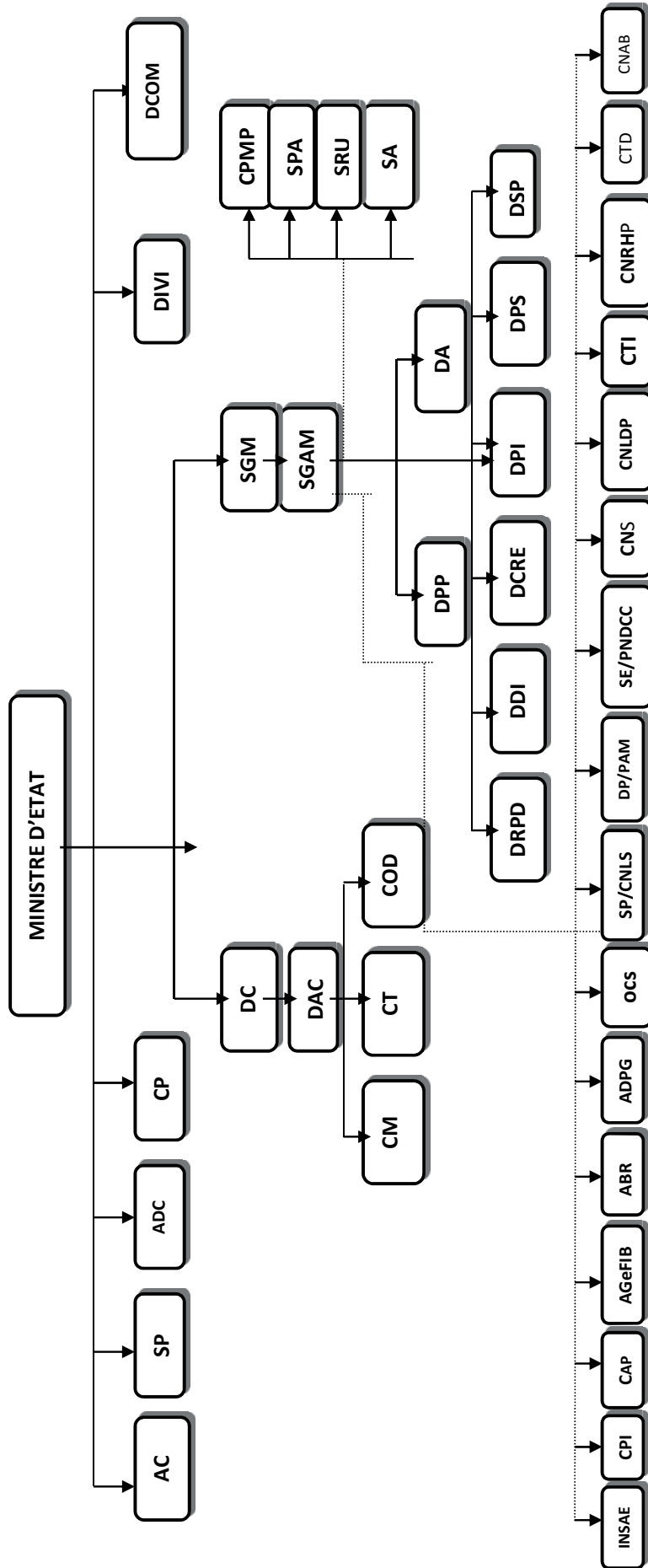
Titre	Date de lancement	Structures ayant élaboré le document
Programme d'Actions du Gouvernement II, PAG II		MCCAG-PD
Plan directeur de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication		MCCAG-PD
Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté		MCCAG-PD

26 - Zul Kifi SALAMI

Ingénieur des Mines, Docteur en Economie, il est nommé Ministre de la Planification et du Développement par Décret n° 2005-052 du 04 février 2005. Voir sa biographie au N° 18.



Organigramme du Ministère : Décret n° 2005-085 du 03 mars 2005



SIGLES

AC	: Attaché de Cabinet
ADC	: Aide de Camp
ADPG	: Agence de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
AGeFIB	: Agence de Financement des Initiatives de Base
CAPE	: Cellule d'Analyse de Politiques Economiques
CM	: Chargé de Mission
CNABS	: Commission Nationale d'Attribution des Bourses de Stage
CNDLP	: Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté
CNRHP	: Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population
CNS	: Conseil National de la Statistique
COD	: Cellule des Opérations de Dénationalisation
CP	: Chargé de Protocole
CPI	: Centre de Promotion des Investissements
CPMP	: Cellule de Passation des Marchés
CT	: Conseiller Technique
CTD	: Commission Technique de Dénationalisation
CTI	: Commission Technique des Investissements
DA	: Direction de l'Administration
DAC	: Directeur Adjoint de Cabinet
DC	: Directeur de Cabinet
DCOM	: Direction de la Communication
DCRE	: Direction de la Coordination des Ressources Extérieures
DDI	: Direction de la Documentation et de l'Informatique
DIVI	: Direction de l'Inspection et de la Vérification interne
DP/PAM	: Direction des Projets Programme Alimentaire Mondiale
DPI	: Direction de la Programmation des Investissements
DPP	: Direction de la Programmation et de la Prospective
DPS	: Direction de la Planification Stratégique
DRPD	: Directions Régionales de la Planification et du Développement
DSP	: Direction du Suivi des Projets
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
OCS	: Observatoire du Changement Social
SA	: Secrétariat Administratif du Ministère
SE/PNDCC	: Secrétariat Exécutif du Programme National de Développement Conduit par les Communautés
SGAM	: Secrétaire Général Adjoint du Ministère
SGM	: Secrétaire Général du Ministère
SP	: Secrétariat Particulier
SP/CNLS	: Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre le VIH/SIDA
SPA	: Service de Pré-Archivage
SRU	: Service de Relations avec les Usagers

Tableau n° 55 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	LAOUROU Rigobert	Administrateur des Finances	Décret n° 2005-130 du 24/03/2005	
Directeur Adjoint de Cabinet	LAURIANO do REGO Kifouli	Administrateur	Décret n° 2005-130 du 24/03/2005	
Directeur de l'Inspection et de la Vérification Interne	GIBIGAYE ADAM Boukary	Administrateur	Décret n° 2005-314 du 25/05/2005	
Conseiller Technique au Suivi des Projets	VIGNON Sidonie Chantal Claire	Economiste Planificateur	Décret n° 2005-726 du 29 novembre 2005	
Conseiller Technique à la Programmation	SEIDOU Amadou	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2005-726 du 29 novembre 2005	
Coordonnateur de la Cellule des Opérations de Dénationalisation	VIGNON Sidonie Chantal Claire	Economiste Planificateur	Arrêté n° 39/MCPD/DC/SGM/DA du 09/11/2005	
Attaché de Cabinet	FABI Victorine	Secrétaire des Services Administratifs	Arrêté n° 24/MCPD/DC/SG/DA du 07/07/2005	
Attaché de Presse	LAWANI Mireille Raliath	Journaliste	Arrêté n° 19/MCPD/DC/SG/DA du 17/05/2005	
Chef de Protocole	THOMAS Rémy	Attaché des Services Administratifs	Arrêté n° 15/MECPD/DC/SG/DA/CP du 24/02/2005	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur de la Documentation et de l'informatique	NENEHIDINI WERINOISE Eric	Statisticien	Décret n° 2005-310 du 25/05/2005	
Directeur de la Coordination des Ressources Extérieures	ALLOUGBIN Moukadamou	Economiste, Analyste des Projets	Décret 2005-131 du 24 mars 2005	
Directrice de l'Administration	AHOUIY Elisabeth	Administrateur	Décret 2005-131 du 24 mars 2005	
Directeur de la Programmation et de la Prospective	TASSOU Zakari F.	Ingénieur agroéconomiste	Décret 2005-131 du 24 mars 2005	
Directeur de la Communication	MIGAN Gérard	Journaliste	Décret 2005-131 du 24 mars 2005	
Directeur de la Programmation des Investissements	CHITOU Fatahi	Statisticien	Décret n° 2005-310 du 25/05/2005	
Directeur de la Planification Stratégique	AHODEKON Jules	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2005-313 du 25/05/2005	
Directeur du Suivi des Projets	YAHA Z. Pascal	Ingénieur Planificateur Economiste	Décret n° 2005-310 du 25/05/2005	
Responsables de structures sous tutelle				
Coordonnatrice de l'OCS	ODJOUBE BOTON Adékounlé Justine	Ingénieur Statisticien Démographe	Décret n° 2005-312 du 25/05/2005	

Directeur Général du CPI	BANKOLE Maurice Dossou	Ingénieur Statisticien Economiste		
Directeur Régionale de la Planification et du Développement	ATCHADE Lucien		2005-2007	

Tableau n° 56 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Décrets		
2005-251	06/05/2005	portant création, attributions organisation et fonctionnement de la Commission Nationale du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.
Arrêtés		
08/MECPD/DC/SG/DA/CP	16/02/2005	portant nomination du Garde de corps du Ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement.
09/MECPD/DC/SG/DA/CP	16/02/2005	portant nomination de l'Aide de camp du Ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement.
10/MECPD/DC/SG/DA/CP	18/02/2005	portant nomination du chauffeur du Ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement.
11/MCPD/DC/SG/DA/CP	24/02/2005	sont et demeurent abrogées, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 24/MECCAG-PDPE/DC/SG du 06 décembre 1999 portant nomination du Chef de Protocole du Ministre d'Etat chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi
12/MCPD/DC/SG/DA/CP	24/02/2005	sont et demeurent abrogées, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 058/MECCAG-PDPE/DC/SG/CTJ/SA du 1 ^{er} décembre 2000 portant nomination de l'Attaché de Cabinet au Ministre d'Etat chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi.
13/MCPD/DC/SG/DA/CP	24/02/2005	sont et demeurent abrogées, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2004-23/MCPPD/DC/SG/SA du 09 septembre 2004 portant nomination du Chef de la Cellule de Communication du Ministère chargée de la Planification et du Développement.
14/MCPD/DC/SG/DA/CP	24/02/2005	sont et demeurent abrogées, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 25/MECCAG-PDPE/DC/SG/DA du 07/12/1999 portant nomination du Secrétaire Particulière du MECCAGPDPE.
16/MCPD/MCRI-SCBE/MJLDH/DC/SGM/DDH /SA	08/03/2005	portant création de la Commission interministérielle chargée d'étudier les modalités d'inscription au budget National d'un Fonds d'Appui aux Institutions des Droits de l'Homme.
272/MCPD/DC/SGM/DA/SP-C	06/04/2005	portant abrogation de l'arrêté n° 53/MECCAG-PDPE/DC/SP-C du 06 avril 2000 relatif à la nomination du Secrétaire Permanent de la Commission technique de dénationalisation et de transferts de propriété d'Entreprise du secteur public au secteur privé.
273/MECPD/DC/SGM/DA/SP-C	06/04/2005	portant abrogation de l'arrêté n° 06/MCCAG-PD/DC/SA du 23/01/2003 relatif à la nomination des membres de la commission nationale de dénationalisation et de transports de propriété d'entreprise du secteur public au secteur privé.

17/MCPD/DC/SGM/SA	26/04/2005	portant modification de l'arrêté n° 47/MCPPD/DC/SGM/SA du 31/12/2004 portant création du Secrétariat Exécutif du Projet National d'Appui au Développement Conduit par les Communautés, SEP.
20/MCPD/DC/SGM/SA	07/06/2005	portant nomination du Secrétaire Exécutif et du Secrétaire Exécutif Adjoint du Projet National d'appui au Développement Conduit par les Communautés, PNDCC.
22/MCPD/MFE/MFPSS/DC/SGM/MICROFIN /SRRE	13/06/2005	portant création, composition, attributions et fonctionnement du Comité de Pilotage du Projet de financement des micro-entreprises et des très petites entreprises au Bénin.
23/MCPD/DC/SG/DA/SA	05/07/2005	portant nomination des membres de la Commission Nationale de Dénationalisation et de Transfert de Propriété d'Entreprise du Secteur Public au Secteur Privé.
32/MCPD/DC/SGM/DA	18/07/2005	portant nomination de chefs de Services au Ministère chargé de la Planification et du Développement.
38/MCPD/DC/SGM/DA	09/11/2005	portant nomination du Secrétaire Exécutif et du Secrétaire Exécutif Adjoint du Projet National d'appui au Développement Conduit par les Communautés, PNDCC.
05/MCPD/DC/SGM	03/04/2006	portant nomination des membres du Secrétariat Permanent du Comité National de lutte contre le VIH/SIDA/IST.

Tableau n° 57 : Evénements importants

Nature de l'événement	Date	Commentaires
Rencontre du Ministre avec les coordonnateurs de projet	22 février 2005	C'est la salle de conférence du Ministère d'Etat qui a abrité la rencontre du ministre Zul Kifl SALAMI avec les coordonnateurs de projets des ministères. On pouvait noter la présence du Ministre des Finances et de l'Economie. L'objectif était de voir avec ces responsables de projets, les difficultés qui entravent leurs missions.
Lancement des travaux de la mission conjointe du Fonds Monétaire International, FMI, et de la Banque Mondiale, BM, au Bénin	22 mars 2005	En présence son collègue des Finances et de l'Economie, des membres de la mission FMI et de la BM, et de nombreux cadres de nos ministères, le Ministre d'Etat a procédé au lancement des travaux de ladite mission chargée de faire le point de la situation économique du pays pour la poursuite de la coopération fructueuse.
Rencontre du Ministre avec les responsables des projets	10 juin 2005	Cette rencontre avec les coordonnateurs et autres chefs de projets venant des différents ministères a été initiée par le Ministre en prélude au séminaire gouvernemental sur la gestion et le suivi des projets. L'objectif était de rendre plus efficace la gestion des projets du pays.
Lancement des activités du Projet National d'appui au Développement Conduit par les Communautés, PNDCC.	1 ^{er} juillet 2005	Le Ministre a procédé au lancement des activités de ce projet au Bénin Marina Hôtel en présence de quelques préfets, d'élus locaux et de partenaires au développement.
Signature d'un protocole d'accord portant sur le volet Education 3 du projet de développement de l'enseignement primaire	12 juillet 2005	Ce protocole a été signé par le Ministre et Sam KALYOUBI, conseiller juridique du Président de la Banque Islamique de Développement, BID, au cours d'une cérémonie fort simple, à la salle de conférence du ministère en présence de plusieurs cadres des ministères sectoriels.

Tableau n° 58 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	DOSSOU Sourou Antonin	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 2006-380 du 27/07/2006	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Directeur Adjoint de Cabinet	ASSOGBA Cossi Dieudonné	Administrateur du Trésor	Décret n° 2006-380 du 27/07/2006	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Chargé de mission	KPOLEDJI Comlanvi	Administrateur du Trésor	Décret n° 2006-379 du 27/07/2006	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Conseiller Technique à l'Economie	GBEDEY Nani Martin	Economiste, Ingénieur Statisticien	Décret n° 2006-379 du 27/07/2006	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Conseiller Technique à la Prospective et au Suivi des Projets	AGNIDE Nassirou Taoficki	Docteur en Economie du Développement	Décret n° 2006-379 du 27/07/2006	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Conseiller Technique à la Promotion de l'Entreprise	GOUNOU Abdoulaye	Economiste	Décret n° 2007-32 du 26/01/2007	
Conseiller Technique au Secteur Privé	GOUNOU Abdoulaye	Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	
Conseiller Technique au Financement du développement	DOSSOU QUENUM Laurence	Economiste-Gestionnaire	Nommé en Conseil des Ministres du 23 avril 2008	
Conseiller Technique au Suivi des Réformes	DOMINGO Benoît	Ingénieur Planificateur Economiste	Nommé en Conseil des Ministres du 23 avril 2008	
Conseiller Technique Juridique	AKPOVO Anne-Marie	Juriste	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	
Assistant du Ministre d'Etat	DJIDJOHO Nounagnon Aristide	Contrôleur de Gestion	Nommé par arrêté n° 714/MDEF/DC/SP du 09/08/06	Devenu C/BEPP par décret n°2009-087 du 23/03/09
Chargé de protocole du Ministre d'Etat	GBEDO Ariel Christian	Attaché des Services Administratifs	Nommé par arrêté n°014/MPDEAP/DC/SP du 02/5/08	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur de la Programmation et de la Prospective	HOUSSOU Comlan Florent		Décret n° 2007-30 du 26/01/2007	
Directeur de la Programmation et de la Prospective	EYEBIYI Christian	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	



27 - Pascal Irénée KOUPAKI

Né le 18 mai 1951 à Ouidah. Administrateur en gestion de banques, Analyste de projets, il est successivement nommé Ministre du Développement, de l'Economie et des Finances ; Ministre de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique et Ministre de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale par Décrets n° 2006-178 du 08 avril 2006, n° 2007-300 du 17 juin 2007, n° 2008-637 du 27 octobre 2008 et n° 2009-260 du 12 juin 2009.

Il a à son actif le renforcement des cadres de concertation entre les responsables à divers niveaux de l'administration constitue l'une des marques importantes dans la conduite du département par le Ministre d'Etat KOUPAKI. Il s'agit essentiellement :

- du Conseil de Cabinet ;
- de la Réunion de Stratégie ;
- du Comité de Direction, CODIR, qui se réunit mensuellement pour apprécier les différents dossiers techniques en cours d'étude dans les directions ou pour étudier les questions qui lui sont soumises par le Ministre ;
- du Comité des Directeurs, CODIRE, qui se réunit hebdomadairement pour étudier les différents dossiers entrant dans le cadre des attributions des structures du ministère ;
- de la Retraite Stratégique qui rassemble le personnel de direction du ministère sous la conduite effective du Ministre d'Etat à l'extérieur du ministère un week-end pour échanger autour d'un thème précis en vue de renforcer le leadership du ministère afin d'accomplir avec efficacité et efficience, la mission qui lui est assignée. A l'issue de cette rencontre, des recommandations sont faites aux structures pour atteindre les objectifs fixés.

L'amélioration de la performance du département est aussi à la base de l'enquête de satisfaction des usagers qui a été initiée et réalisée par le ministère dans l'optique d'une administration de développement.

Sous le Ministre d'Etat Pascal Irénée KOUPAKI, les fonctions relatives à l'Evaluation, aux Réformes Economiques et à la Coordination de l'Aide au Développement font l'objet d'une attention particulière avec la création de nouvelles structures rattachées au Ministre telles que :

- le Bureau d'Evaluation de l'Action Publique, BEAP, devenu le Bureau d'Evaluation des Politiques Publiques, BEPP ;
- la Cellule de Coordination de l'Aide au Développement, CCAD ;
- la Cellule de Suivi des Programmes de Réformes Economiques et Structurelles, CPRES.

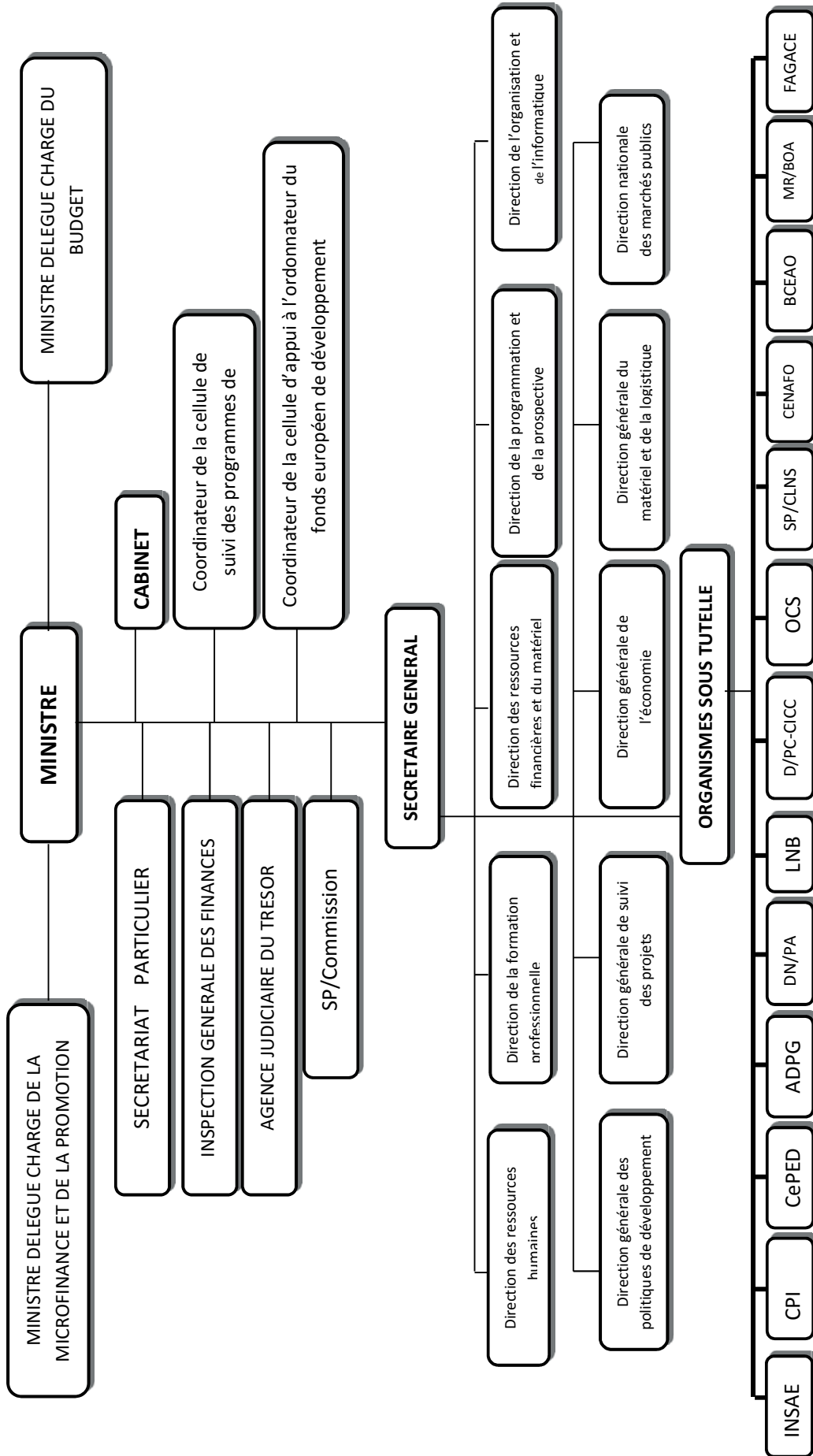
Il faut retenir que depuis son arrivée à la tête de ce département, le Ministre d'Etat KOUPAKI a engagé et conduit les principales réformes structurelles suivantes qui déterminent la transformation progressive de l'économie béninoise :

- la réforme globale de la filière cotonnière avec la constitution le 11 octobre 2008, de la Société pour le Développement du Coton, SODECO ;
- l'ouverture du capital de la Continental Bank-Bénin au secteur privé avec la signature de la convention de cession à United Bank for Africa, UBA, qui a eu lieu le 31 décembre 2008 ;
- le désengagement de l'Etat de la Société des Ciments d'Onigbolo ;
- la signature d'une convention avec la Société Financière Internationale, SFI, Conseil du Gouvernement pour la mise en concession des deux quais à construire par Millenium Challenge Account, MCA, Bénin ;
- la réforme du Port de Cotonou, avec la cession de deux nouveaux postes à quai ;
- l'ouverture du capital social de Bénin Télécoms SA pour laquelle le processus de recrutement d'une banque d'affaires susceptible d'accompagner le gouvernement dans sa mise en œuvre est lancé ;
- la réalisation d'une réflexion relative à la fiscalité de développement ;
- le lancement du processus de mise en place de certaines agences spécifiques telles que les agences de mise en valeur de périmètres hydro agricoles, de promotion de la mécanisation agricole et de la réhabilitation des pistes rurales ;
- la privatisation de l'Industrie du Bois du Bénin, IBB SA ;
- l'enclenchement du processus de la création d'une banque agricole.

Le ministère a également donné l'exemple aux ministères sectoriels en mettant en place et en rendant fonctionnelle la Cellule Genre et Développement ; la Cellule Sectorielle de Pilotage de la Réforme Administrative ; les organes nécessaires à la réforme budgétaire et à la Gestion Axée sur les Résultats tels que le Comité de pilotage de la réforme budgétaire, le Comité de gestion des programmes et des points focaux de suivi-évaluation du budget-programme, la Cellule de suivi-évaluation du budget-programme. C'est pour cette raison que des Lettres de Mission et des Lettres d'Evaluation sont adressées aux responsables de structures et que les Revues Trimestrielles des Plans de Travail Annuel, PTA, sont tenues régulièrement et à bonne date.

Il est utile de souligner que dans le cadre de sa participation à l'approfondissement de la bonne gouvernance et du renforcement de la qualité de la dépense publique, le ministère expérimente le mode des achats groupés de fournitures et matériels qui permettent de réaliser des économies de charge de fonctionnement. Par ailleurs, le Ministre d'État a engagé une nouvelle démarche de rationalisation des choix d'investissements publics avec des critères rigoureux de sélection et des séances de pré arbitrage des Programmes d'Investissement Public, PIP, en présence des Ministres sectoriels.

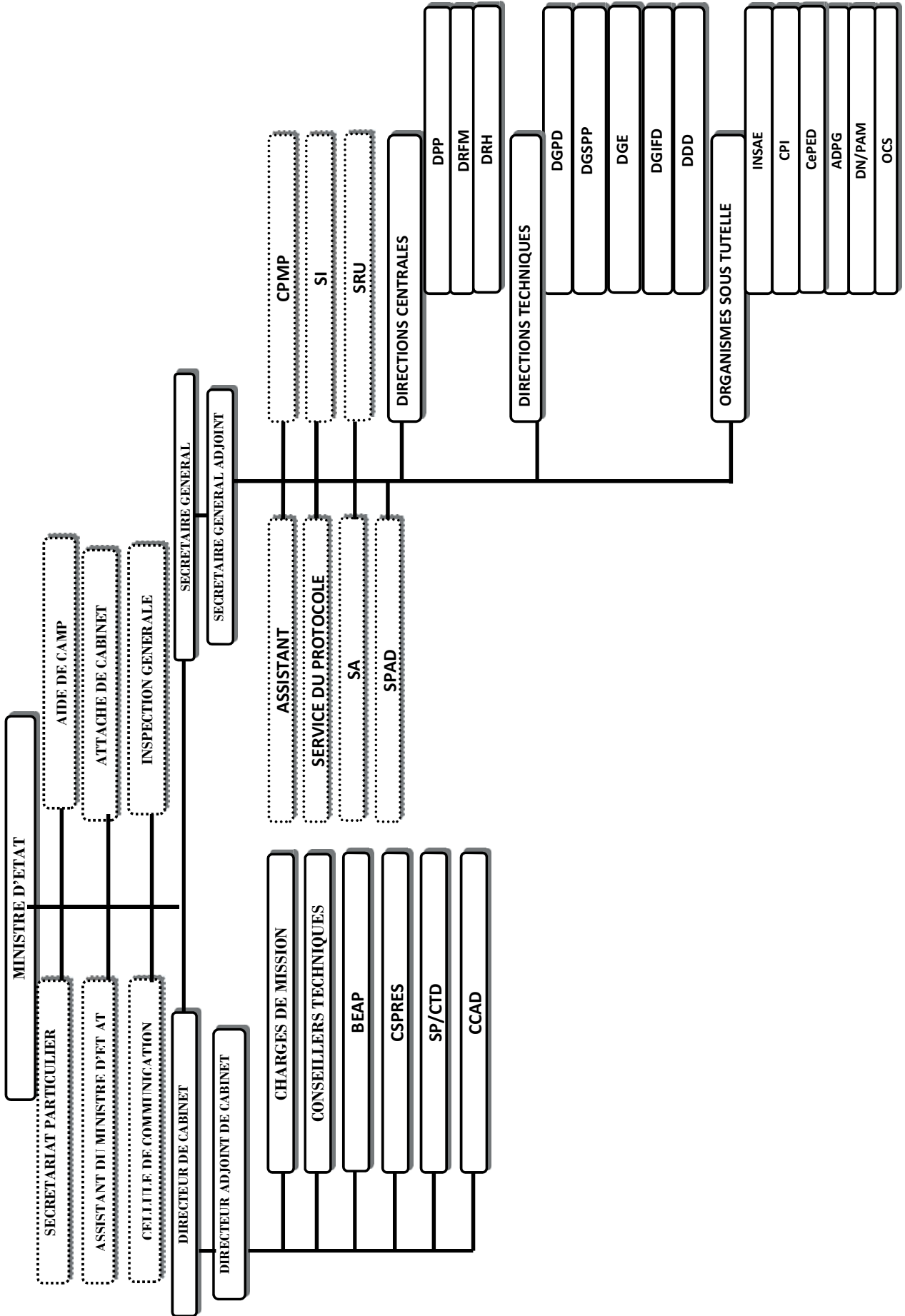
Organigrammes du Ministère : Décret n° 2006-616 du 23 novembre 2006



SIGLES

ADPG	:	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENAFOC	:	Centre National de Formation Comptable
CePED	:	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
D/PC-CICC	:	Direction du Palais des Congrès et du Centre International de Conférences de Cotonou
DN-PAM	:	Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial
FAGACE	:	Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
LNB	:	Loterie Nationale du Bénin
MR/BOAD	:	Mission Résidente de la BOAD au Bénin
OCS	:	Observatoire du Changement Social
SP/CNLS	:	Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre le SIDA
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DRH	:	Direction des Ressources Humaines

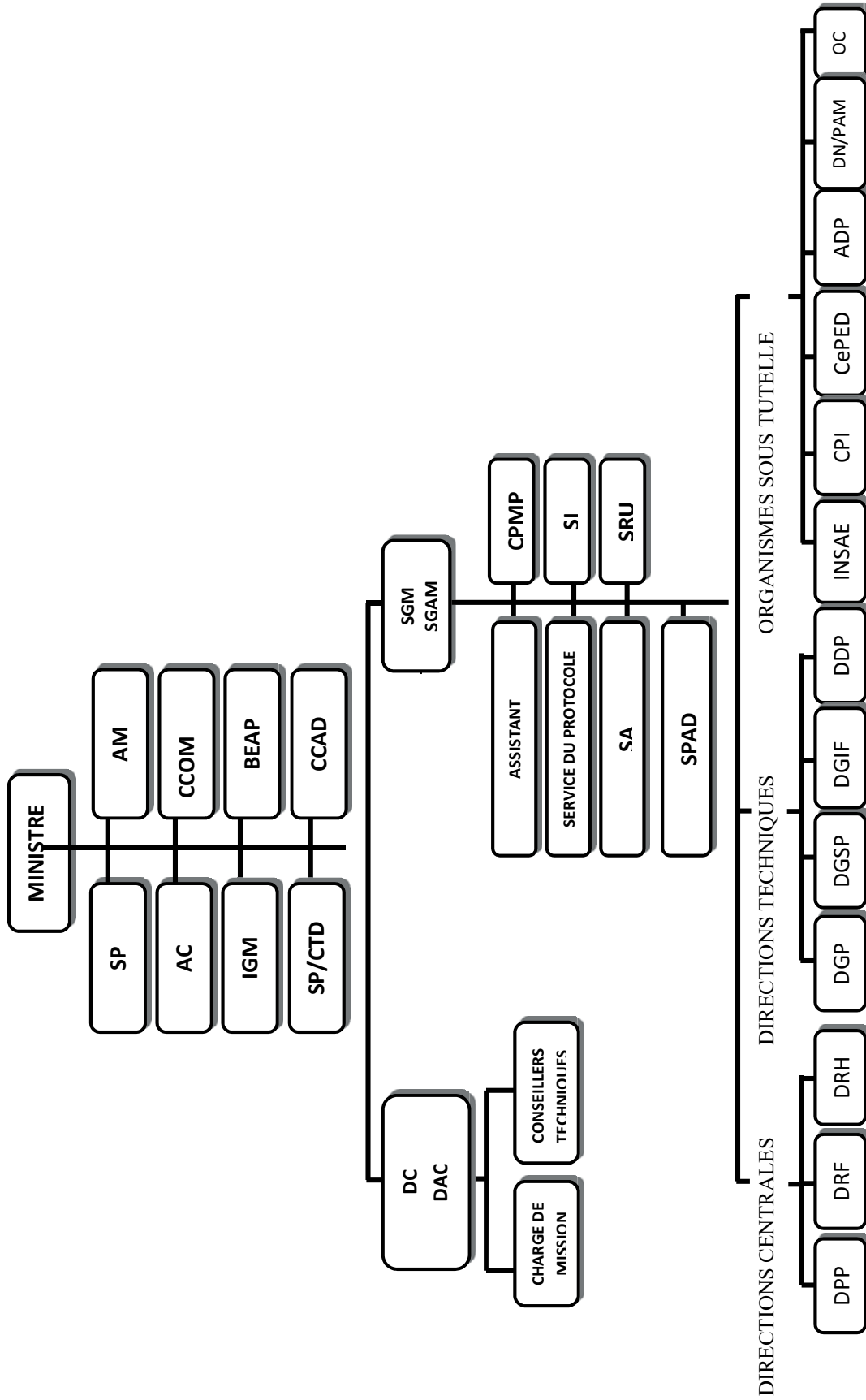
Décret n° 2007-438 du 02 octobre 2007



SIGLES

ADPG	:	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
BEAP	:	Bureau d'Evaluation de l'Action Publique
CCAD	:	Cellule de Coordination de l'Aide au Développement
CePED	:	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
CPMP	:	Cellule de Passation des Marchés Publics
CSPRES	:	Cellule de Suivi des Programmes de Réformes Economiques et Structurelles
DDD	:	Directions Départementales du Développement
DGE	:	Direction Générale de l'Economie et de l'Intégration Economique
DGIFD	:	Direction Générale des Investissements et du Financement du Développement
DGPD	:	Direction Générale des Politiques de Développement
DGSPP	:	Direction Générale du Suivi des Projets et Programmes
DN/PAM	:	Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DRFM	:	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DRH	:	Direction des Ressources Humaines
IGM	:	Inspection Générale du Ministère
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
OCS	:	Observatoire du Changement Social
SA	:	Secrétariat Administratif
SI	:	Service Informatique
SPAD	:	Service de Pré-Archivage et de la Documentation
SP/CTD	:	Secrétariat Permanent de la Commission Technique de Dénationalisation
SRU	:	Service des Relations avec les Usagers

Décret n° 2008-107 du 10 mars 2008



SIGLES

ADPG	:	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
BEAP	:	Bureau d'Evaluation de l'Action Publique
CCAD	:	Cellule de Coordination de l'Aide au Développement
CePED	:	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
CPMP	:	Cellule de Passation des Marchés Publics
DDD	:	Directions Départementales du Développement
DGIFD	:	Direction Générale des Investissements et du Financement du Développement
DGPD	:	Direction Générale des Politiques de Développement
DGSPP	:	Direction Générale du Suivi des Projets et Programmes
DN/PAM	:	Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DRFM	:	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DRH	:	Direction des Ressources Humaines
IGM	:	Inspection Générale du Ministère
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
OCS	:	Observatoire du Changement Social
SA	:	Secrétariat Administratif
SI	:	Service Informatique
SPAD	:	Service de Pré-Archivage et de la Documentation
SP/CTD	:	Secrétariat Permanent de la Commission Technique de Dénationalisation
SRU	:	Service des Relations avec les Usagers

Rencontre du Ministre avec les chefs d'entreprises	18 juillet 2005	Cette rencontre avec les responsables et directeurs des sociétés publiques, semi-publiques et privées s'est tenu dans la salle de conférence du ministère.
Séance de travail avec les cadres des ministères en charge du plan et de l'environnement ainsi que les riverains de la zone maritime sur le projet de lutte contre l'érosion côtière	19 août 2005	Cette rencontre a été initiée par le Ministre d'Etat et son collègue en charge de l'environnement dans les locaux du ministère du Plan pour faire le point des actions menées dans le cadre du projet modulaire de protection de la côte maritime à l'Est de l'EPI de SIAFATO à Cotonou.
Remise des premiers chèques du PNDCC aux communes éligibles des départements du Zou-Collines et du Mono-Couffo	24 octobre 2005	C'est le Ministre lui-même qui a procédé, au Centre International de Conférence de Cotonou, à la remise de ces chèques d'un montant de 283.732.964 francs CFA, c'est le montant des premiers chèques du PNDCC. C'était aussi l'occasion pour lui de montrer aux communautés présentes, comment monter un plan stratégique.
Signature de l'accord de crédit pour le financement de la phase II du Projet de Gestion Urbaine Décentralisée, PGUD II	04 novembre 2005	Cette cérémonie a eu lieu au Ministère d'Etat chargé de la Planification et du Développement. Le document a été signé par le Ministre d'Etat et le Représentant Résident de la Banque Mondiale au Bénin, Dariétou GAYE en présence des Ministres en charge des finances, de la décentralisation, des affaires étrangères et de l'urbanisme. Le montant du crédit est de 35 millions de dollars, soit 18 milliards de francs CFA environ.
Signature de deux documents de projets dans le cadre de la réforme foncière	17 novembre 2005	C'est la salle de conférence du Ministère chargé de la Planification et du Développement qui a servi de cadre à la signature de deux documents de projets par le Ministre d'Etat Zul Kifl SALAMI, le Représentant-Résident du PNUD au Bénin Edith GASANA et Dariétou GAYE, Représentant-Résident de la Banque Mondiale. A leurs côtés, on notait la présence des Ministres en charge de l'urbanisme et de l'agriculture et du Représentant de la coopération belge.
Assemblée plénière des membres du comité national de lutte contre la pauvreté	03 février 2006	Tenue au Centre International des Conférences à Cotonou, cette séance présidée par le ministre d'Etat, chargé de la planification et du développement, Zul Kifl SALAMI a permis aux participants de faire la synthèse des résultats de la première génération du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, DSRP, avant de jeter les bases d'élaboration de la deuxième génération.
Conférence des experts et des ministres des Pays les Moins Avancés sur le transfert des fonds des migrants	09 au 10 février 2006	Les travaux de cette conférence tenue au Centre International des Conférences de Cotonou ont été ouverts par le ministre d'Etat.
Rencontre du Ministre avec les coordonnateurs de projet	22 février 2005	C'est la salle de conférence du Ministère d'Etat qui a abrité la rencontre du ministre Zul Kifl SALAMI avec les coordonnateurs de projets des ministères. On pouvait noter la présence du Ministre des Finances et de l'Economie. L'objectif était de voir avec ces responsables de projets, les difficultés qui entravent leurs missions.

Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective	METEHOUE Oscar Patrice Bienvenue		Arrêté n° 88/MPDEAP/ DC/SGM/SP du 26/12/2008	
Directeur des Ressources Financières et du Matériel	HOUSSOU-FREJUS Théodore	Administrateur Civil	Décret n° 2007-30 du 26/01/2007	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Directeur des Ressources Humaines	ZINSOU Brice Daniel		Décret n° 2007-30 du 26/01/2007	
Directrice des Ressources Humaines	AHOUIY Elisabeth	Administrateur Civil	Décret n°2007-30 du 26/01/2007	confirmée en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Directeur Général des Politiques de Développement	DAHOUN B. Dieudonné	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 2007-29 du 26/01/2007	confirmé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Directeur Général Adjoint des Politiques de Développement	POFAGI Mathias	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2007-29 du 26/01/2007	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Directeur Général du Suivi des Projets	SEIDOU Amadou	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2007-29 du 26/01/2007	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008
Directrice Générale Adjointe du Suivi des Projets	CHOUBADE Aminatou	Economiste Gestionnaire	Décret n° 2007-29 du 26/01/2007	
Directrice Générale Adjointe du Suivi des Projets et Programmes	ABOU YAÏ Moussiliatou	Ingénieur Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	
Directrice Générale des Investissements et du Financement du Développement	CHOUBADE Aminatou	Economiste Gestionnaire	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	
Directeur Général Adjoint des Investissements et du Financement du Développement	TOKPLO Pierre Claver	Economiste Planificateur	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique	CHABI Zacharie Félicien		Décret n° 2006-256 du 06/06/2006	
Directeur Général des Douanes et Droits Indirects	ADEKAMBI Charles	Administrateur des Douanes	Décret n° 2006-257 du 06/06/2006	
Directeur Départemental Atacora/Donga	ALI Amadou Barassounon	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2008-256 du 19/05/2008	

Directeur Départemental Atlantique/Littoral	ALODJOGBE Mahoussi Françoise	Démographe	Décret n°2008-256 du 19/05/2008	
Directeur Départemental Borgou/Alibori	CHABI HAMIDOU Kpyo	Ingénieur Planificateur	Décret n°2008-256 du 19/05/2008	
Directeur Départemental Mono/ Couffo	TOHOUEGNON Jean Thomas	Ingénieur Statisticien démographe	Décret n° 2008-256 du 19/05/2008	
Directeur Départemental Ouémé/Plateau	AHLONSOU Lucien	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2008-256 du 19/05/2008	
Directeur Départemental Zou/ Collines	AMOUSSOU Damase Misségbétché	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2008-256 du 19/05/2008	
Responsables de structures sous tutelle				
Directrice Générale du CPI	OGOUSSAN Noëlle	Administrateur	Nommé en Conseil des Ministres du 16 avril 2008	
Directeur Général de l'INSAE	VODOUNOU Cosme Zinsou	Ingénieur Statisticien Economiste		
Directeur Général du CePED	POFAGI Mathias	Ingénieur Planificateur		Cumulativement avec ses autres fonctions
Directeur Général de l'ADPG	OKOU Christophe	Docteur en Aménagement du Territoire et Développement Régional		

Tableau n° 59 : Actes

N°	Date de signature	Objet
Lois		
2006-22	14/12/2006	portant autorisation de ratification de l'accord de prêt n° 2100150012493 signé le 14 septembre 2006 entre la République du Bénin et le Fonds Africain de Développement, FAD, en vue du financement partiel du Programme d'Appui à la stratégie de réduction de la Pauvreté Phase II, PASRP II.
2006-23	14/12/2006	portant autorisation de ratification de l'accord du troisième financement N°4241-BEN signé le 8 novembre 2006 entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement, AID, dans le cadre de l'Appui au programme de Réduction de la Pauvreté.
2007-26	08/10/2007	portant organisation de ratification de l'accord de financement n°4339 BEN signé le 13 juillet 2007 entre la R.B. et l'Association Internationale de Développement, AID, dans le cadre du quatrième appui au Programme de Réduction de la Pauvreté, PRSC-IV.

2006-22	14/12/2006	portant autorisation de ratification de l'accord de prêt n° 2100150012493 signé le 14 septembre 2006 entre la République du Bénin et le Fonds Africain de Développement, FAD, en vue du financement partiel du Programme d'Appui à la stratégie de réduction de la Pauvreté Phase II, PASRP II.
Ordonnance		
2008-04	28/12/2008	portant modification des articles 11 et 33 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant code des Investissements et instituant par adjonction des articles 47-1 A 47-3 le régime « D » relatif aux investissements lourds.
Décrets		
2006-616	23/11/2006	portant attributions, organisation et fonctionnement du MDEF.
2006-617	23/11/2006	portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification de l'accord de financement signé entre la R.B. et l'Association Internationale de Développement dans le cadre du troisième appui au Programme de Réduction de la Pauvreté-PRSC-III.
2006-700	14/12/2006	portant ratification de l'accord de prêt n° 2100150012493 signé le 14 septembre 2006 entre la République du Bénin et le Fonds Africain de Développement, FAD, dans le cadre du financement partiel du programme d'Appui à la stratégie de réduction de la pauvreté Phase II, PASRP II.
2006-701	14/12/2006	portant ratification de l'accord du troisième financement n° 4241-BEN signé le 8 novembre 2006 entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement, AID, dans le cadre de l'Appui au programme de Réduction de la pauvreté.
2006-749	31/12/2006	portant création, attribution et fonctionnement de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières, CENTIF.
2008-107	10/03/2008	portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation, de l'Action Publique.
2008-204	09/03/2008	portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi modifiant les articles 11 et 33 de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant code des investissements et instituant le régime « D » relatif aux investissements lourds.
Arrêtés		
956/MDEF/MDCNT/DC/COD	02/10/2006	portant création d'un comité chargé de la mise en adéquation des termes de référence pour la privatisation de Bénin Télécoms SA et la mise en place d'un organe de régulation des postes et télécommunications et de gestion informatisée des fréquences, avec les nouvelles orientations du gouvernement.
131/MDEF/DC/SGM/DGPD/DMRE/SAB/AGDA	05/03/2007	portant création du comité ad hoc chargé de l'ouverture des plis, du dépouillement et du jugement provisoire des soumissions relatives à l'appel d'offres international n° 1672/MDEF/DC/SGM/DCRE/SAB/D-A du 11 septembre 2006, pour l'élaboration d'un plan stratégique d'accès des produits béninois au marché américain.
40/MPDEAP/DC/SGM/DPP/DRFM/SP	21/07/2008	portant création, composition, attributions et fonctionnement du comité chargé de la rédaction des rapports de performance, gestion 2006 et 2007, du MPDEAP.
41/MPDEAP/DC/SGM/SA	25/07/2008	portant création, attributions et fonctionnement de la Cellule sectorielle de Pilotage de la Réforme Administrative, CSPRA.
42/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SP	25/07/2008	portant création, attributions, composition et fonctionnement du comité de Pilotage de la Réforme Budgétaire du MPDEAP.
43/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SA	25/07/2008	portant nomination des membres du Comité de Pilotage de la Réforme Budgétaire du MPDEAP.

44/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SP	25/07/2008	portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité de Gestion des Programmes et des Points Focaux de suivi-Evaluation du Budget Programme du MPDEAP.
45/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SP	25/07/2008	portant création, attributions, composition et fonctionnement de la Cellule de suivi-Evaluation du Budget-Programme du MPDEAP.
46/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SA	25/07/2008	portant nomination des Chefs de File, des Superviseurs des Programmes et des Points Focaux de Suivi-Evaluation du Budget Programme du MPDEAP.
47/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SA	25/07/2008	portant nomination des membres de la Cellule de Suivi-Evaluation du Budget-Programme du MPDEAP.
53/MPDEAP/DC/SGM/SA	14/08/2008	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Politiques de Développement, DGPD.
59/MPDEAP/DC/SGM/SA	14/08/2008	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction des ressources Humaines, DRH.
61/MPDEAP/DC/SGM/SA	14/08/2008	portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Programmation et de la Prospective, DPP.
85/MPDEAP/DC/SGM/DPP/SP	04/12/2008	portant création attributions, organisation et fonctionnement de la « Cellule Genre et Développement » du MPDEAP.
87/MPDEAP/DC/SGM/SP	26/12/2008	portant nomination des Directeurs Techniques des Directions Générales du Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique.

Tableau n° 60 : Evénements importants

Nature de l'évènement	Date	Commentaires
Forum pour la promotion de la coopération USA-Bénin	25 janvier 2007	C'est la promotion des relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et le Bénin qui est visée par ces assises du Centre International des Conférences de Cotonou placées sous l'égide de Pascal KOUPAKI, Ministre du Développement de l'Economie et des Finances en présence de Mme Gayleatha BROWN, ambassadeur des Etats-Unis. Ces assises ont été complétées le lendemain par une session d'information sur la loi AGOA.
Lancement du répertoire des prix de référence	04 mai 2007	Pour instaurer une sécurisation des ressources de l'Etat, le Ministre du Développement, de l'Economie et des Finances a mis à la disposition des opérateurs économiques qui soumissionnent aux marchés publics, un répertoire des prix de référence dont l'objectif est de discipliner les acteurs et d'harmoniser désormais les prix afin de réaliser des économies pour l'Etat.
Institution des réunions de CODIREC	13 mars 2008	Il s'agit des rencontres hebdomadaires où des comptes rendus sont faits sur les points des diverses tâches prescrites aux Directions, l'exécution des tâches issues des décisions administratives, l'examen des projets de communication à introduire en Conseil des Ministres par le Ministre d'Etat et sur autres questions diverses.
Institution des réunions de CODIR	30 mai 2008	Présidé par le Ministre d'Etat ou son Représentant, cet organe mensuel est chargé d'apprécier les différents dossiers techniques en cours d'étude dans les Directions ou d'étudier toutes autres questions qui lui sont soumises par le Ministre d'Etat.
Installation des membres du groupe de réflexion sur la fiscalité de développement	20 juin 2008	C'est le Ministre d'Etat lui-même qui a procédé à l'installation de ce groupe présidé par M. Richard ADJAHO et qui devra faire une analyse critique du système fiscal actuel, explorer les conclusions des diverses études et proposer les solutions idoines en vue de la mise en place d'un système fiscal qui sous-tende le développement économique et social du Bénin.

Organisation des retraites stratégiques du personnel de direction du Ministère (périodique)	13-14 décembre 2008	
Réalisation de la charte graphique du Ministère	2008	
Réalisation du Site web du Ministère	2008	

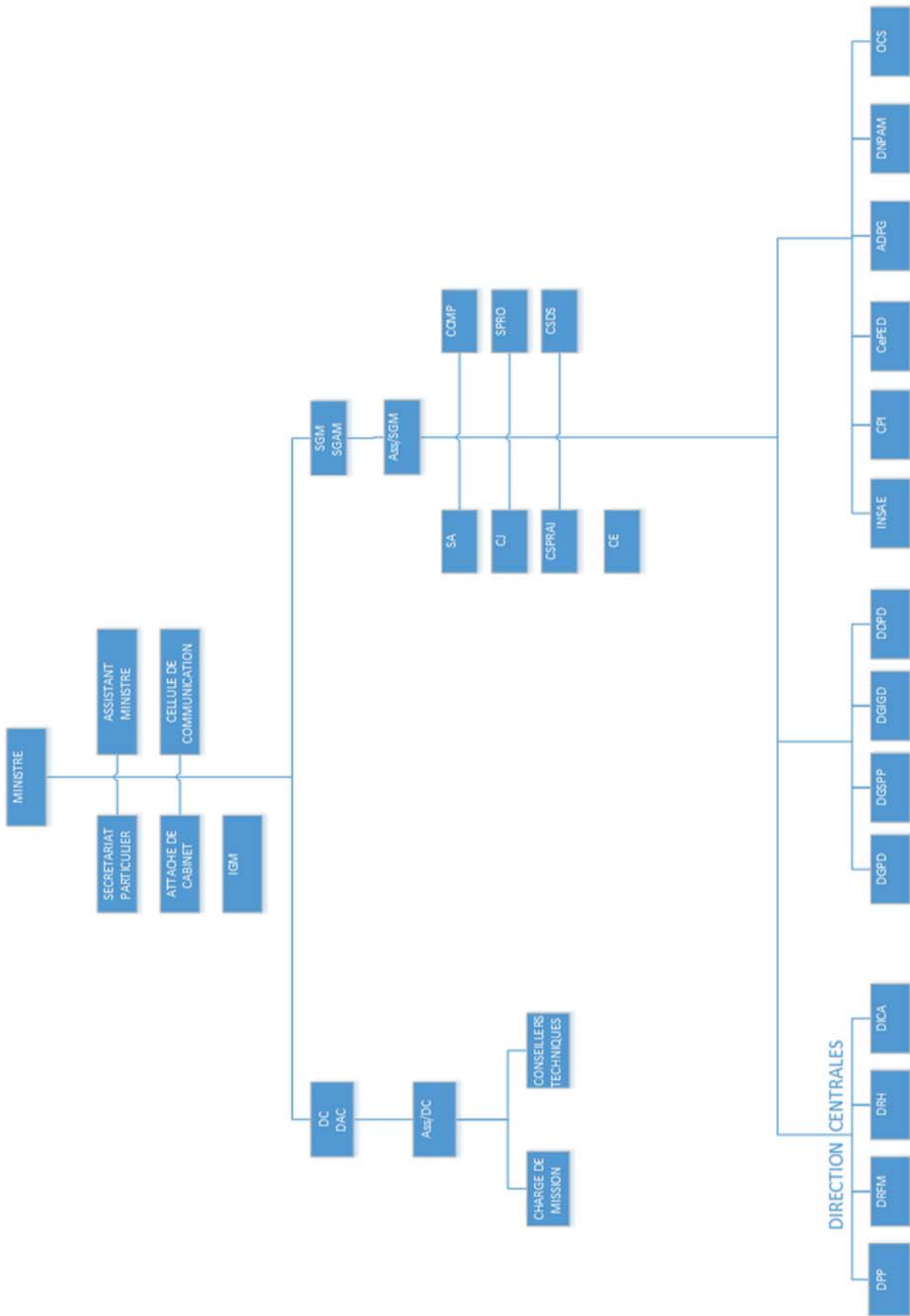
Tableau n° 61 : Document de politiques, stratégies et réformes nationales et sectoriels élaborés

Titre	Date de lancement	Structures ayant élaboré le document
Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté 2007-2009	mars 2007	MPDEAP
Plan d'Actions Prioritaires de la SCRP		MPDEAP
Orientations Stratégiques de Développement		MDEF
Identification des Piliers Prioritaires de l'Economie Béninoise		MPDEAP
Rapport sur la Fiscalité de Développement au Bénin		MPDEPP-CAG
Rapport sur l'Enquête de satisfaction des usagers du MPDEAP au titre de l'année 2008		MPDEAP
Réformes pilotées par le Ministère		MPDEAP
Note d'orientation du PIP		MPDEAP



28 - Marcel Alain de SOUZA

Economiste, Banquier, il est nommé Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective par Décret n°2012-544 du 17 décembre 2012. Né le 30 octobre 1953 à Pobè, il décède le 16 juillet 2019 à Paris.



SIGLES

SGAM	:	Secrétaire Général Adjoint du Ministère
ADPG	:	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
CePED	:	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CCMP	:	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CENARFO	:	Centre National de Recherche et de Formation en Développement
CPI	:	Centre de Promotion des Investissements
DDPD	:	Directions Départementales de la Prospective et du Développement
DGPD	:	Direction Générale des Politiques de Développement
DGSPP	:	Direction Générale du Suivi des Projets et Programmes
DIP	:	Direction de l'Informatique et du Pré-Archivage
DN/PAM	:	Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial
DPP	:	Direction de la Programmation et de la Prospective
DRFM	:	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DRH	:	Direction des Ressources Humaines
IGM	:	Inspecteur Général du Ministère
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
OCS	:	Observatoire du Changement Social
SA	:	Secrétariat Administratif

Tableau n° 62 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	LAOUROU Rigobert	Administrateur des Services Financiers	Décret n° 2011-746 du 24 /11/2011	
Directeur Adjoint de Cabinet	AOUTCHEME Salem Patterson	Économiste	Décret N°2011-901 du 30/12/2011	
Chargé de mission	Mme BOUKARI BAKO DJAOUGA Mamata	Administrateur civil	Décret 2015-226 du 07/04/2015	
Conseiller Technique Juridique	DOSSOU-YOVO Bonaventure	Juriste	Décret N°2015-226 du 17 avril 2015	
Conseiller Technique à l'Economie	ALAPINI ZEZE Liliane	Économiste	Décret n° 2011-746 du 24 /11/2011	
Conseiller Technique au Suivi des Projets et Programmes	LAWANI Rosemonde	Économiste	Décret n° 2011-746 du 24 /11/2011	
Secrétaire Général du Ministère	YAHA Z. Pascal	Ingénieur Planificateur Economiste		
Secrétaire Général Adjoint du Ministère	OKE S. Antoine	Ingénieur Planificateur Economiste		
Secrétaire Général Adjoint du Ministère	AHLONSOU S. Lucien	Ingénieur Planificateur Economiste		
Inspecteur Général du Ministère	YAYA-OYE Alao Issa	Ingénieur des Services Techniques des Travaux Publics		
Inspecteur Général Adjoint du Ministère	ADJAHO Innocent	Administrateur des Services Financiers		
Chef de la Cellule C des Marchés Publiques	OHOUKO Christophe	Attaché des Services Financiers	Décret N°2012-388 du 06/11/2012	
Conseiller Technique Chargé de la Programmation des Entreprises	TOUDONOU Johanès Athanase	Economiste	Décret N° 2014 du 18/04/2014	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur de la Programmation et de la Prospective	EYEBIYI Christian	Ingénieur Planificateur		
Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective	METEHOUE Oscar Patrice	Administrateur des projets	Décret N°2014-278 du 18/04/2014	
Directeur Général des Politiques de Développement	CAPO Lokossou	Ingénieur Planificateur		
DG/ADPG	OKOU Christophe	Géographe		

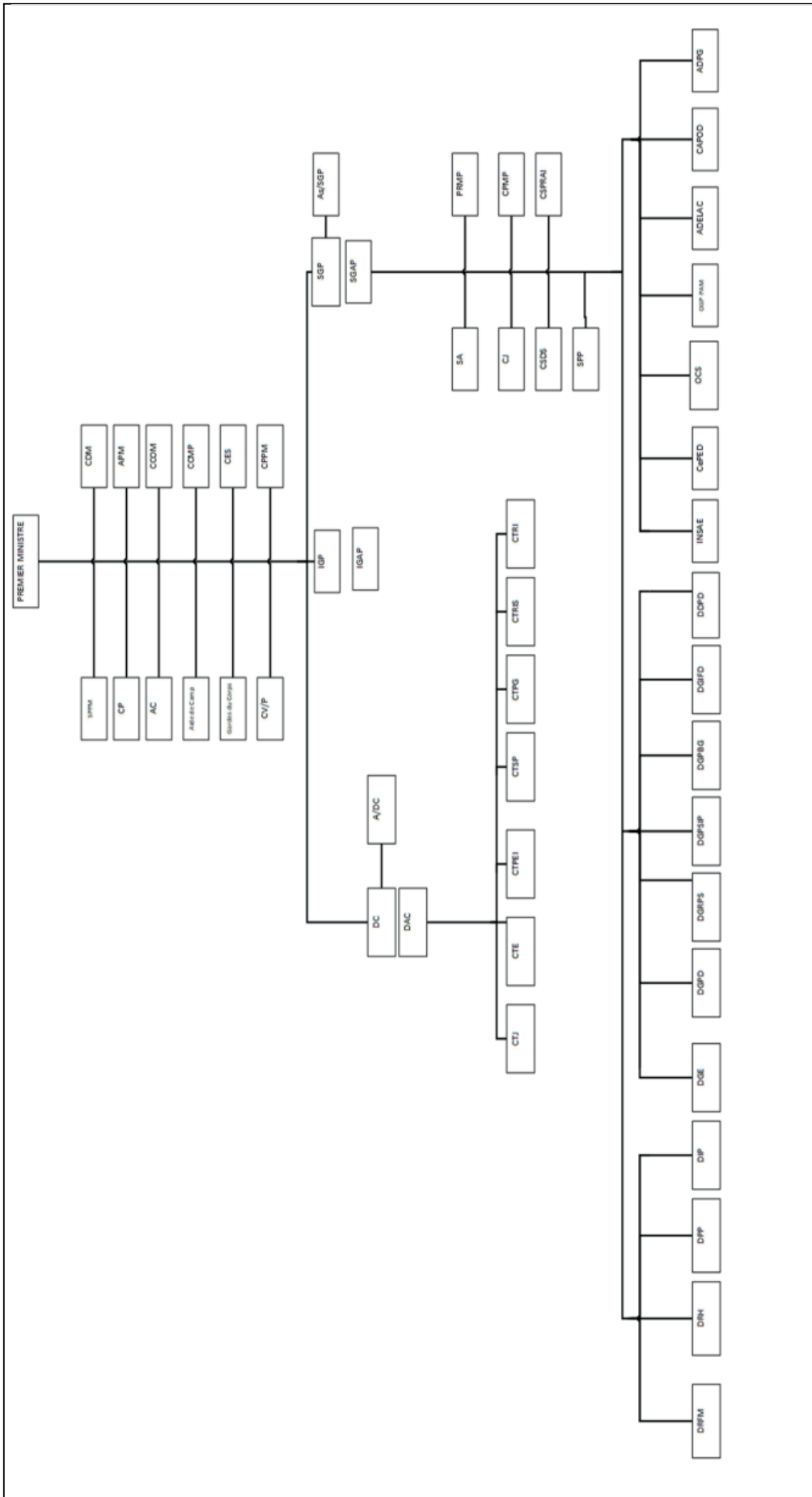
Directeur des Ressources Humaines	DJOSSOU Kodjovi	Administrateur des Ressources Humaines	Décret N°2012-388 du 06/11/2012	
Directeur Départemental des Politiques de Développement Alibori	HOUEKPONHOUNDE Jacob	Attaché des Services Administratifs		Par Intérim
Directeur Général du Suivi et des Projets et Programmes	ALLAGNON Ignace	Ingénieur Planificateur	Décret N°2014-278 du 18/04/2014	
Directeur des Ressources Financières et du Matériel	BONI BIAO Abdou Karim	Administrateur des Services Financiers	Décret N°2011-746 du 24/11/2011	
DGIFD	ABOU YAI Moussiliatou	Ingénieur Planificateur		
DGAIFD	FALOLOU Désiré	Ingénieur Planificateur		
Responsables de structures sous tutelle				
Directrice Générale /CPI	OGOUSSAN Noëlle	Administrateur	Décret N°2014-278 du 18/04/2014	
Directeur National du Programme Alimentaire Mondial	AFOUDA Philippe Pierre	Ingénieur Statisticien Economiste		
Directeur Général de l'Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial au Bénin	GODONOU Gnonlonfin	Administrateur des projets	Décret N°2015-226 du 17/04/2015	
Directeur Général du CePED	POFAGI Mathias	Géographe		
Directeur Général CAPOD	ADJOVI Epiphane	Ingénieur Planificateur		
DG/INSAE	BIAO Alexandre	Ingénieur Statisticien Economiste		
DGA/INSAE	MAKPENON Michel	Ingénieur Planificateur		
Directeur Général du Centre de Promotion des Investissements	YAOVI EDE Victorin	Ingénieur Planificateur	Décret 2015-226 du 17/04/2015	
Coordonnateur des Observatoires du Changement Social	DJOTO Sehizoun	Administrateur des projets		
Directeur Général des Politiques de Développement de l'Analyse Economique et de la Prospective	AKPO Samuel Romain	Ingénieur Planificateur	Décret N°2012 du 06/11/2012	



29 - Lionel ZINSOU

Economiste, Banquier d'affaires, il est nommé Premier Ministre chargé du Développement Economique, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Promotion de la Bonne Gouvernance par Décret n° 2015-370 du 18 juin 2015. Il est né le 23 Octobre 1954 à Paris.

De nationalité française et béninoise, ancien élève de l'École normale supérieure, de l'Institut d'Études Politiques et de la London School of Economics, agrégé de Sciences économiques et sociales, avait commencé sa carrière dans la fonction publique en tant qu'assistant puis maître de conférences en économie (Université de Paris XIII et École normale supérieure). Il a été membre du Cabinet du Ministre de l'Industrie et du Premier Ministre, de 1984 à 1986, avant de rejoindre le secteur privé, en entrant au groupe Danone comme contrôleur de gestion, directeur du Développement puis directeur général des filiales anglaises et directeur de Branche, membre du Comité Exécutif. Membre du Conseil d'administration de l'Institut Pasteur, du Global Leadership Council de Brookings (Washington D.C.) et du High Level Financial Panel créé par le G20 en 2010, il a également été consultant du Programme de développement des Nations Unies et l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) et conseiller spécial auprès du Président du Bénin de 2006 à 2011 avant d'être appelé en juin 2015 au poste de Premier Ministre chargé du développement économique, de la promotion de la bonne gouvernance et du dialogue social, poste qu'il occupa jusqu'en avril 2016. Par décret en date du 9 mai 2017, l'économiste franco-béninois Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin a été nommé en qualité de personnalité qualifiée au sein du groupement d'intérêt public dénommé « Mission de la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions ». Selon un décret en date du 9 mai 2017, l'économiste franco-béninois a été nommé au même titre que le juriste sénégalais Doudou Diène, le PDG de TraceTV le français Olivier Laouchez, la réalisatrice Leïla Sy et la Française Françoise Verges. Lionel Zinsou et ses pairs auront pour charge de faire de cette fondation « une source de promotion des valeurs de liberté, d'égalité, de tolérance » et de diffusion de « la connaissance de l'esclavage, de la traite mais aussi tout le combat des abolitionnistes ». Il est nommé en juin 2017 président du think tank Terra nova dont le but est de produire et diffuser des solutions politiques



SIGLES

APM	:	Assistant du Premier Ministre
AC	:	Attaché de Cabinet
A/DC	:	Assistant du Directeur de Cabinet
ADELAC	:	Agence pour le Développement intégré de la zone Economique du Lac AHEME et ses Chenaux
ADPG	:	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
A/SGP	:	Assistant du Secrétaire Général de la Primature
BAF	:	Bureau Administratif et Financier
CTJ	:	Conseiller Technique Juridique
CTE	:	Conseiller Technique à l'Economie
CTPEI	:	Conseiller Technique à la Promotion de l'Entreprise et à l'Innovation
CTSP	:	Conseiller Technique au Suivi de la Performance
CTPG	:	Conseiller Technique à la Promotion de la Bonne Gouvernance
CTRI	:	Conseiller Technique aux Relations Institutionnelles et Sociales
CTRI	:	Conseiller Technique aux Relations Internationales
CSDS	:	Cellule Sectorielle du Dialogue Sociale
CePED	:	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CCMP	:	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CPMP	:	Commission de Passation des Marchés Publics
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
CDMT	:	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CES	:	Cellule d'Etudes Stratégiques
CCOM	:	Cellule de Communication
CP	:	Chargé de Protocole
SP	:	Secrétariat Particulier
DC	:	Directeur de Cabinet
DDPD	:	Directions Départementales de la Prospective et du Développement
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
CDM	:	Chargés de Mission
CT	:	Conseillers Techniques
CJ	:	Cellule Juridique
CSPRAI	:	Cellule Sectorielle de Pilotage des Réformes Administratives et institutionnelles
DGRPS	:	Direction Générale des Relations avec les Partenaires Sociaux
DSVS	:	Direction de la Stratégie et de la Veille Sociale
DSF	:	Direction du Suivi de la Formation
DGE	:	Direction Générale de l'Evaluation
DCDC	:	Direction de la Coopération et du Développement des Capacités
DEAI	:	Direction de l'Evaluation et de l'Analyse d'Impact
DGPBG	:	Direction Générale de la Promotion de la Bonne Gouvernance

DESG	:	Direction des Etudes et Stratégies de Gouvernance
DCSG	:	Direction de la Coopération et du Suivi de la Gouvernante
DNCMP	:	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DGPD	:	Direction Générale des Politiques de Développement
DPPD	:	Direction de la Prospective et de la Planification du Développement
DPPS	:	Direction des Politiques et Programmes Sectoriels
DPPP	:	Direction des Politiques et Programmes de Population
DADB	:	Direction d'Appui au Développement à la Base
DGPSIP	:	Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
DPIP	:	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DSIP	:	Direction du Suivi des Investissements Publics
DASPPP	:	Direction d'Analyse et de Synthèse des Performances des Projets et Programmes
DIP	:	Direction des Investissements Privés
DAB	:	Direction des Aide Bilatérales
DAM	:	Direction des Aides Multilatérales
DPF	:	Direction de la Prospection des Financements
DRH	:	Direction des Ressources Humaines
DRFM	:	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DPP	:	Direction de La Programmation et de la Prospective
DIP	:	Direction de l'Informatique et du Pré-archivage
DCF	:	Délégué du Contrôleur Financier
IGP	:	Inspecteur Générale de la Primature
IGAP	:	Inspecteur Général Adjoint de la Primature
OGP-PAM	:	Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial
PM	:	Premier Ministre
PRMP	:	Personne Responsable des Marchés Publics
SPELI	:	Service de Promotion de l'Economie Locale et de l'Innovation
SPP	:	Service de Protocole de la Primature.
SPPM	:	Secrétariat Particulier du Premier Ministre
SGP	:	Secrétariat Général de la Primature
SGAP	:	Secrétaire Général Adjoint de la Primature
SA	:	Secrétariat Administratif
SSID	:	Service des Statistiques et du Suivi des Indicateurs de Développement
SPPSP	:	Service de la Planification, de la Programmation et du Suivi des Projets
SPD	:	Service de Pré Archivage et de Documentation
SI	:	Service Informatique
SRU	:	Service des Relations avec les Usagers

Tableau n° 63 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	Mireille GUEDOU MADODE	Administrateur des ressources humaines, gestionnaire des projets	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Adjoint de Cabinet	Sosthène GNANSOUNOU	Docteur en économie, gestionnaire des projets	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Chargé de Mission	Quentin SAUZAY	Administrateur des projets, spécialiste en relations internationales	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Chargé de Mission	Hamet AGUEMON	Administrateur des projets, spécialiste en relations internationales	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Conseiller Technique Juridique	Fidèle AYENA	Spécialiste en droit international	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Conseiller Technique à l'Economie	Eric Kouassi VIKEY	Ingénieur statisticien économiste, gestionnaire des projets	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Conseiller Technique aux Relations Internationales et Sociales	Gilles YEKPON	Administrateur des services publics	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Conseiller Technique aux Relations Internationales	William EDIKO	Spécialiste en relations internationales	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Conseiller Technique au Suivi de la Performance	Rosemonde LAWANI	Gestionnaire des projets, Spécialiste en planification	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Secrétaire Général de la Primature	Lucien AHLONSOU	Administrateur des services publics, Ingénieur en planification	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Secrétaire Général Adjoint de la Primature	Yves FANOU	Ingénieur en planification	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur des Ressources Humaines	DJOSSOU Kodjovi	Administrateurs des ressources humaines	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur des Ressources Financières et du Matériel	AFANOTIN Benjamin	Administrateur en contrôle de gestion	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur de la Programmation et de la Prospective	METEHOUÉ Oscar	Administrateur des projets	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective	KPATINDE Gérard	Ingénieur en planification	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur de l'Informatique et du Pré-Archivage	AMESSINOUS Kossi	Ingénieur en génie logiciel	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général de l'Evaluation	GOUNOU Abdoulaye	Administrateurs en gestion des projets	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général Adjoint de l'Evaluation	SOSSOU Damase	Ingénieur statisticien	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directrice Générale de la Promotion de la Bonne Gouvernance	VIGNON Sidonie	Economiste	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	

Directeur Général Adjoint de la Promotion de la Bonne Gouvernance	DJOTTO SEHIZOUN Luc	Administrateur des projets	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général des Relations avec les Partenaires Sociaux	SOTOHOU Marcellin	Administrateur	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général Adjoint des Relations avec les Partenaires Sociaux	KOUIN Barnabé Jaurès	Chercheur	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général de l'Investissement et du Financement du Développement	ADJOVI Epiphane	Ingénieur Planificateur Economiste	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général Adjoint de l'Investissement et du Financement du Développement	EDE Victorin	Ingénieur de la planification	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général des Politiques de Développement	AGUESSY Magloire	Ingénieur Statisticien Economiste	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général Adjoint des Politiques de Développement	LOKOSSOU Innocent	Economiste	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable	TCHIWANOU Pascal	Géographe	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général du Projet de Renforcement des Capacités en Analyse des Politiques de Développement	DOGNON Romuald Koffi	Administrateur en économie du développement	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Coordonnateur de l'Observatoire du Changement Social (OCS)	TOSSOU Créscentia YARO	Administrateur du Développement Communautaire	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Responsables de structures sous tutelle				
Directrice Générale du CPI	OGOUSSAN Noëlle	Administrateur	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général de l'INSAE	BIAOU Alexandre	Ingénieur Statisticien Economiste	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général du CePED	Dr TCHIWANOU Pascal	Géographe	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général de l'ADPG	AGBO Fortuné	Ingénieur de la Planification	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	

30 - Abdoulaye BIO TCHANE



Economiste et financier, il est nommé Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement par décret n°2016-264 du 06 avril 2016. Il a été confirmé à ce poste lors des remaniements ministériels qui ont suivi jusqu'à ce jour. Il fait partie de la toute première promotion du Centre ouest-africain de formation et d'études bancaires (COFEB) créé en août 1977. Il finit major de sa promotion en obtenant son diplôme d'études supérieures bancaires en 1979, qu'il complétera ensuite en 1985, par un DES en finance islamique. Il a été assistant du gouverneur de la BCEAO (1992-1996), secrétaire du conseil de convergence de L'UEMOA (1994-1996) et Directeur des études de la BCEAO (1996-1998). En mai 1998, alors qu'il est directeur des études de la BCEAO, le président Mathieu KEREKOU l'appelle au Bénin pour s'occuper du portefeuille Ministériel de l'Économie et des Finances, comme son père l'avait fait juste dans les années 1960. Poste qu'il occupa jusqu'en 2002.

Le 10 janvier 2002, il est désigné par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (Fmi), directeur Afrique de cette institution, la plus haute fonction qu'un Béninois ait occupé sur le plan international. Après son premier mandat, il bénéficia d'un second qui prit fin en janvier 2008. Cette même année, il a été nommé Président de la Banque Ouest-africaine pour le Développement (BOAD), poste qu'il occupa jusqu'en 2011. Il est auteur d'un ouvrage intitulé : « LUTTER CONTRE LA CORRUPTION : un impératif pour le développement du Bénin dans l'économie internationale », qu'il publia en 2000 en collaboration avec Philippe Montigny.

Il est né 25 octobre 1952 à Djougou, marié et père de trois enfants.

Tableau n° 64 : Cabinet et Responsables de structures

Cabinet				
Postes	Nom et Prénoms	Profession	Actes de nomination	Observations
Directeur de Cabinet	Me d'ALMEIDA Rufino	Avocat	Décret 2016-355 du 08 juin 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Directeur Adjoint de Cabinet	Dr. GNANSOUNOU Sosthène Ulrich	Economiste	Décret N° 2016-666 du 25 octobre 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Directrice Adjointe de Cabinet	Dr. BELLO Sakinatou	Juriste	Décret N° 2018 -427 du 19 septembre 2018 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Assistant du Directeur de Cabinet	KINIFFO Sébastien-Joël Thomas	Juriste	Note de Service n°2017/1705/MPD/DC/SP du 19 décembre 2017 portant nomination d'un Assistant du Directeur de Cabinet par intérim	
Assistant du Ministre d'Etat	HOUSSOU Fabrice	Juriste		
Assistant du Ministre d'Etat	ADAM SOULE Madjoulène	Administrateur des Entreprises	Arrêté n°030-c/MPD/DC/SGM/DAF/SP/023SGG du 16/11/2017	
Secrétaire Particulière du Ministre d'Etat	KETONOU Bérévise	Attaché des Services Administratifs		
Conseiller Technique à l'Economie	Dr. ALIDOU DRAMANE Djaoudath	Économiste	Décret N° 2018-037 du 31/01/2018	
Conseiller Technique Juridique	Dr. BELLO Sakinatou	Juriste	Décret N° 2016 -381 du 30 juin 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Conseiller Technique aux Infrastructures et au suivi du Programme d'Action du Gouvernement	AMADOU Yacoubou	Expert-Comptable	Décret N°2016-745 du 07 décembre portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Conseiller Technique au Secteur Privé	ABOU KABASSI Abdel Fadel	Economiste	Décret N°2016-666 du 25 octobre 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Conseiller Technique Chargé des Affaires Financières	TOHO Josué	Economiste	Décret N°2016 du 07 juillet 2016 portant nomination au Ministère chargé du Plan et du Développement	
Conseiller Technique aux Affaires Sociales	BABA-MOUSSA Mariama SOUMANOU	Administrateur des Finances	Décret N°2016 -381 du 30 juin 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Conseiller Technique à l'innovation et à l'inclusion financière	EDON Cyriaque	Administrateur des Finances	Décret N° 2018 -427 du 19 septembre 2018 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Point Focal de la Direction de la Communication de la Présidence de la République	AROUNA Abib Ishola	Journaliste	Arrêté n° 2018-12-c/MPD/DC/SGM/DAF/SP/016SGG18 du 22/05/2018	

Chef de la Cellule de Passation des Marchés Publics	OHOUKO Okry Christophe	Attachés des Services Financiers		
Chef de la Cellule de Passation des Marchés Publics	HOUSSOU Fabrice	Juriste	Arrêté n° 2017-29-c/MPD/DC/SGM/DAF/SP/016SGG18 du 16/11/2017	
Chargé de protocole du Ministre d'Etat	AFFEDJOU Amessoué Odile		Nommée par arrêté n°014/MPDEAP/DC/SP du 02/05/08	
Inspecteur Général du Ministère	FOLLY Mahougnon Euloge François d'Assise	Administrateur	Décret n° 2018-037 du 31/01/2018	
Secrétaire Général du Ministère	Dr TASSOU Zakari Filikibirou	Dr Agroéconome	Décret N°2016-666 du 25 octobre 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Secrétaire Générale Adjointe du Ministère	TOSSOU YARO Crescentia	Administrateur du Développement Communautaire	Décret N2016-666 du 25 octobre 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Assistant du Secrétaire Général du Ministère	DOSSOU Enagnon Félicien	Administrateur des Services Publics	Arrêté n° 104/MDAEP/DC/SGM/DRH/SA du 27 décembre 2013 Arrêté n° 38-c/PMDEEPPBG/DC/SGP/DRH/SA du 24 décembre 2015 Arrêté n°15-c/MPD/DC/SGM/DAF/SP/011SGG18 du 22 mai 2018	
Chef de la Cellule Juridique	Dr. YAROU DOKOTORO Lafia Stéphane, LL.M.	Juriste	Arrêté n°23-c/MPD/DC/DAF/SP/015SGG17 du 03 juillet 2017	
Personne Responsable des Marchés Publics	TIKOU MOUROU	Juriste	Arrêté n° 2019-03-c/MPD/DC/SGM/DAF/SP/003SGG19 du 26 mars 2019	
Conseiller Technique au Suivi des Financements	AMADOU Yacoubou	Expert-Comptable	Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Conseiller Technique au Suivi des Questions Sociales	ISSIFOU IDRISOU Mouhamed Moutala		Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Chef Cellule des Passations des Marchés Publics	ABALO Bouhawè			
Secrétaire Particulière du Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement	TONOUKOUEN Sètchèmé Alix	Géographe Aménagiste	Arrêté N°015/MPD/DC/CTJ/SGM/DAF/SP/013SGG19	
Conseiller Technique Juridique	BISSALOUÉ Sylvie	Juriste	Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Secrétaire Générale du Ministère	AHAMIDE Hokpongbé Armelle Coralie	Ingénieur de la Planification		

Directeur de Cabinet	Prof ALINSATO Alastaire Sèna	Economiste		
Conseiller Technique au Suivi du Capital Humain	RACHIDI Radji			
Responsable de structures centrales, techniques et départementales				
Directeur de la Programmation et de la Prospective	Gérard KPATINDE	Ingénieurs Statisticien Economiste	Décret n° 2016-745 du 7/12/2016	
Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective	GUEDOU VISSETOGBE Chimène Antonina Contya KODJOGBE	Administrateur des projets	Arrêté n°13-C/MPD/DC/SGM/DAF/SP/005SGG17 du 08/03/2017	
Directrice de l'Administration et des Finances	MAMAN AYA Hatikatou	Administrateur du Trésor	Décret 2016-355 du 08 juin 2016 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Directeur de l'Informatique et du Prêarchivage	LAGUIDE Liamidi	Ingénieur Analyste Concepteur	2018-037 du 31/01/2018	
Directeur Général de la Coordination et du Suivi des Objectifs du Développement Durable	Pr. ALINSATO Alastaire Sèna	Economiste	Décret n° 2016-745 du 7/12/2016	
Directrice Générale Adjointe de la Coordination et du Suivi des Objectifs du Développement Durable	BIO DJARA Naïmatou	Administrateur des projets	Arrêté n°14-C/MPD/DC/SGM/DAF/SP/003SGG17 du 08/03/2017	
Directeur Général des Politiques de Développement	AGUESSI Magloire	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 2016-745 du 7/12/2016	
Directeur Général Adjoint des Politiques de Développement	GANTIN Philippe	Administrateur en Economie de Développement	Arrêté n°11/MPD/DC/SGM/DAF/ SP/004SGG du 08/03/2017	
Directeur Général de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics	YEHOUEYOU Jules Comlan	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n° 2016-745 du 7/12/2016	
Directeur Général Adjoint de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics	AHODEKON Athanase	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Général Des Politiques de Développement	EDON Cyriaque	Administrateur des Finances	Décret N° 2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	

Directeur Général du Financement du Développement	EDE Victorin Yaovi	Ingénieur Planificateur	Décret n° 2016-745 du 7/12/2016	
Directrice Générale Adjointe du Financement du Développement	BACO Awaou	Administrateur des Services Financiers	Arrêté n°36-C/MPD/DC/SGM/DAF/SP/033SGG16 du 20/12/2016	
Directeur Départemental du Plan et du Développement Atacora/Donga	ABDOURASSIDOU Zibrila	Administrateur	2015-226 du 17/04/2015	
Directeur Départemental du Plan et du Développement Atlantique/Littoral	ZOHOUN Marcellin	Administrateur des projets	2014-278 du 18/04/2014	
Directeur Départemental du Plan et du Développement Borgou/Alibori	Dr. SOUNON Bouko Boni	Géographe	2015-226 du 17/04/2015	
Directrice Départemental du Plan et du Développement Borgou/Alibori	OROU SE Zénabou	Administrateur des ressources humaines	Décret n°2019-043 du 30 janvier 2019	
Directeur Départemental du Plan et du Développement Mono/Couffo	DJOSSOU Raymond	Secrétaire des Services Administratifs	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Départemental du Plan et du Développement Ouémé/Plateau	FACOUNDE Euloge Gaston	Administrateur de l'Action Culturelle	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur Départemental du Plan et du Développement Zou/ Collines	KPOHONSITO Francis	Secrétaire des Services Administratifs	DECRET N° 2015-614 du 29/11/2015	
Directeur de l'Administration et des Finances	AMADOU Jacques Rolland		Décret N° 2019-544 du 04 décembre 2019	
Directeur Général de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics	ALINSATO Alastaire Sènan	Economiste	Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Point Focal de la Direction de la Communication à la Présidence de la République au sein du Ministère du Plan et du Développement	TIDJANI Mounifa Karim		Arrêté N°2020-041/MPD/DC/SGM/DGCS-ODD/SA/013SGG20 du 16 juillet 2020	

Directeur Départemental du Plan et du Développement Alibori	ALASSANE Amine	Economiste		
Directeur Général des Politiques de Développement	EDON Cyriaque	Administrateur des Finances	Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	
Directeur Général Adjoint de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics	SEVOH Anicet Camille		Arrêté N°2020-041/MPD/DC/SGM/DGCS-ODD/SA/013SGG20 du 16 juillet 2020	
Responsables de structures sous tutelle				
Directeur Général de l'OGP-PAM	IDRISSOU Yaya	Administrateur	2018-037 du 31/01/2018	Directeur Général de l'OGP-PAM
Directeur Général de l'INSAE	HOUNSA Laurent	Ingénieur Statisticien Economiste	Décret n°2018-366 du 22/08/2018	Directeur Général de l'INSAE
Directrice Générale Adjointe de l'INSAE	AHAMIDE Hokpongbé Armelle Coralie	Ingénieur de la planification	Arrêté n°13-C/MPD/DC/SGM/INSAE/SP/002SGG17 du 08/03/2017	Directrice Générale Adjointe de l'INSAE
Directeur du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable	SEIBOU Assan	Economiste	Décret n° 2017-310 du 21/06/2017	Directeur Général du CePED
Directeur Général de l'ADPG	AGBO Fortuné	Ingénieur Planificateur Economiste	Décret n°2015-614 du 29/11/2015	Directeur Général de l'ADPG
Coordonnateur de l'Observatoire du Changement Social	ATINDEHOU Aimé Ferdinand	Sociologue	Décret n°2015-614 du 29/11/2015	Coordonnateur de l'Observatoire du Changement Social
Coordonnateur de l'Observatoire du Changement Social	Dr. TCHIWANOU Pascal	Géographe	Décret 2018-037 du 31/01/2018	Coordonnateur de l'Observatoire du Changement Social
Directeur du Centre d'Analyse des Politiques du Développement	Dr. ABDOULAYE Dramane	Economiste	2018-037 du 31/01/2018	Directeur du Centre d'Analyse des Politiques du Développement
Directeur du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable	TOHOUNDJO Roger Antoine		Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	Directeur du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable

Directeur Général de la Coordination et du Suivi des Objectifs du Développement Durable	AGUESSY Magloire Augustin		Décret N°2019-482 du 06 novembre 2019 portant nomination au Ministère du Plan et du Développement	Directeur Général des Objectifs du Développement Durable
Direction Générale de l'Observatoire du Changement Social	Dr TCHIWANOU Pascal	Géographe	Décret 2018-037 du 31/01/2018	Direction Générale de l'Observatoire du Changement
Directeur Général Adjoint de la Coordination et du Suivi des Objectifs de Développement Durable	DAGBENONBAKIN Erick Damase		Arrêté N°2020-041/MPD/DC/SGM/DGCS-ODD/SA /013SGG20 du 16 juillet 2020	Directeur Général Adjoint de la Coordination et du Suivi des Objectifs de Développement Durable

Tableau n° 65 : Documents de Politiques, Stratégies et Réformes Nationales et Sectorielles Elaborés

N°	Titre	Date de lancement	Structures ayant élaboré le document
01	Programme d'Actions du Gouvernement « Bénin Révélé »	Décembre 2016	
02	Plan stratégique 2018-2021	Aout 2018	
03	Plan National de Développement 2018 - 2025	Octobre 2018	
04	Plan de Décentralisation et de Déconcentration	Octobre 2018	
05	Adoption du Décret N°2020-075 du 12 février 2020 portant attribution, organisation et fonctionnement du Ministère du Plan et du Développement	12 février 2020	Cellule Juridique (SGM)

SIGLES

AME	:	Assistant du Ministre d'Etat
DC	:	Directeur de Cabinet
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
ADELAC	:	Agence pour le Développement intégré de la zone Economique du Lac AHEME et ses Chenaux
ADPG	:	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé
BAF	:	Bureau Administratif et Financier
CTJ	:	Conseiller Technique Juridique
CTE	:	Conseiller Technique à l'Economie
CTPEI	:	Conseiller Technique à la Promotion de l'Entreprise et à l'Innovation
CTSP	:	Conseiller Technique au Secteur Privé
CTPAG	:	Conseiller Technique au Suivi des Infrastructures e la Programme du Gouvernement
CTRI	:	Conseiller Technique aux Relations Institutionnelles et Sociales
CTRI	:	Conseiller Technique aux Relations Internationales
CTRSPQD	:	Conseiller Technique Chargé des Relations avec le Secteur Privé et des Questions de Développement
CePED	:	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CCMP	:	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CPMP	:	Commission de Passation des Marchés Publics
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
CDMT	:	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CES	:	Cellule d'Etudes Stratégiques
CCOM	:	Cellule de Communication
CP	:	Chargé de Protocole
SP	:	Secrétariat Particulier
DDPD	:	Directions Départementales du Plan et du Développement
DAC	:	Directeur Adjoint de Cabinet
CDM	:	Chargés de Mission
CT	:	Conseillers Techniques
CJ	:	Cellule Juridique
CSPRAI	:	Cellule Sectorielle de Pilotage des Réformes Administratives et institutionnelles
DGPD	:	Direction Générale des Politiques de Développement
DPPD	:	Direction de la Prospective et de la Planification du Développement
DPPS	:	Direction des Politiques et Programmes Sectoriels
DPPP	:	Direction des Politiques et Programmes de Population
DADB	:	Direction d'Appui au Développement à la Base
DGPSIP	:	Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
DPIP	:	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DSIP	:	Direction du Suivi des Investissements Publics

DASPPP	:	Direction d'Analyse et de Synthèse des Performances des Projets et Programmes
DIP	:	Direction des Investissements Privés
DRFM	:	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DPP	:	Direction de La Programmation et de la Prospective
DIP	:	Direction de l'Informatique et du Pré-archivage
DCF	:	Délégué du Contrôleur Financier
OGP-PAM	:	Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial
PRMP	:	Personne Responsable des Marchés Publics
SPELI	:	Service de Promotion de l'Economie Locale et de l'Innovation
SP	:	Secrétaire Particulière
SGM	:	Secrétariat Général du Ministère
SGAM	:	Secrétaire Général Adjoint du Ministère
SA	:	Secrétariat Administratif
SSID	:	Service des Statistiques et du Suivi des Indicateurs de Développement
SPPSP	:	Service de la Planification, de la Programmation et du Suivi des Projets
SPD	:	Service de Pré Archivage et de Documentation
SI	:	Service Informatique
SRU	:	Service des Relations avec les Usagers

IX. EVOLUTION DES EFFECTIFS

DATES DE REFERENCE	EFFECTIFS	OBSERVATION
1958-1990	-	Informations non disponibles
01/10/1991	501	
01/12/1991	553	
24/01/1992	547	
01/02/1992	534	
20/04/1993	535	
02/09/1993	463	Radiation des agents occasionnels (70)
18/03/1994	452	
01/07/1994	456	
16/10/1995	447	
15/03/2000	407	
07/06/2000	697	Prise en compte dans les effectifs des agents contractuels
01/10/2003	610	
01/11/2006	653	Effectif comprenant le personnel travaillant au ministère en charge de la Micro- Finance
31/12/2007	390	Redéploiement du personnel au profit du ministère en charge de la Micro-Finance
10/07/2008	498	
2009	601	
2010	580	
2011	535	
01/01/2012	497	
01/01/2013	485	
31/01/2014	423	
31/12/2015	418	
21/12/2016	467	
31/12/2017	489	
31/08/2018	476	
2019	454	
2020	468	

X. EVOLUTION DU BUDGET

MONTANTS en milliers de F CFA

ANNEES	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	OBSERVATION
-		--		
1990	473.969			
1991	578.365			
1992	603.669			
1993	589.114			
1994	681.694			
1995	726.508			
1996	795.958			
1997	799.813			
1998	829.698			
1999		5.274.000		
2000	900.102			
2001	909.872			
2002			9.968.575	
2003	1.435.384	11.565.000	13.000.384	
2004	978.407	10.317.000	11.295.407	
2005	2.178.081	8.766.000	10.944.081	
2006	1.843.897	10.782.000	12.225.559	
2007	2.598.454	10.790.100	13.717.224	MDEF
2008	2.822.290	13.681.000	16.503.290	
2009	2.703.208	5.694.500	8.397.708	Abattement de 4,53% réduisant ainsi le budget à 8 017 025 000
2010	3.205.601	7.067.674	10.273.275	

2011	2.665.278	4.816.391	7.481.669	Création de la Primature entraînant une baisse du budget du ministère
2012	2.464.698	9.782.028	12.246.726	
2013	2.409.738	7.138.986	9.548.724	
2014	2 870.122	8.394.237	11.264.359	
2015	3.082.387	4.846.592	7.928.979	
2016	3.471.470	4.273.020	7.744.490	
2017	5.194.489	6.268.922	11.463.411	
2018	5.423.843	10.020.834	15.444.677	

Le budget du Ministère en charge du développement pour la période dont les informations sont disponibles a connu successivement un accroissement entre 1980 et 2009 sauf entre 1992 et 1993, entre 2003 et 2005, entre 2007 et 2009. L'accroissement le plus important a été enregistré entre 2001 et 2002 et le pic est obtenu en 2007.

Cette augmentation constatée entre 2006 et 2007 est due à la fusion au cours de l'année 2006 des deux ministères en charge respectivement des finances et du développement. C'est l'époque du Ministère du Développement, de l'Economie et des Finances.

La diminution remarquée entre 2007 et 2008 se justifie par la sortie du portefeuille du ministère du Programme National de Développement Conduit par les Communautés (PNDDC) et l'éclatement en 2007 du département en deux (2) à savoir : Ministère des Finances et Ministère de l'Economie, de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique.

Quant à l'important écart observé entre les budgets 2008 et 2009, il s'explique par l'épuisement total des ressources extérieures finançant le Programme de Développement des Ressources Humaines.

Conclusion

Ainsi se présente l'histoire du Ministère en charge du développement pour la période 1958-2008. Il est impossible d'avoir la prétention d'avoir écrit tous les pans de cette histoire puisque l'accès à l'information a été très difficile du fait de l'absence des archives bien constituées au sein du département ministériel. L'écriture des précédentes pages s'est majoritairement appesantie sur des actes officiels et des articles de la presse gouvernementale, mais aussi sur des entretiens et des efforts de mémoire de certains cadres à la retraite ou encore en service.

Des vides sont donc perceptibles sur la courbe de cette histoire du fait de l'absence de certaines informations. Au regard des informations manquantes, il est à espérer que tous les anciens et actuels animateurs du département s'approprient ce document sur un demi-siècle d'histoire. Ce faisant, il sera enrichi de leurs compléments et le pari qu'il soit toujours réédité et actualisé sera tenu pour en faire une mémoire au vrai sens du terme.

Toute l'administration publique béninoise particulièrement le Ministère de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale doit prendre conscience de sa responsabilité quant à la conservation des documents pouvant permettre de retracer le passé. Cette prise de conscience passe par l'installation et le fonctionnement effectif au sein du ministère d'un système performant et dynamique d'archivage qui assure une veille efficace pour rassembler au quotidien l'ensemble des éléments nécessaires à l'interrogation de la mémoire administrative. Le premier acte de ce processus est la construction d'un bâtiment répondant aux normes pour abriter les documents sortis du classement courant et consacré effectivement à cette fin.

Vivement, que ce travail effectué par le ministère en charge du développement soit approprié par les autres ministères en vue de la rédaction de documents retraçant l'histoire de leur existence. Les départements ministériels ne renferment-ils pas une mine d'or d'informations pour la constitution de la mémoire collective de l'Etat-Nation : la République du Bénin ?

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES RENCONTREES DANS LE CADRE DE LA REDACTION DE CE DOCUMENT (Edition de 2008 et son actualisation jusqu'en 2020)

N°	NOM et Prénoms	Qualité
1	KOUPAKI Pascal Irénée	Ex-Ministre d'Etat Chargé de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale
2	TEVOEDJRE Albert	Ancien Ministre
3	OGOUMA Ifèdé Simon	Ancien Ministre
4	CHABI KAO Pascal	Ancien Ministre
5	YAHA Z. Pascal	Ex-Secrétaire Général du Ministère
6	OKE S. Antoine	Ex-Secrétaire Général Adjoint du Ministère
7	BANKOLE Maurice Dossou	Ex-Inspecteur Général du Ministère
8	EYEBIYI Christian	Ex-Directeur de la Programmation et de la Prospective
9	SEIDOU Amadou	Ex-Directeur Général du Suivi des Projets et Programmes
10	ALODJOGBE M. Françoise	Ex-Directrice Départementale de l'Atlantique/Littoral
11	EKUE Pierre	Ex-Directeur Général Adjoint de l'INSAE
12	ODJOGBE Justine	Ex-Coordinatrice de l'Observatoire du Changement Social
13	TOKPLO Pierre Claver	Ex-Directeur Général Adjoint des Investissements et du Financement pour le Développement
14	ALLOUGBIN Moukadamou	Ex-Coordonnateur de la Cellule de Coordination de l'Aide au Développement
15	FAVI Joachim	Personne Ressource, Cadre à la retraite
16	ZINSOU Edgar Okiki	Assistant du Secrétaire Général du Ministère
17	QUENUM Evelyne	Chef de la Cellule de Communication du Ministère
18	da SILVA Pascaline	Chef du Service de Pré-Archivage du Ministère
19	Hermine OLYMPIO	Représentant du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
20	YAYA Idrissou	Directeur de l'Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial
21	ABDOULAYE Dramane	Directeur du Centre d'Analyse des Politiques de Développement
22	ZIBRILA Aboudourassidou	Directeur Départemental du Plan et du Développement Atacora-Donga
23	Dr. SOUNON Bouko Boni	Directeur Départemental du Plan et du Développement Borgou/Alibori
24	DJOSSOU Raymond	Directeur Départemental du Plan et du Développement Mono/Couffo
25	FACOUNDE Euloge Gaston	Directeur Départemental du Plan et du Développement Ouémé/Plateau
26	KPOHONSITO Francis	Directeur Départemental du Plan et du Développement Zou/Collines

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES AYANT PRIS PART AUX TRAVAUX D'ACTUALISATION DE CE DOCUMENT

N°	NOM et Prénoms	Qualité
1	TASSOU F. Zakari	Secrétaire Général du Ministère
2	TOSSOU YARO Crescentia	Secrétaire Générale Adjointe du Ministère
3	DOSSOU Félicien	Assistant du Secrétaire Général du Ministère
4	YAROU D. Stéphane	Chef de la Cellule Juridique
5	YOLLOU YOROU Alice	Membre de la Cellule Juridique du Ministère
6	ISSIFOU Mounkadas	Membre de la Cellule Juridique du Ministère
7	HOUENOU Anice	Chef du Centre de Formation en Informatique
8	AGBANGLA Martial	Chef Service Informatique
9	TOSSOU Norbert	Membre de la Cellule Juridique du Ministère
10	ADJINDA Bienvenu	Représentant de la Direction de l'Administration et des Finances
11	DOSSOU Elvire	Chef du Service Administratif
12	ADELAKOUN Mathieu	Attaché des Services Administratifs
13	TIGRI Aunacisse	Représentant du Syndicat des Travailleurs du Plan
14	SANGA PEMA Yétiboca	Administrateur des projets
15	TCHINTCHIN Rodolphe	Cadre à la Direction de l'Informatique et du Préarchivage
16	AHAMIDE Hokpongbé Armelle Coralie	Secrétaire Générale du Ministère
17	ISSAKA Abdel-Aziz	Membre de la Cellule Juridique
18	Tous autres Responsables	Toutes Structures du MPD

BIBLIOGRAPHIE

A- Monographies

- 1- METINHOUE, Pierre. *Les ministres du Dahomey et du Bénin : mars 1957-avril 2006*.
Porto-Novo : CNPMS, février 2006.p.
- 2- MPREPE. *Les actes du colloque international sur le Minimum Social Commun et le développement au quotidien*. Vol. 1 et 2. Août 1997.
- 3- MPREPE. *Les actes de la conférence économique nationale*. Vol. 2. Décembre 1996.
- 4- PROMOTION AFRIQUE INTERNATIONAL. *Unis, préparons le Bénin du Futur*.
- 5- PROMOTION AFRIQUE INTERNATIONAL. *Nouvelles dynamiques de développement*. 2002.

B- Articles de presse

- 1- « Deuil à la Cour Constitutionnelle : Robert TAGNON quitte ses collègues ». La Nation. N° 4744, 19 mai 2009. P.1.
- 2- « Bénin, spécial planification et développement ». Courrier d'Afrique. N° 22, fév.-mars 2005. P. 33-35.
- 3- APLOGAN, Jean-Luc. « Directeur de Cabinet, Pascal Irénée KOUPAKI : de OUATTARA à HOUNGBEDJI ». Le Matin, 07 mai 1996. P. 3.
- 4- PLAGBETO, U. Claude, CAPO-CHICHI Judith. « Obsèques de feu Robert TAGNON : les adieux de la nation à un serviteur hors pair ». La Nation N° 4765, 19 juin 2009. P. 14.

C- Journaux officiels

- 1- N^{os} 04, 5, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 25, 26 et 27 de 1964
- 2- N^{os} 01, 02, 03, 04, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de 1965
- 3- N^{os} 01 et 12 de 1966
- 4- N^{os} 12, 13, 15, 16, 17, 22, 24, 25, 26 et 27 de 1967
- 5- N^{os} 01, 02, 03, 04, 13 et 15 de 1968
- 6- N^{os} 17, 19 et 25 de 1970
- 7- N^{os} 01, 02, 04, 06, 07, 08, 09, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 20, 22, 23 et 24 de 1971
- 8- N^{os} 01, 02, 04, 05, 07, 08, 09, 11, 12, 14, 16, 19, 22 et 23 de 1972
- 9- N^{os} 11, 13, 15 et 16 de 1975
- 10- N^{os} 05, 08, 09, 17, 18 et 22 de 1981
- 11- N^{os} 02, 05, 07, 20, 23 et 24 de 1991

- 12- N^{os} 03, 05, 06, 08, 10, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 24 de 1992
- 13- N^{os} 01 Bis, 08, 09, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 22 de 1993
- 14- N^{os} 01, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 12, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 de 1995
- 15- N^{os} 01, 02, 03, 03 Bis, 04, 06, 16, 16 Bis, 17, 20, 22, 23 et 24 de 1996
- 16- N^{os} 03, 04, 07, 08, 09, 16, 17, 18, 19, 21 et 23 de 1999
- 17- N^{os} 03, 04, 05, 08, 08 Bis, 08 Ter, 08 Quater, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 20, 23 et 24 de 2001
- 18- N^{os} 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 10, 10 Ter, 11, 12, 13 Ter, 15, 16, 17, 18, 19, 19 Bis et 22 de 2002
- 19- N^{os} 01, 02, 03, 05, 06, 08, 09, 10, 11, 12 Bis, 14, 14 Bis, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23 et 24 de 2004
- 20- N^{os} 01, 04, 05, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 24 2005
- 21- N^{os} 01, 01 Bis, 03, 04, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 20 Ter, 21, 22 et 23 de 2007
- 22- N^{os} 02 Bis, 07, 10, 13, 14 Bis, 16, 19 et 20 de 2008

D- Périodiques

- 1- France DAHOMEY N^{os} 04, 07 et 26 de 1958
- 2- France DAHOMEY N^{os} 33, 43, 42, 44, 45, 48, 51, 52 et 53 de 1959
- 3- L'Aube Nouvelle N^{os} 21, 31, 38 et 53 de 1961
- 4- L'Aube Nouvelle N^{os} 73 et 94 de 1962
- 5- L'Aube Nouvelle N^o 114 de 1963
- 6- L'Aube Nouvelle N^o 13 de 1965
- 7- L'Aube Nouvelle N^o28 de 1967
- 8- Daho express N^{os} 309, 333, 343, 350, 362 et 393 de 1970
- 9- Daho Express N^{os} 467 et 483 de 1971
- 10- Daho Express N^{os} 816, 818 et 963 de 1972
- 11- Daho Express N^o 1031 de 1973
- 12- Daho Express N^o 1389 de 1974
- 13- EHUZU N^{os} 345, 455, 509 et 517 de 1977
- 14- EHUZU N^o 753 de 1978
- 15- EHUZU N^{os} 877, 903, 971 et 1061 de 1979
- 16- EHUZU N^{os} 1327, 1331, 1343 et 1404 de 1981
- 17- EHUZU N^{os} 1584, 1611, 1712 et 1795 de 1982

- 18- EHUZU N^{os} 1908, 1983 et 2033 de 1983
- 19- EHUZU N^{os} 2156, 2180, 2190, 2309, 2319, 2324, 2338 et 2342 de 1984
- 20- EHUZU N^o 2582 de 1985
- 21- EHUZU N^{os} 2977, 3060 et 3091 de 1987
- 22- EHUZU N^{os} 3116, 3131, 3156, 3176 et 3221 de 1988
- 23- EHUZU N^{os} 3368, 3382 et 3387 de 1989
- 24- EHUZU N^{os} 3615, 3632 et 3070 de 1990
- 25- La Nation N^o 548 de 1992
- 26- La Nation N^{os} 686, 710, 800, 831, 834, 841 et 846 de 1993
- 27- La Nation N^{os} 944, 1033, 1053 et 1107 de 1994
- 28- La Nation N^o 1247 de 1995
- 29- La Nation N^{os} 1431, 1469, 1471 et 1492 de 1996
- 30- La Nation N^{os} 1783, 1790, 1795, 1819, 1824, 1826, 1847, 1856, 1887 et 1890 de 1997
- 31- La Nation N^o2049 de 1998
- 32- La Nation des 08, 15 et 27 mars et du 25 juillet de 2000
- 33- La Nation N^{os} 2609 et 2635 de 2000
- 34- La Nation N^{os} 3255, 3334 et 3363 de 2003
- 35- La Nation N^{os} 3403, 3525 et 3584 de 2004
- 36- La Nation N^{os} 3666, 3676, 3686, 3703, 3706, 3760, 3775, 3782, 3786, 3808, 3837, 3854, 3861, 3870 et 3684 de 2005
- 37- La Nation N^{os} 3925, 3930 et 4055 de 2006
- 38- La Nation N^{os} 4159, 4167, 4236, 4237 et 4300 de 2007
- 39- Le Matin n^o3788 du 13 juin 2008

E- Autres documents

- 1- CV de Maître Robert DOSSOU
- 2- CV de Monsieur Pascal CHABI KAO
- 3- CV de Monsieur Simon Ifèdé OGOUMA
- 4- CV du Feu Paul DOSSOU en date du 15 avril 1996
- 5- CV Manuscrit de Justin AHOMADEGBE-TOMETIN en date du 21 juin 1990
- 6- Différents textes législatifs et réglementaires signés par chaque ministre : lois, ordonnances, décrets, arrêtés, décisions.
- 7- Différents décrets portant composition du gouvernement de 1957 à 2008.

8- Prospectus sur l'INSAE et l'OCS

9- Prospectus sur le Minimum Social Commun

www.developpement.bj

www.insae-bj.org

www.cpiBenin.com

www.tevoedjre.com

www.wikipedia.org

www.sonagnon.net/actualites/2007/juin

<http://mapage.noos.fr/anneplassard/>

www.whoswho.fr

